

De la Notion d'Accident du Travail

La Relation de l'Idée
de Responsabilité Patronale
et de

l'Idée d'Enrichissement sans cause
dans les Lois de 1898 et 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Jeudi, 3 Juillet 1919, à 3 heures du soir

PAR

Ernest FAUGÈRE

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS

Président : M. JAY, Professeur.
Suffragants : } M. GIDE, Professeur.
 } M. CAPITANT, Professeur.

Aurillac (Cantal). — Imp. BROUSSE.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

De la Notion d'Accident du Travail

La Relation de l'Idée
de Responsabilité Patronale

et de

l'Idée d'Enrichissement sans cause
dans les Lois de 1898 et 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le Jeudi, 3 Juillet 1919, à 3 heures du soir



PAR

Ernest FAUGÈRE

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS

Président : M. JAY, Professeur.
Suffragants : } M. GIDE, Professeur.
 M. CAPITANT, Professeur.

Aurillac (Cantal). — Imp. BROUSSE.

AVERTISSEMENT

L'auteur voudrait participer aux discussions qu'a soulevées la question du risque professionnel et de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail. L'argumentation doctrinale tiendra donc dans cet ouvrage une place importante ; mais, comme il ne peut pas être question de séparer la science juridique des réalités de la vie et des besoins de l'époque, l'examen et la systématisation des décisions de jurisprudence joueront un rôle principal ici.

Je voudrais ainsi me tenir à égale distance des froides compilations et des constructions fantaisistes.

Comme le disait si bien M. le professeur de Lapradelle : « C'est la vie qui anime la science et c'est la science qui éclaire la vie. » (1).

(1.) Rapport général sur le concours des thèses de Doctorat. Paris 1912.

PREMIÈRE PARTIE

La Relation du Risque professionnel et de l'Idée quasi-contractuelle d'enrichissement sans cause

Les risques d'accidents sont des chances malheureuses dont la réalisation, ordinairement instantanée, en tous cas toujours rapide, doit être imputée à une cause déterminée et extérieure et consiste dans une atteinte violente à l'intégrité physique de la victime.

Ces risques menacent tout homme, et le travailleur industriel plus encore ; tantôt ils apparaissent comme des dangers particuliers inhérents à une production déterminée ou comme la menace infiniment plus générale adressée à tout être qui veut produire, ou même qui se contente de vivre ; tantôt ils trouvent leur source dans les dispositions physiques intellectuelles ou morales de la victime ou dans la volonté des personnes susceptibles d'influencer ses actes.

Cette classification des risques en risques professionnels, généraux et individuels a été, sinon analysée, du moins aperçue par certaines décisions judiciaires : C'est ainsi que le tribunal civil de Bourges, 30 janvier 1900 D. P. 012, 344, considère comme « certain que la loi du 9 avril 1898 n'a pas eu pour but de protéger l'ouvrier contre ce que Léon Say appelait, le 12 mars 1899, *le grand risque de l'humanité* » et que la Cour de Dijon, 9 mai 1900, D. P. 01, 2, 134, estime, sans préciser beaucoup d'ailleurs, que le risque professionnel, qui est le fondement de la loi, « ne saurait comprendre les risques individuels qui doivent être exclusivement supportés par chacun, ouvrier ou patron, dans la mesure où ils leur incombent ». Au surplus, la même classification est recommandée par l'observation et la logique. Il n'est pas douteux, en effet, que le milieu industriel, avec son outillage et les forces qui y sont mises en œuvre, avec les voisinages et les proximités que nécessitent la division du travail et la concentration industrielle fait apparaître des possibilités et des réalités fâcheuses, conséquences d'une activité spécialement orientée ou particulièrement efficace ou rançon de profits particulièrement accrus; d'autre part, il n'est pas moins certain que tout travail, quel qu'il soit, ouvre la porte aux atteintes accidentelles et que même tout organisme doit se défendre contre toutes sortes de diminutions et toutes espèces de destructions.

Par ailleurs, il est incontestable que toutes ces

menaces sont plus ou moins redoutables suivant les individus auxquels elles s'adressent : chez les uns, dont la constitution physique est précaire, le moindre traumatisme aura un retentissement inattendu ; d'autres porteront en eux, par le fait de leurs imprudences ou de leurs erreurs, toutes sortes de puissances d'accidents ; d'autres enfin provoqueront ces accidents par une volonté criminelle ou l'inconscience qui résulte de l'ivresse.

En présence de tous ces risques, dont la réalisation malheureusement trop fréquente, entraîne notamment des conséquences pécuniaires ; il s'agit de savoir si le patron sera chargé en tous cas d'assurer la réparation approximative du préjudice éprouvé ou si, au contraire, l'ouvrier seul devra en assumer la couverture.

Malgré la faveur chaque jour grandissante du mouvement de protection ouvrière, il n'a pas paru complètement équitable ni économiquement possible d'instaurer au profit de l'ouvrier et à la charge du patron un garantisme intégral ; d'autre part, les esprits les plus fermés aux préoccupations de justice sociale n'ont pas cru devoir refuser, pour le cas de faute du patron, un recours à l'ouvrier ; la plupart enfin pensant à juste titre qu'ils pouvaient aller plus loin que ces derniers sans risquer d'être accusés sainement d'aller trop vite et trop loin, ont très exactement estimé que le patron ne se libère pas complètement vis-à-vis de l'ouvrier par le paiement du salaire convenu, qu'il subsiste à sa charge

des obligations actuelles ou éventuelles, en sorte que cet ouvrier, victime d'un accident, aura droit, en dehors de toute faute de son patron, dans des cas et sous des conditions qui varieront suivant les principes, à une indemnité plus ou moins réparatrice. Le point commun qui relie les diverses manifestations de cette doctrine consiste dans l'affirmation de cette idée ; qu'il peut être question de faire couvrir le risque par le patron seulement dans le cas où l'accident se rattache d'une façon plus ou moins étroite avec le travail, à tel point que l'on devra laisser en dehors de la responsabilité patronale particulière les risques généraux et individuels que peut courir l'ouvrier, lorsque ces risques ne s'entremêlent d'aucune manière avec le risque professionnel. Quoi qu'il en soit, cette idée qui, formulée en termes généraux et examinée au point de vue théorique, se présente sous un aspect aisément défendable, soulève, lorsqu'il s'agit d'en préciser l'application, des difficultés redoutables.

Je voudrais rechercher dans cet ouvrage quelle relation entre l'accident et le travail sera suffisante pour motiver l'indemnité, quel fondement et par suite quelle étendue il faudra assigner à la responsabilité patronale.

Il semble très évident que l'on ne peut pas s'aventurer à travers la diversité des espèces journalières et la complexité des difficultés doctrinales sans un critérium qui s'inspire à la fois des réalités de la vie moderne et des considérations de l'équité,

Ce critérium, je crois le découvrir dans l'idée quasi-contractuelle d'enrichissement sans cause.

La notion de quasi-contrat se ramène, en effet, à mon sens, à l'idée *d'un déplacement de valeur susceptible de faire apparaître l'éventualité d'une injustice*. Un individu qui se croit débiteur acquitte par erreur une dette éteinte ; il se libère d'une obligation qui, par la suite, se trouve rétroactivement annulée ou résolue, ou encore il exécute un engagement dont l'immoralité évidente heurte des dispositions d'ordre public : immédiatement un moyen juridique apparaît : l'action en répétition de l'indû pour anéantir les conséquences inévitables d'une rupture d'équilibre injustifiée, pour modifier un état de choses *dont la persistance constituerait une situation contraire au droit* ; car c'est bien une rupture d'équilibre entre deux patrimoines qui vient de se produire sans que les intéressés aient pu utilement la prévoir ou la vouloir, et sans que, par ailleurs, les faits qui en ont constitué la réalisation aient revêtu à aucun moment un caractère illicite.

Ce n'est pas tout d'abord le jeu et la souveraineté des volontés individuelles qui imposent l'obligation de rendre à celui qui a profité d'un enrichissement sans cause. Il n'y a eu, en pareil cas, ni accord formel, ni accord tacite, et la volonté des parties, pour des raisons diverses, n'a pas pu efficacement s'exercer ; tantôt l'erreur a déterminé un acte que l'on n'aurait pas accompli en pleine connaissance de cause, tantôt la réalisation d'une condition résolutoire

a frappé de stérilité une obligation que l'on croyait définitive, tantôt la loi est intervenue pour donner à un débiteur le moyen de revenir sur l'exécution d'une promesse illicite. Le consentement ne s'est pas manifesté parce que les parties n'avaient pas les moyens ou le droit de consentir. Tout au plus peut-on dire que la loi s'est substituée à elles en disposant comme elles auraient elles-mêmes disposé si elles avaient pu prévoir ou vouloir normalement. Sauf dans le cas de : « *Condictio ob turpem causam* », il n'y a pas de raison de supposer, en effet, que les contractants se seraient décidés au mépris de la raison et à l'encontre de la justice. Vraisemblablement tout se serait passé logiquement et équitablement *dans la plupart des cas*, et en somme la loi peut paraître interpréter des intentions ordinaires en décidant que les intéressés n'ont pas pu vouloir s'enrichir sans raison ou s'appauvrir sans motif.

C'est sous cet aspect, mais dans cette mesure seulement que l'on peut essayer de rapprocher le contrat du quasi-contrat. En réalité, l'acte volontaire ne joue qu'un rôle sans importance dans la génération de l'obligation quasi-contractuelle alors surtout que le débiteur se trouve lié par le seul fait du créancier ; mais il faut bien apercevoir que s'il en est ainsi, c'est ordinairement pour des raisons de fait plutôt que pour des raisons de droit. Je m'explique. Dans les cas d'exécution d'une obligation naturelle, par exemple, la mentalité de celui qui se libère doit être prise en considération : si le débi-

teur en effet a voulu remplir un devoir de conscience, tout recours lui est par la suite refusé; si au contraire il a cru par erreur acquitter une dette civile, l'action en répétition de l'indû lui est ouverte. Et il n'y a là rien que de très naturel : il est toujours permis, il est louable d'obéir aux seules suggestions de sa conscience et l'homme d'honneur qui désire exécuter une obligation purement morale ne risque pas de voir entraver sa liberté par le législateur. Ce que la loi ne veut pas, c'est qu'après avoir accompli en pleine connaissance de cause un geste désintéressé, on puisse par la suite en annuler les conséquences; ce qu'elle ne veut pas aussi et surtout, c'est que l'erreur préside à nos décisions en nous inspirant des sacrifices que nous n'aurions pas consentis si nous ne les avions pas crus inévitables et civilement obligatoires. Si donc le rôle de la volonté individuelle apparaît dans tous les cas d'enrichissement sans cause singulièrement effacé et négligeable, ce n'est pas d'ordinaire parce que le législateur a entendu fermer aux stipulations particulières un domaine susceptible d'intéresser l'ordre public.

Supposez un instant que les éléments d'appréciation nécessaires n'aient pas fait défaut aux parties; supposez qu'au moment où le déplacement de valeur s'est produit les consentements respectifs aient pu, en fait, normalement s'exercer; supposez que le profit ait été accepté par l'un des intéressés et le sacrifice consenti par l'autre, qui pourrait venir

par la suite exciper d'une nullité absolue et prétendre que des prescriptions légales essentielles ont été méconnues et violées ?

En réalité, si l'enrichissement sans cause nous paraît injuste, si nous cherchons un contre-poids à des profits choquants, ce n'est pas la plupart du temps parce que intrinsèquement ces profits sont inacceptables, c'est parce qu'ils sont intervenus sans motif et parce qu'au moment où on les a vus apparaître, les parties intéressées n'étaient pas à même de les prévoir ou de les vouloir.

Il en est d'ailleurs tout autrement lorsque s'exerce « *la condictio ob turpem causam* » : le débiteur d'une obligation dont la cause est illicite ou immorale peut répéter l'indû même lorsqu'au moment du paiement il n'a commis aucune erreur, c'est-à-dire lorsqu'il a connu la nullité dont sa promesse se trouvait entâchée : un engagement est intervenu au mépris des dispositions de la loi ou des prescriptions de la morale, cet engagement a été exécuté et le créancier a profité de sa propre turpitude en réalisant un bénéfice qu'un débiteur trop complaisant a consenti à lui assurer ; ce bénéfice ne peut pas subsister, une action est ouverte, même lorsque le titulaire éventuel de la « *condictio* » s'est volontairement appauvri.

On m'objecte que cette action s'attaque à un fait illégitime déjà perpétré. Je le conteste absolument et j'estime d'une façon plus générale que la loi n'intervient jamais dans les cas d'enrichissement sans

cause pour sanctionner *un fait illicite actuel*. On a payé à tort ou parce qu'on ne prévoyait pas l'avenir, c'est peut être une erreur, mais ce n'est pas une faute ; on a tenu une promesse illicite, les conséquences sont certes regrettables, mais on n'est pas coupable de remplir ses engagements, on l'est bien plutôt d'assumer des obligations que le législateur ne peut pas tolérer. En principe, toutes les fois qu'une valeur passe d'un patrimoine dans un autre sans que celui qui l'a fournie ait été animé d'une juste intention libérale et sans que celui qui l'a acquise ait rien fait pour en motiver et en justifier l'acquisition, la loi intervient pour contrebalancer le profit et compenser le préjudice. Cependant celui qui s'est appauvri, par exemple en élevant des constructions sur le terrain d'autrui, n'a pas commis un acte critiquable et le propriétaire foncier qui a bénéficié sans raison mais automatiquement et involontairement d'une plus value n'est pas davantage en faute. On peut donc affirmer que l'action « de in rem verso » pas plus que l'action en répétition de l'indû n'a pas un caractère quasi délictuel, et l'on va voir qu'il en est bien, ainsi malgré les apparences, pour l'action spéciale que les anciens appelaient *la condictio ob turpem causam*. Le droit romain, il est vrai, accordait où refusait un recours suivant que le créancier de l'indû était ou non exempt de « turpitude » et il est également vrai que jusqu'en 1841 notre jurisprudence a appliqué avec fermeté le vieil adage « *in pari causa turpitudinis cessat repetitio* »

Mais ne faut-il pas plutôt voir dans ces pratiques une confirmation de notre point de vue? Ce dont le législateur se préoccupe dans tous les cas d'enrichissement sans cause, c'est d'écarter la menace d'une injustice : que celui qui a commis « *une turpitude* » puisse bénéficier de son mépris de la loi ou de sa propre immoralité au détriment de la partie dont l'attitude fut irréprochable, voici bien où serait l'injustice et voilà ce qui constituerait le spectacle intolérable d'un profit sans motif légitime et sans contre-poids ; qu'au contraire le législateur se soit dispensé d'intervenir dans les cas de pareille indignité, qu'il n'ait pas cru devoir sa protection à celui qui s'est appauvri consciemment pour contrarier des dispositions d'ordre public, cela peut encore se concevoir en vertu des mêmes principes.

Au surplus, comment comprendre que le créancier de l'indû poursuit, lorsqu'il est lui-même exempt de « *turpitude* », la sanction d'un quasi-délit ?

Il est, disons-nous, exempt de tout ce qui ressemble à une faute, ses actes ont toujours été licites aussi bien lorsqu'il a assumé un engagement que lorsqu'il a tenu sa promesse, et voilà qu'il est devenu créancier par son fait, par le fait de l'acte qui l'a appauvri sans raison. Le débiteur de l'indû lui, a commis une faute, mais cette faute n'a fait naître aucune obligation à sa charge, et il a fallu pour qu'une créance apparaisse qu'un fait licite s'accomplisse et qu'intervienne un déplacement de

valeur dépourvu de tout caractère critiquable ou répréhensible. De toute évidence donc, l'obligation quasi-contractuelle dérive non pas d'une faute passée, mais bien d'un acte légitime en soi dont certaines conséquences éventuelles ne peuvent pas être équitablement acceptées.

Si maintenant on recherche comment la jurisprudence moderne conçoit la *condictio ob turpem cuusam*, on s'aperçoit que les conclusions ne sont pas différentes.

Aujourd'hui, l'adage *in pari causa turpitudinis cessat repetitio* ne s'applique jamais quand l'obligation est illicite et il s'applique quelquefois quand la promesse est immorale ; mais s'il en est ainsi à l'encontre des décisions judiciaires antérieures à 1841, ce n'est pas parce que le point de vue juridique initial a changé, c'est parce que la notion d'injustice éventuelle s'apprécie sous un angle nouveau et différent suivant les cas. Lorsque l'engagement pris heurte des dispositions positives d'ordre public, le profit acquis apparaît comme injuste sans discussion, et c'est d'une injustice absolue qu'il s'agit. Cette injustice doit être écartée sans égard aux contingences individuelles ou à la situation respective des parties. Au contraire, si l'opération juridique incriminée blesse les considérations de la bienséance et les exigences de la morale, les conséquences doivent en être appréciées d'une manière plus subjective et moins abstraite parce qu'on voit alors apparaître des notions non moins

respectables certes et non moins nécessaires, mais dont la mentalité des individus et les modalités des situations particulières sont susceptibles de changer l'aspect.

Sans doute, les bénéfices qui résultent de l'exécution d'une promesse immorale sont généralement choquants et inacceptables, mais à vouloir aussi accorder systématiquement et uniformément l'action en répétition de l'indû dans tous les cas d'immoralité commune, on risquerait, au lieu d'écarter l'injustice, de la faire apparaître en laissant, par exemple, sans recours et sans ressources la concubine dont les complaisances n'ont pas été plus coupables que ne l'ont été les entreprises du titulaire de *la condictio*.

Quoi qu'il en soit (et c'est ce qui importe surtout) on a beau envisager et parcourir la diversité des cas d'enrichissement sans cause, on n'aperçoit pas que le débiteur de l'obligation quasi contractuelle devienne jamais débiteur par son propre fait illicite et c'est en réalité parce que la volonté du créancier compte seule qu'il faut renoncer à chercher dans l'action en répétition de l'indu ou dans l'action « *de in rem verso* » la sanction d'un délit ou d'un quasi-délit. Même si l'on admet que c'est être coupable que tenir simplement des promesses coupables même si l'on estime que l'exécution d'un arrangement illicite constitue par elle-même et à elle seule, un fait illicite, on est bien obligé de convenir que ce fait,

bien loin de motiver la sanction ordinaire de l'article 1382, engendre pour son auteur un recours avantageux et qu'il produit des conséquences juridiques uniquement parce que celui qui l'a accompli a vu passer une valeur de son patrimoine dans un autre. De toute évidence, nous ne sommes pas ici dans le domaine de la faute puisqu'il ne s'agit pas de réparer les conséquences préjudiciables d'un fait qualifié délit civil.

La notion qui apparaît dominante dans les hypothèses qu nous occupent est celle de valeur injustement déplacée, de profit obtenu sans cause raisonnable ou sans motif légal. Et c'est précisément parce que l'idée de profit indûment acquis préside à la génération de la l'obligation quasi-contratuelle que nous voyons la même idée régler, dans l'exercice de l'action en répétition de l'indû, la mesure de la responsabilité : Un mineur reçoit de bonne foi une somme qu'on ne lui doit pas ; l'action en répétition est ouverte sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la capacité des parties, de l'existence ou de la qualité du consentement V. pages 14 à 16 ; mais le recours du créancier de l'indû ne peut être admis que dans la mesure où le mineur se trouve enrichi au moment où ce recours est exercé. « L'incapable en effet étant par définition malhabile à gérer ses biens, l'enrichissement par lui réalisé ne peut pas être considéré comme définitivement acquis tant que l'argent reste à sa disposition et peut être

perdu ou dépensé par lui.» V. Planiol T. II p. 278 N° 856, 858.

Si, au contraire, le même mineur bénéficie d'un acte illicite au point que sa responsabilité se trouve engagée sur la base de l'article 1382, il répond non pas du profit obtenu mais du préjudice causé.

Cet exemple fait ressortir lumineusement, je crois, la différence qui sépare l'obligation délictuelle de l'obligation quasi-contractuelle; le première intervient pour que puissent être réparées les conséquences déjà réalisées d'un acte contraire au droit; la seconde apparaît pour qu'un profit sans raison ne subsiste pas sans contre-poids; l'une se modèle au préjudice, l'autre se mesure à la valeur dont le déplacement est nécessaire pour empêcher la conservation d'un profit injuste; c'est ainsi que la réparation de la faute devra être intégrale, et que la sanction de l'enrichissement sans cause ne pourra être qu'approximative. Et voilà qu'apparaît déjà, encore lointaine, il est vrai, l'idée d'appréciation forfaitaire du risque professionnel. Il va falloir préciser maintenant l'application des développements qui précèdent et l'utilisation de notre critérium; il va falloir démontrer comment on peut rattacher à la responsabilité patronale de l'accident du travail l'obligation d'enrichissement sans cause qui n'est, nous l'avons vu, ni contractuelle. (voir page 14 à 16) ni délictuelle (voir pages 16 à 21) et qui présente une si remarquable originalité dans son fondement comme dans son étendue (voir page de 21 à 22).

Dans ce but, je m'efforcerai, après cette sommaire construction doctrinale, de jeter un rapide coup d'œil sur nos réalités économiques.

Notre vie est ainsi faite qu'on ne peut pas s'adjudger une certaine somme d'avantages et d'agréments sans imposer aux voisins certains risques et certaines gênes ; de même, en agriculture, on ne peut dépasser un certain degré de productivité que par des sacrifices de capitaux et de travail anormaux et hors de proportion avec l'augmentation du rendement ; de même, dans l'ordre du progrès et du développement industriel, l'augmentation de la productivité et le perfectionnement de la production ne sont possibles au-delà d'une certaine mesure que par la réunion de circonstances qui compensent fâcheusement par les risques qu'elles engendrent pour l'ouvrier le surcroît d'avantages qu'elles procurent au patron. C'est, en somme, comme s'il fallait étendre à tous les domaines la loi du rendement moins que proportionnel qui, en agriculture, signifie que le mieux, passée une certaine mesure, se paie par des sacrifices démesurément accrus, c'est comme si cette loi (sans parler ici des limites de la concentration industrielle) s'appliquait à toutes les manifestations de l'activité humaine, partiellement d'ailleurs, et sous cet aspect très spécial : à savoir que l'accroissement des avantages ordinaires et l'apparition d'avantages exceptionnels s'achètent par une création de risques particuliers.

C'est surtout, dans le domaine de la vie industrielle que les risques apparaissent comme inéluctables, et c'est bien par excellence des dangers industriels que l'on peut dire qu'il est nécessaire de les accepter pour accomplir certains travaux et pour procurer à l'effort du travailleur son maximum d'efficacité ; ces risques-là, incontestablement, le patron les crée et les utilise ; ils sont inévitables et bien que très fâcheux et souvent très redoutables, ils sont, si l'expression n'est pas trop inexacte, productifs.

Il faudra compter en premier lieu avec le risque résultant de l'accoutumance, risque notable, mais utile ; car il suppose l'habitude, l'entraînement, la facilité du travail, l'absence de toute préoccupation excessive de sécurité, au besoin même la méconnaissance des règles de la parfaite prudence, toutes dispositions de nature à augmenter la productivité du travail en assurant la fixité de l'attention et l'aisance de l'effort.

Il y aura, en second lieu, le risque dérivant directement de la machine au fonctionnement et à l'utilisation de laquelle l'ouvrier est préposé, risque considérable, car les forces asservies de la nature sont encore menaçantes, risques profitables puisque l'emploi de ces forces et l'acceptation de leurs dangers ont fait le progrès du siècle en décuplant la production.

Ce sera, en troisième lieu, le risque inhérent à

l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'établissement, et d'ailleurs indépendant de la machine ou de l'outillage propre à chaque ouvrier, risque nécessité par les exigences et les avantages de la concentration industrielle.

Ce sera, en quatrième lieu, le risque émanant des forces de la nature dans la mesure où il ne se confondra pas avec le risque général de l'humanité, c'est-à-dire dans la mesure où les nécessités de la production l'auront mis en œuvre ou aggravé.

Ce sera en cinquième lieu le risque résultant du voisinage obligatoire des autres ouvriers, risque commandé par les inappréciables bienfaits de la division du travail.

Ces chances malheureuses qui menacent non pas tout travailleur mais quelques travailleurs, qui sont attachés, non pas à l'activité humaine, en général, mais à une activité d'une nature spéciale ou d'une efficacité particulière, profitent bien au patron puisqu'elles apparaissent comme inhérentes à la nature de telle production, à tel degré de productivité et puisqu'elles ne sont en somme que la rançon du progrès et du profit.

C'est contre ces risques dont la création et l'utilisation par le patron sont certaines que l'ouvrier doit être surtout et tout d'abord protégé ; mais il y a plus et ce n'est pas seulement des accidents dont la causalité est évidente que le chef d'entreprise doit répondre. Les bénéfices du travail industriel se rattachent étroitement à un ensemble de modalités,

à un groupement de forces, à un enchevêtrement d'activités qui sont harmonisées en vue de la production la plus satisfaisante et du rendement le plus complet. L'association des efforts et la fusion des énergies est tellement nécessaire à la productivité des entreprises que l'on voit s'accroître les profits à mesure que s'augmente le nombre des facteurs du travail et à mesure aussi que la personnalité de chaque travailleur et l'originalité de chaque force s'absorbe davantage dans une organisation d'ensemble. C'est ainsi que la multiplicité, la solidarité et la complexité des rouages sont également indispensables à la grande production, c'est-à-dire à la forme de travail qui, ordinairement, est la plus garante de rendement pour le producteur ; mais il se trouve que ce sont précisément ces modalités profitables du travail collectif qui rendent les causes d'accidents plus nombreuses, plus agissantes et moins facilement évitables ; un acte qui, en soi, passerait à bon endroit pour presque inoffensif devient dangereux à raison du milieu où il se produit et parce qu'il se relie et s'enchaîne à de multiples causes d'insécurité ; un geste d'un tiers, un ordre du patron, un ensemble de dispositions physiques ou morales de l'ouvrier empruntent à l'ambiance où il se manifestent des effets absolument inattendus.

Et voilà, d'autre part, que lorsque l'accident s'est produit et qu'il s'agit d'en rechercher l'origine, les mêmes modalités qui furent des causes de risque

deviennent des éléments de doute et d'incertitude. L'analyse la plus minutieuse, en effet, et l'examen le plus attentif ne sauraient, dans un ensemble d'influences qui s'entremêlent et se compénètrent, attribuer à chaque élément sa nocivité propre ; et, à vouloir, pour chaque accident, dégager une cause précise et évidente, on risquerait ou de se décider arbitrairement ou d'imposer au demandeur en indemnité le fardeau trop lourd d'une preuve difficile ou même impossible. Il fallait donc que l'ouvrier fût protégé, non seulement contre les dangers incontestables de sa profession, mais aussi contre les risques moins précis dont la cause paraissait plus lointaine et dont la menace devait sembler pratiquement d'autant plus redoutable que l'origine pouvait en être plus difficile à établir. Il fallait, dans ce but, que le patron qui profitait d'une organisation dangereuse et complexe fût appelé à en supporter tous les aléas et toutes les conséquences par le jeu d'un système susceptible de défendre le travailleur à la fois contre la multiplicité et contre l'imprécision des menaces de sécurité.

Mais comment échafauder ce système ?

Dans l'appréciation des profits et des risques c'est le coup d'œil d'ensemble qui est seul susceptible de nous éclairer, soit parce que, nous l'avons vu, ce sont les organisations complexes qui sont à la fois avantageuses et redoutables, soit parce que, dans la matière qui nous occupe, l'analyse des détails la recherche des causes particulières et la différencia-

tion des influences nocives sont pour ainsi dire impossibles. Le patron répond donc d'une organisation et d'un ensemble, et lorsqu'un accident se produit il ne peut pas être question de calculer pour chaque cas quel a bien pu être l'enrichissement et quelle pourra bien être la responsabilité. L'accident d'ailleurs n'enrichit personne par lui-même et c'est ce qu'il faut bien apercevoir. L'ouvrier victime d'un traumatisme professionnel, dont la capacité de travail a été réduite, a vu de ce fait une valeur importante sortir de son patrimoine. Il faut en bonne logique un dédommagement, il faut une responsabilité compensatrice ; mais si l'on se borne à l'analyse d'une espèce et à l'examen d'un cas concret, on risque de ne découvrir personne qui doive, en bonne équité fournir ce dédommagement ou assumer cette responsabilité. En effet, il est très apparent que l'accident qui est si désavantageux à la victime n'est en rien profitable au patron. Il frappe l'ouvrier nouveau venu qui n'a pas encore donné la mesure de ses aptitudes, dont l'activité ne s'est pour ainsi dire pas déployée, et voilà qu'une indemnité est due avant tout bénéfice ; il frappe le spécialiste victime de l'accoutumance et de la trop grande habitude du danger, et voilà que l'entreprise se trouve privée d'une compétence exceptionnelle. La réalisation du risque n'ajoute donc rien aux profits, bien au contraire ; elle est seulement la circonstance qui rend ces profits désormais discutables et qui en empêche

la conservation par celui qui les avaient très légitimement réalisés. L'ouvrier a bien été victime d'un préjudice, c'est entendu, mais qu'importe le montant de ce préjudice si le patron n'est pas tenu de le réparer en vertu d'une faute ou d'une promesse.

Il est certain que l'ouvrier a dû, pour servir son maître, accepter de courir des risques, il est certain qu'il les a courus et qu'il en a souffert. Voilà ce qu'il faut retenir et voilà ce qui nous importe, car nous ne pouvons pas ne pas ne pas mettre en regard les profits correspondants du patron et nous ne devons pas vouloir que le patrimoine enrichi reste étranger à la réparation du dommage. La fatalité économique qui équilibre les bénéfices par les dangers fait apparaître la nécessité morale et juridique de compenser des profits qui ne peuvent pas rester sans contrepoids : *Ubi emolumentum, ibi onus*.

Le patron est donc responsable parce qu'il s'est enrichi ; mais sa responsabilité ne devient effective et certaine qu'à partir du moment où il ne lui est plus permis de conserver l'intégralité de ses bénéfices. Et il en est ainsi dès que l'accident s'est produit, parce que c'est alors que se dessine l'éventualité d'une injustice, et parce que l'enrichissement patronal réalisé *detrimendo alterius* apparaît désormais comme un enrichissement sans cause. L'accident est donc la condition de la responsabilité, il en est ni la cause ni la mesure, aussi bien, lorsqu'il s'agit de découvrir et d'analyser le déplacement de

valeur qui est la base essentielle de l'obligation quasi-contractuelle, ce n'est plus l'espèce particulière, ce n'est plus le cas concret qu'il faut examiner c'est l'organisation générale du travail qu'il faut avoir en vue, et c'est vers l'ensemble des modalités utilisées par le patron qu'il faut encore une fois se tourner.

Le patron, nous l'avons vu, réalise des profits par la création de risques ; il acquiert des valeurs, il augmente son patrimoine à mesure que diminue la sécurité des travailleurs (voir page 23 à 27 : d'un côté sont les bénéfices, de l'autre les dangers ; les premiers sont susceptibles d'une appréciation immédiate et mathématique, les seconds ne peuvent pas se taxer tout d'abord avec précision. Cependant, la sécurité a son prix ; le risque n'est pas une menace certaine, mais ce n'est pas non plus une menace négligeable ; il devient trop souvent une douloureuse réalité ; il conditionne l'accident, prépare et détermine le préjudice ; tant que l'accident ne s'est pas produit, tant que le préjudice ne s'est pas réalisé, le prix du risque est inconnu ; mais si la menace devient une certitude, il apparaît, avec la dernière évidence que l'ouvrier a sacrifié une valeur pécuniaire au service et à l'intérêt du patron en acceptant d'exposer chaque jour son intégrité physique à des atteintes redoutables. Il apparaît que l'un s'est enrichi quand l'autre s'appauvissait et, qu'en un mot, un déplacement de valeur est in-

tervenu dont, à la vérité, il n'est pas possible de mesurer pour chaque cas la quotité. Tous les travailleurs, en effet, ont été exposés à la menace ; beaucoup, cependant, ont échappé à l'accident :

Tous ont concouru, pour ainsi dire, de la même manière, à procurer des profits au patron et quelques-uns seulement ont eu à en souffrir. Peut-être même le patron a-t-il bénéficié davantage des activités qui, jusqu'à la fin, ont réussi à se mouvoir dans le milieu industriel sans en éprouver les atteintes ; c'est donc bien et toujours la généralité des risques et des profits qu'il faut voir et ce n'est pas de la particularité de l'accident et du préjudice qu'il convient de se préoccuper. Le règlement de l'indemnité n'aura pas lieu pour chaque espèce, il interviendra une fois pour toutes, d'avance et en bloc ; il se composera, en somme, d'un ensemble de tarifs préétablis. En définitive, il s'agira, par ce règlement, d'assurer un équilibre et de tracer des moyennes ; il s'agira d'assigner à l'ensemble des profits du patron le contrepois nécessaire, et à l'ensemble des préjudices individuels les compensations légitimes. Et le but sera atteint par une sorte de tarification du droit et de la preuve.

L'organisation est complexe, l'ensemble est touffu ; l'intérêt du patron le veut ainsi, soit ; mais il ne faut pas que le sort et les intérêts de l'ouvrier en soient affectés. La relation de chaque profit et de chaque préjudice est impossible à estimer, l'analyse de chaque cas particulier est périlleuse, la

causalité de chaque accident est incertaine, soit, mais alors il faut donner à l'ouvrier un critérium sûr pour éclairer le fond du droit et pour faciliter l'administration de la preuve. Ce critérium sera assez souple et assez large, car si le patron profite, comme cela est certain, de l'enchevêtrement des forces et de la complexité des rouages (voir page 26), il faut interpréter contre lui les incertitudes et les doutes qui en résultent et qui en découlent. Mais ce critérium large, sûr, facile, assure à l'ensemble des travailleurs d'incontestables avantages de fond et de preuve ; il ne faut donc pas (c'est de toute évidence et de toute justice) que dans la solution des difficultés particulières et dans l'appréciation des cas concrets, tout se passe comme si ce critérium faisait défaut ; il est normal au contraire, puisqu'il s'agit d'équilibrer équitablement des éléments et des intérêts antagonistes, que l'on tienne compte des facilités reconnues d'une part pour modifier et diminuer d'autre part le montant de chaque indemnité particulière. Le contrepoids de l'enrichissement sans cause ne peut pas d'ailleurs égaler la réparation de la faute et le patron ne peut pas répondre *forfaitairement* de ses profits comme il répondrait de ses erreurs et de ses délits.

C'est bien en effet *forfaitairement* que le patron répond d'un enrichissement sans cause, et c'est sur la base et en vertu d'un quasi-contrat que paraît s'exercer la responsabilité du risque professionnel.

Nous l'avons vu la relation du risque et du profit est certaine (voir page 26 et 27) l'injustice éventuelle de certains bénéfices évidente (voir page 21). La fréquence des déplacements de valeurs et des ruptures d'équilibre entre deux patrimoines incontestable (voir page 29). C'est bien la notion du profit qui est principale et dominante (voir page 21).

C'est le profit qui motive la responsabilité patronale et c'est lui qui la limite (voir page 22), et s'il est vrai que cette responsabilité se mesure d'une manière originale, s'il est vrai que la méthode d'appréciation forfaitaire présente un caractère très spécial et très curieux, c'est encore bien parce qu'il est nécessaire d'envisager la façon dont les bénéfices s'acquièrent et dont les risques se créent ; c'est uniquement en somme parce que le patron profite d'une organisation complexe et dangereuse et parce qu'il utilise, en vue d'avantages exceptionnels, *l'ensemble* des modalités du travail collectif (voir page 26 à 30).

Nous comprendrons maintenant sans peine pourquoi les volontés individuelles sont inopérantes dans le domaine des hypothèses qui nous occupent, pourquoi le législateur de 1898 a cru devoir interdire à l'ouvrier toute renonciation expresse ou tacite à l'indemnité d'accident du travail.

Nous l'avons dit, l'obligation quasi-contractuelle ne dérive pas des stipulations particulières, soit parce que certaines considérations d'ordre public

peuvent apparaître et intervenir (voir page 17 à 20) , soit parce que les parties intéressées ne disposent pas au moment où leur consentement pouvait s'exercer des éléments d'appréciation nécessaires. (voir page 13 à 15).

Or, ce sont bien les mêmes raisons qui entâchent de nullité absolue les conventions relatives au risque professionnel. Au moment où le louage de services intervient, la représentation pécuniaire des risques utilisés par le patron est impossible (voir page 13 à 15 et 26 à 27), alors surtout que les menaces de sécurité apparaissent aux ouvriers encore si éloignées et si incertaines qu'ils sont invinciblement tentés de les méconnaître ou de les négliger. On ne comprendrait donc pas qu'à ce moment-là une manifestation précise de volonté puisse avoir lieu pour opérer le déplacement d'une responsabilité pécuniaire encore indéterminée ou pour apprécier des possibilités encore éloignées et incertaines. Et si, lors de la conclusion du contrat de travail, les parties entreprenaient, au mépris de toute logique, de se livrer à des prévisions impossibles, il faudrait frapper de stérilité des conventions déraisonnables. Ou bien, en effet, l'ouvrier, sachant qu'il procurait au patron un enrichissement injuste, n'aurait pas refusé son adhésion et, alors, son consentement ne s'expliquerait que par le souci de mettre en échec de nécessaires dispositions protectrices, ou bien ce même ouvrier n'aurait pas aperçu la portée et les

conséquences de son adhésion et alors la gravité de l'erreur dépouillerait son consentement de toute signification juridique. C'est bien sous cet aspect que le législateur de 1898 a examiné le problème et ce sont bien ces mêmes motifs qui lui ont dicté l'article trente.

Sans doute, les bons ouvriers de 1898, plus préoccupés des difficultés de la pratique journalière, que des subtilités de la systématisation doctrinale, ont pu ne pas dégager avec toute la précision désirable la filiation juridique des principes qu'ils appliquaient. Sans doute, ils ont pu, à bon droit, se déclarer satisfaits après avoir simplement réalisé des réformes dont ils avaient aperçu toute l'urgence et toute la nécessité ; mais ils ont tout de même pris soin, au cours de leurs travaux préparatoires, de nous avertir qu'ils ne séparaient pas les charges des profits, les bonnes chances des mauvaises et qu'au surplus la responsabilité nouvelle n'était pas étrangère aux grands faits générateurs des obligations ordinaires.

Or, nous verrons tout à l'heure par l'analyse des des décisions de la Jurisprudence, comme aussi par l'exposé critique des doctrines, que ce ne sont pas les théories inspirées des articles 1382 et suivants C. C., non plus que les systèmes de la dette de sécurité qui peuvent nous fournir la solution du problème de la responsabilité patronale, et d'ores et déjà nous constatons que le législateur a

précisément appliqué son activité novatrice aux branches de production et aux catégories de travaux où les créations de risque apparaissent plus fréquentes et les enrichissements injustes plus manifestes.

Peut-être sommes-nous autorisés, dans ces conditions, et après les développements qui précèdent, à supposer que le critérium susceptible d'éclaircir l'article premier de la loi de 1898 pourrait être le critérium de risque crée et d'enrichissement sans cause.

Peut-être pourrions-nous, lorsqu'un accident se produit, nous poser utilement les deux questions suivantes :

1° Le risque présente-t-il une relation quelconque avec la profession protégée ?

2° Si oui, le risque a-t-il été créé ou utilisé par le patron assujetti ?

Il ne me semble pas qu'on puisse me reprocher de changer ainsi l'aspect du problème sans augmenter la précision de la méthode, car, dans l'application de l'article premier, la difficulté ne consiste pas à savoir s'il existe une relation quelconque entre l'accident et le travail, mais bien, cette relation étant admise, à décider si elle est suffisante ou si elle n'est pas trop ténue, à en déterminer le degré et à en caractériser la nature.

Lors donc qu'on se trouve en présence d'un risque qui n'est pas complètement étranger au travail assujetti, on doit estimer, à mon sens, que le pa-

tron est tenu d'en assurer la couverture, non seulement s'il l'a utilisé, ce qui est de toute évidence, mais encore s'il l'a simplement créé sans qu'apparemment aucun bénéfice s'en soit suivi. Il est démontré, en effet, que les bénéfices du chef d'entreprise s'accroissent à mesure que diminue la sécurité des travailleurs (voir page 25 à 27), par conséquent quand il s'agit d'apprécier en bloc et forfaitairement les charges d'une organisation générale (voir pages 26, 29, 30, 31), il est naturel d'estimer, sans chercher à analyser des causalités incertaines, que les créations de risque sont inséparables des profits.

Teis seraient, à mon sens, le critérium et le principe directeur susceptible de préciser et de faciliter l'application de l'article premier de la loi du 9 avril 1898.

Il s'agira, maintenant, en présence d'une idée qui n'est encore qu'une hypothèse, de justifier un point de vue, en apparence audacieux, soit d'abord et surtout par la systématisation de la jurisprudence du risque professionnel, soit aussi par la critique des différentes théories de la responsabilité patronale ? Et il y aurait, ce me semble, à la fois un intérêt doctrinal notable à dégager la filiation juridique du risque professionnel et un intérêt pratique évident à clarifier la notion d'accident du travail en interprétant selon des règles sûres les mots quelque peu énigmatiques du texte de 1898 : *Par le fait et à l'occasion du travail*.

DEUXIÈME PARTIE

La théorie du risque crée et de l'enrichissement sans cause dans ses rapports avec la jurisprudence du risque professionnel

SECTION PREMIÈRE

Risques complètement étrangers au travail assujetti

Les risques d'accidents qui ne se rattachent aux travaux protégés par aucun lien, si ténu soit-il, ne sont jamais couverts par le patron. Parmi ces risques, les uns généraux ou individuels, trouvent leur origine dans les conditions ordinaires de la vie ou les dispositions personnelles de l'ouvrier, les autres toujours individuels sont créés ou utilisés par le patron. Les premiers sont assumés par l'ouvrier et ils ne peuvent l'être que par lui. Sans doute des esprits généreux dont on peut admirer l'idéal

voudraient assurer à l'ouvrier, par le moyen d'une extension indéfinie de la responsabilité patronale, une garantie absolue contre toute espèce d'accident quels qu'en soient la cause, le lieu, le moment et le caractère. Leur dessein me paraît irréalisable, au moins sous la forme qui nous occupe ; qu'il soit possible, en effet, de procurer à la classe ouvrière les mêmes avantages et le bénéfice des mêmes résultats par le moyen d'institutions de prévoyance sociale, je l'admets avec bonheur ; par contre, il ne me paraîtrait ni juste, ni possible, ni désirable, ni habile de rechercher de semblables améliorations dans l'élargissement de la responsabilité patronale du risque professionnel. Autant, certes, il est légitime et même moralement nécessaire d'imposer au patron une responsabilité qui ne sera que le contre-poids et la rançon de ses profits, autant il est équitable de l'obliger au dédommagement des atteintes accidentelles qui sont le résultat de ses recherches de bénéfice, autant il serait difficilement soutenable, au nom même de la justice sociale qui ne peut pas, sans discrédit, être exercée d'une façon unilatérale, que l'on puisse imposer à quiconque une responsabilité impossible à motiver, surtout quand l'accident est le résultat d'une volonté criminelle ou des erreurs commises par l'ouvrier dans sa vie indépendante et privée ; ou alors il faudrait, si cette responsabilité était admise, augmenter les pouvoirs du patron et la dépendance de l'ouvrier ; il faudrait que le patron pénétrât dans la

vie privée de l'ouvrier et jusqu'à dans sa conscience pour en extirper les erreurs coûteuses et les déterminations préjudiciables, il faudrait que l'ouvrier consentit à acheter sa sécurité au prix de sa liberté. Serait-ce tolérable ? On comprendrait cette tutelle étroite si le patron, devenu le bon patron, mettait les travailleurs au rang de sa famille (et pareille conception ne peut relever que de la loi morale) ; mais on ne saurait admettre que l'ouvrier pût accepter d'être traité comme un des éléments du patrimoine, comme une chose utile que l'on garde étroitement pour la mieux conserver.

Au surplus, les partisans du garantisme intégral en matière d'accidents ne méconnaissent pas le caractère écrasant de la charge que la réalisation de leurs désirs imposerait aux producteurs ; or, c'est là une objection que l'on ne peut pas négliger ; car il est dangereux d'accomplir dans un pays des réformes susceptibles de mettre l'industrie nationale en état de visible infériorité vis-à-vis de ses concurrentes et, d'autre part, il est essentiellement impolitique de solliciter des innovations manifestement impraticables ou contraires à l'intérêt national.

C'est qu'en effet toute ascension vers l'idéal de justice sociale doit respecter les réalités économiques et cela est si vrai que les organisations ouvrières, même de combat, se rendent exactement compte qu'il importe de demander, non pas ce que

l'on voudrait obtenir, mais ce qui peut s'accorder réellement.

C'est ainsi qu'une grève est vouée à l'échec, quels que soient ses moyens et ses ressources, quand ses exigences excessives sont de nature à grever le producteur d'une charge trop lourde. Voir aussi : Troisième partie, Section II. — Les théories de la responsabilité contractuelle.

Pareille objection, au contraire, n'est pas à envisager lorsque la responsabilité n'est que le revers du bénéfice, la sanction d'une recherche ou d'une acquisition de profit.

L'état des textes et de la jurisprudence me paraît donc pour la première catégorie de risques étrangers au travail protégé concorder de façon absolue avec les solutions idéales. Par contre lorsqu'il s'agit de risques individuels créés ou utilisés par le patron, les décisions judiciaires bien qu'elles soient d'une légalité inattaquable et d'une parfaite exactitude juridique, consacrent des résultats contestables.

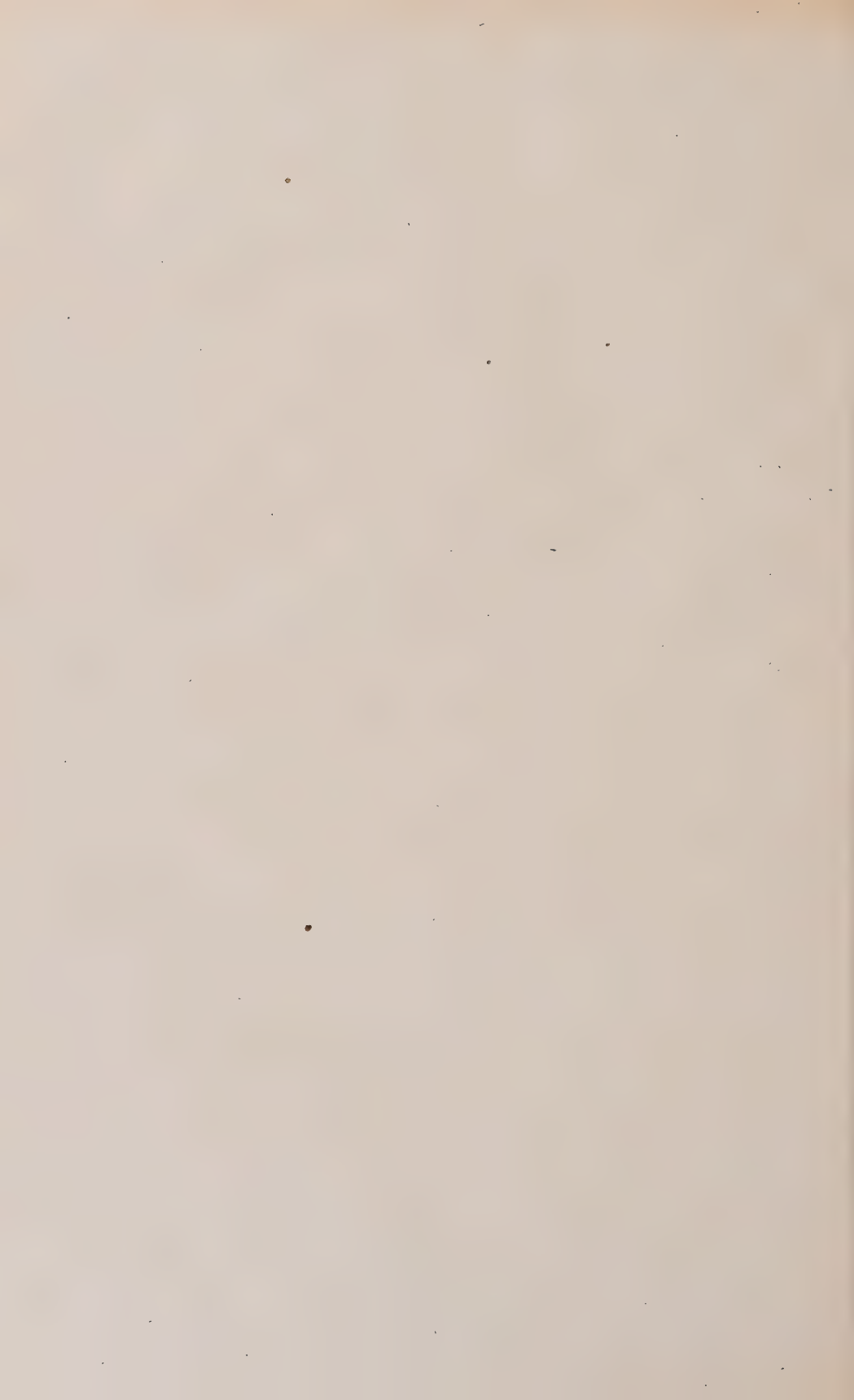
Ainsi il a été jugé D. P. 01-2-82 qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la loi de 1898 à l'accident survenu à l'ouvrier carrier qui est blessé, tandis que sur l'ordre de son patron il était occupé à faire partir des bombes pour concourir à une réjouissance publique.

De même la Cour de Caen, 31 octobre 1900, D. P. 02-2, 68 renvoie purement et simplement à l'article 1382. C. C., lorsque l'accident qui s'est produit au cours d'un travail domestique et agricole consiste

« dans le broyage de pommes de cidre pour la consommation personnelle du patron assujéti et de sa famille ».

Je reconnais que dans ces deux espèces, la responsabilité du droit commun apporte le palliatif nécessaire, mais il ne serait pas difficile de découvrir des hypothèses où l'absence de toute faute, l'impossibilité de la preuve rendrait tout recours impossible malgré le caractère manifeste de l'enrichissement sans cause.

Au reste, s'il ne faut point méconnaître les lacunes des textes, il ne faut point en exagérer les résultats regrettables, car en fait ces résultats sont d'autant moins fréquents que les tribunaux admettent plus facilement la responsabilité de l'article 1382 lorsqu'il leur est impossible d'appliquer les lois de 1898 et de 1906, et que, d'autre part, il est relativement rare de voir l'ouvrier protégé se livrer à des travaux manifestement étrangers à son travail habituel.



SECTION II

**Risques se rattachant au travail protégé par un lien
trop ténu.**

CHAPITRE I

**La Relation de concomitance
et la Relation de causalité**

Un nombre important de décisions judiciaires déclarent « que la loi de 1898 ne trouve son application que dans le cas où il existe une relation de cause à effet entre le travail convenu avec le patron et l'accident survenu à l'ouvrier ». (Voir notamment Req. 8 juillet 1902. S. P. 04 — 1, 79. Requêtes 28 janvier 1903, S. P. 04 — 1, 348. Cour de Besançon 14 octobre 1900 D. P. 01 — 2, 277. Par ailleurs, il n'est pas douteux que le législateur n'a pas entendu exiger une causalité directe et que les tribunaux se contentent pour motiver l'indemnité, d'un lien « plus ou moins étroit » entre l'accident et le travail. (V. en ce sens Cour de Douai, 7 août 1900 — D. P. 01 — 2, 85 et Civ. 28 juillet 1903. S. P. 04 — 1, 487. La difficulté consistera donc à savoir dans quels cas la

corrélation sera suffisante, et à partir de quel moment on se trouvera en présence, non plus d'une causalité même élastique, mais d'une relation sans valeur juridique parce que trop ténue.

Avec une uniformité impressionnante, les arrêts attachent à la double circonstance que l'accident s'est produit sur le lieu et pendant le temps du travail une importance capitale. Certains vont même jusqu'à décider « que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail est un accident du travail ». (Voir not. Civ. 24 janvier 1912 — S. P. 12, — 1,223 et Civ. 16 mai 1911 — S. P. 12 — 1, 224. On pourrait par suite être tenté d'attribuer aux circonstances de temps et de lieu une signification absolue, en sorte que l'on serait de ce chef amené à considérer comme suffisante la simple relation de concomitance entre l'accident et le travail.

Pour ma part, je n'estime pas, quelle que soit l'importance de cette double circonstance, que l'on puisse y voir le moyen de caractériser la relation exigée entre le travail et l'accident, et les arrêts même les plus affirmatifs ne me semblent pas autoriser pareille déduction.

Logiquement, en effet, la simple relation de concomitance ne peut pas engendrer une responsabilité même civile, car cette responsabilité, apparaissant dans la matière qui nous occupe, comme le retenissement sur le patrimoine du patron du préjudice éprouvé par l'ouvrier, on ne peut l'admettre que si les faits et gestes du patron ont, à quelque

degré, retenti sur la sécurité de l'ouvrier, sans qu'il y ait lieu de s'attacher à des coïncidences qui, même très frappantes, ne peuvent entraîner aucune imputabilité même lointaine et par suite sont incapables de servir de base à une *responsabilité quelconque*.

La physionomie des arrêts, quels qu'ils soient, ne contrarie en rien ce point de vue ; certes lorsque l'accident est survenu en un endroit où l'ouvrier était appelé par son travail et à un moment où sa présence y était non seulement légitime mais nécessaire, la situation de cet ouvrier est particulièrement favorable, car les circonstances de temps et de lieu, en imprimant à ses gestes l'allure du devoir accompli, donnent à l'accident une apparence professionnelle ; mais ce n'est là qu'une apparence dont le bénéfice se traduit par une dispense de preuve, et disparaît devant la preuve contraire. C'est dans ce sens et dans ce cas que le Tribunal civil de Lyon, 22 février 1900. D. P. 01 — 2, 131 estime que « l'accident doit être présumé survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail de l'ouvrier, qu'aucune preuve n'incombe à celui-ci et que si le patron veut se soustraire à l'application de la loi, il doit démontrer que la cause de l'accident est étrangère au travail. »

Les circonstances de temps et de lieu sont donc des éléments de conviction utilisés par l'ouvrier pour s'acquitter des obligations mises à sa charge

par l'article 1315, obligation dont la loi de 1898 n'a pas entendu le dispenser. Voir Req. 17, 19 février, 27 mars 1908, 27 mars et 1^{er} mai 1911. S. P. 11, 1. 327, la réunion de ces circonstances est ainsi une condition de preuve et nullement une condition de fond.

S'il en était autrement, d'ailleurs, leur signification serait absolue au point que l'on devrait reconnaître le caractère professionnel à tout accident survenu au moment et à l'endroit du travail ; tandis que ce caractère serait impitoyablement écarté dans tous les cas où il ne serait pas satisfait à cette double condition.

En fait, il n'en est pas ainsi ; la Cour de Pau 24 avril 1910 S. P. 10—2, 175 a pu juger qu'il y a accident du travail lorsqu'un ouvrier, après avoir été mis en congé pour cause de maladie, a été victime d'un tamponnement en se rendant par chemin de fer dans une ville voisine sur l'ordre de son patron pour être soumis à un examen médical à l'effet de reconnaître si son état de santé lui permet de reprendre ses fonctions. Et cependant il s'agit d'une espèce où momentanément l'ouvrier ne peut, à raison de sa maladie, et ne doit, à raison de son congé fournir aucun travail. Par suite, bien qu'il soit en général exact de situer le lieu du travail à l'endroit où l'ouvrier se rend sur l'ordre de son maître et de déterminer la durée de la tâche professionnelle en considération du temps où cet ouvrier se tient à la disposition du patron assujetti. V. — Cour de Rouen 26 décembre 1900. D. P. 01, 277 et Cass. Civ.

20 avril 1912 S. P. 12 — 1. 336, V. surtout Civ. 43 février 1906. S. P. 08, 1, 535, il ne peut pas être question de décider qu'un ouvrier qui va se faire soigner parce qu'il ne peut pas travailler, se trouve pourtant, s'il lui arrive malheur, au lieu de son travail. C'est bien ainsi que l'entend la Cour de Pau qui d'ailleurs n'hésite pas à admettre la responsabilité patronale, indiquant de cette manière qu'elle attache beaucoup plus d'importance à l'origine du risque qu'aux circonstances de l'accident. De même la Chambre des Requêtes, 2 juin 1913. — *Journal du Palais* 1913, 1, 383, décide avec une autorité beaucoup moins contestable que le contre-maitre, tué d'un coup de revolver par un ouvrier au seuil de l'atelier, est victime d'un accident du travail, bien que, sur la demande d'explications de l'ouvrier, il soit sorti dans la rue, quand il est établi que la haine, cause du crime, résultait du zèle qu'apportait la victime à servir les intérêts du patron: Bien que l'arrêt ait cru, par un scrupule peut-être excessif, devoir assimiler le seuil de l'atelier à l'atelier lui-même, sa signification paraît considérable dans le sens de notre point de vue, car la Cour, s'inspirant manifestement de l'idée d'utilité du risque, n'aurait pas pu juger différemment pour un meurtre commis en un lieu quelconque, dont l'origine aurait pu être établie de la même manière et imputée aux mêmes sentiments.

Par ailleurs, s'il arrive que l'accident survenu en dehors du temps et du lieu du travail soit considéré

comme professionnel, il n'est pas rare que toute indemnité soit refusée bien que l'ouvrier ait été blessé ou tué sur le lieu même et pendant la durée du travail. (Voir en ce sens Lyon 4 mai 1911. S. P. 1912 — 2, 39.

« Attendu que l'apprenti Besson, se présentant dans un atelier dépendant de sa fabrique, bouscula en passant deux jeunes ouvrières dont l'une le frappa d'un coup de poing.

« Attendu que Besson voulut riposter par un soufflet mais que la jeune fille se baissa pour esquiver le coup et que la main de Besson porta sur le chapeau de l'ouvrière, qu'il fut ainsi piqué au médius droit par une épingle, et qu'à la suite de cet accident, il dut subir l'amputation du doigt blessé ;

« Attendu que la loi de 1898 n'est pas applicable, qu'il ne suffit pas que l'accident se soit produit sur le lieu et pendant les heures du travail, qu'il faut qu'il ait eu lieu à son occasion, c'est-à-dire qu'il y ait une relation de cause à effet, que cette condition fait défaut ici etc..... »

Il y a lieu de remarquer dans l'espèce qui nous occupe (et la Cour l'a clairement souligné) que l'accident est survenu « pendant les heures de travail » c'est-à-dire pendant le temps réglementaire, mais non point à un moment de travail effectif ; car si l'apprenti ne cessait pas son travail en se rendant sur l'ordre du maître dans un atelier dépendant de sa fabrique, il est certain qu'il dut interrompre ef-

fectivement sa besogne pour taquiner les ouvrières, de sorte que rigoureusement parlant, il ne travaillait pas au moment où il fut blessé. (Voir aussi Cour de Paris 30 mars 1901 -D. P. 02 - 2, 404). Cette réserve n'est pas sans intérêt, mais elle n'a pas une signification absolument essentielle, car la solution peut être identique pour un accident survenu à un moment de travail effectif.

La Chambre des Requêtes, 13 avril 1910 - Gazette du Palais, P. 1913 - 1, 383 refuse en effet toute indemnité à un ouvrier blessé à l'œil d'un coup de poing par un camarade d'atelier qui le surprend pendant qu'il travaille, agissant ainsi à raison d'une provocation antérieure.

La Cour estime fort sagement en [pareil cas que « ce n'est pas parce que la victime travaillait qu'elle a été blessée, mais parce qu'elle avait par sa conduite antérieure provoqué l'agression : que cette agression aurait pu se produire à un autre moment et en tout autre lieu. »

Ainsi il faut toujours chercher derrière les circonstances de temps et de lieu la création et l'utilisation du risque ; et les décisions qui précèdent indiquent comment le patron peut créer le risque ou en profiter en dehors du temps et du lieu du travail ; comment aussi l'ouvrier qui crée de toutes pièces le risque dont il souffre peut en être atteint sans profit pour le patron, même sur le lieu du travail, soit que la tâche réglementaire ait été indûment

suspendue, soit que la besogne n'ait pas effectivement cessé. Par suite les circonstances de temps et de lieu ont une signification relative, alors surtout qu'il est important de distinguer les heures réglementaires et le temps de travail effectif, et que d'autre part, cette distinction ne donne pas des résultats absolus.

C'est, d'ailleurs, parce que ces circonstances n'ont qu'une valeur relative que la jurisprudence, qui n'a à aucun moment accepté d'en méconnaître l'importance, a pu, pour se mettre en règle avec des scrupules excessifs, étendre le temps et le lieu du travail à des moments et à des endroits où la responsabilité patronale s'explique par des raisons de fond.

La Cour de Caen, 21 novembre 1910. S. P. 12 — 2, 23 a, de cette manière, décidé que « le fait par le patron d'assurer le retour par chemin de fer à son employé a pour résultat de retarder jusqu'à la fin du voyage le temps du travail parce que ce n'est qu'au point d'arrivée que l'ouvrier reprend sa liberté d'action. » Et il est ainsi jugé dans tous les cas où l'ouvrier est blessé ou tué hors de l'atelier en se rendant à son domicile, le travail fini, au moyen d'un mode de locomotion que le patron lui impose ou met à sa disposition.

(Voir Seine 24 août 1900 - D. P. 01 - 2, 276.

V. Grenoble. 27 mai 1904 — D. P. 05. — 2, 83.

Il est cependant incontestable que ces décisions ne se basent pas sur l'idée de danger particulier ré-

sultant de l'accomplissement de certains travaux, car on ne comprendrait pas que l'ouvrier n'étant plus à proximité des choses dangereuses et le péril spécial étant, de ce chef écarté, la responsabilité patronale pût survivre. La fiction qui consiste à étendre le temps et le lieu du travail à un moment et à un lieu où le danger *du travail* ne peut plus exister suppose donc une extension de la notion de risque professionnel, et cette extension ne peut s'expliquer qu'en prenant pour base de la responsabilité, l'idée d'enrichissement sans cause.

Le patron, en effet, en procurant à l'ouvrier un mode de locomotion, se propose ou d'obtenir une diminution de salaire ou d'éviter à l'ouvrier des fatigues et des pertes de temps susceptibles de diminuer sa capacité de travail, sans compter que si le transport est assuré par des véhicules appartenant au patron, l'application de la loi de 1898 est moins contestable encore, étant donné qu'il y a non seulement utilisation mais création directe de risques par le chef d'entreprise.

Si l'on veut bien, par suite, se souvenir de la filiation que j'ai cru devoir attribuer à la théorie du risque professionnel, on n'aura aucune peine à comprendre les extensions, sinon les fictions, dans lesquelles certains auteurs ont vu des inconséquences ou des erreurs ; il est très compréhensible, en effet, que la théorie du risque professionnel, émanant de la théorie de l'enrichissement sans cause

par le risque créé, porte dans son application la marque de ses origines et que les solutions extensives, commandées par les besoins nouveaux de la vie moderne, s'expliquent et se motivent par les mêmes raisons de justice qui ont rendu nécessaire l'intervention législative de 1898.

Une conclusion alors s'impose, c'est que la relation de concomitance résultant des circonstances de temps et de lieu a, au point de vue de la forme, la valeur d'une dispense de preuve, et, au point de vue du fond, une valeur qui n'est certes point négligeable, mais qui n'est qu'une valeur d'appoint, en ce sens que cette relation de concomitance, en empêchant que l'accident ne soit complètement étranger au travail assujetti, permet de sanctionner par la responsabilité spéciale de la loi la création et l'utilisation du risque par le patron; sans doute, cette création et cette utilisation sont les raisons profondes de la responsabilité et une législation idéale n'exigerait pas d'autres conditions, mais, dans une réglementation positive, elles ne peuvent être qu'un *substratum* et elles ne sont susceptibles d'engager une responsabilité légale et spéciale que pour les domaines où l'action législative s'est exercée.

Par ailleurs, la relation de concomitance ne pouvant à elle seule engendrer ni motiver aucune responsabilité, la loi de 1898 est inapplicable dans le cas où l'accident, survenu sur le lieu et pendant le temps du travail, correspond à une création totale de risque par l'ouvrier ou par les forces de la nature.

CHAPITRE II

Création totale du Risque par l'Ouvrier

Dans les hypothèses qui vont être examinées, le risque n'est pas complètement étranger au travail protégé, soit parce qu'il se réalise pendant le temps et sur le lieu de ce travail, soit parce que le travail a rendu l'accident possible sans le déterminer ; mais la base même de la responsabilité patronale fait ici complètement défaut.

Il a été déjà indiqué comment la Jurisprudence refuse, avec raison, la protection de la loi de 1898 à un ouvrier victime, au moment du travail, d'un accident qui résulte d'une provocation actuelle ou antérieure dont cet ouvrier s'est rendu coupable. Voir Lyon, 4 mai 1911 — S. P. 12. — 2, 39 et Requêtes 13 avril 1910, *Journal du Palais*, 1, 383. P. 1913 déjà cités. V. aussi Paris, 24 juillet 1903. S. P. 06 — 2, 175. V. P. 35.

Le même principe commande les mêmes solutions, pour tous les cas où l'ouvrier a complètement créé le risque sans que le patron en profite le moins du monde.

C'est ainsi que la Cour d'Angers, 11 août 1902 — S. P. 1903. 2, 208 refuse toute indemnité à la veuve d'un ouvrier qui, ayant eu un ongle arraché en plaçant une pierre sur un échafaudage n'a pas prévenu le patron, et, en l'absence de tout soin, a succombé au tétanos.

La Cour, estime, en effet, que la mort résulte « d'une négligeance et d'une imprudence personnelles de l'ouvrier commises par lui dans des circonstances absolument indépendantes du travail. »; ce qui signifie que le patron n'a ni fait naître ni utilisé le risque de mort.

De même, la Chambre des requêtes, 27 avril 1903. — S. P. 04, 1, 188 déclare qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la loi de 1898 au charretier qui a été heurté par le moyeu de sa voiture dont une des roues lui a brisé le pied droit, quand ce charretier a été blessé en se déplaçant « pour demander à un cantonnier une prise de tabac et engager une conversation oiseuse. »

La Chambre civile, 24 novembre 1903. S. P. 04 — 1, 440 agit de même vis-à-vis de l'aiguilleur « qui a momentanément cessé ses fonctions pour aider, à l'insu de ses chefs, des ouvriers à retirer d'un wagon des muids dont le déchargement devait se faire aux frais, risques et périls du destinataire » de sorte que l'intervention de l'aiguilleur ne pouvait en rien profiter à la Compagnie.

La solution est identique pour l'ouvrier qui, en

gagnant la sortie de l'atelier, est pris de la fantaisie de s'accrocher à une caisse, se suspend au-dessus du vide, perd l'équilibre et se fracasse le crâne.

V. Requêtes 21 octobre 1908 S. P. 10-1, 255.

Dela même façon est traité le camionneur qui, au lieu de se contenter de livrer les fûts de vin à la porte du destinataire, conformément à l'usage et aux obligations de son patron, s'est encore chargé de les descendre à la cave et de les mettre en place, et ainsi s'est blessé en accomplissant ce que n'exigeait pas son service non plus que les intérêts du patron.

V. Paris, 3 juillet 1911, S. P. 12-2, 164.

A plus forte raison a-t-on sainement décidé qu'il n'y a pas accident de travail : soit quand un charretier envoyé par son patron à un chantier afin d'effectuer un chargement, s'approche par curiosité d'un treuil électrique et se fait foudroyer en touchant le fil par inadvertance.

Le Havre, 18 Janvier 1900. - D. P. 01-2, 131 ;

Soit lorsqu'un ouvrier carrier fait le pari de toucher aux fils conducteurs de la force motrice de la carrière, au cours d'une suspension de travail.

— Brive 23 mai 1900 D. P. idem ; soit lorsqu'un apprenti, dont le travail consiste à limer une pièce de fer, quitte ce travail *dans un but de jeu* monte sur une échelle, atteint l'arbre de couche de l'usine situé à 4 mètres de hauteur et se fait prendre le bras ; Lisieux 25 juillet 1900, D. P. idem ; soit enfin lorsqu'un ouvrier se fait blesser en s'approchant d'un

laminoir dont son travail le tient éloigné, alors surtout qu'il profite de l'absence du surveillant, *et qu'il n'a pas pu croire en agissant ainsi que son initiative pouvait procurer une utilité quelconque* (Voir Douai 13 mai 1901 - D. P., 02, 2, 405).

Dans toutes ces hypothèses, la relation de concomitance existe plus ou moins complète ; quelle qu'elle soit d'ailleurs, ainsi qu'il a été dit (Voir page 44 à 54) elle ne peut motiver la responsabilité patronale, lorsque la création de risque vient entièrement de l'ouvrier. A plus forte raison en sera-t-il ainsi, lorsque, l'origine du risque étant la même, cette relation de concomitance fera défaut ; quand bien même, à peine est il besoin de l'indiquer, l'accident ne serait pas complètement étranger au travail protégé.

C'est ainsi que la Chambre des Requêtes 25 février 1902 S. P. 04-1, 181 a pu à bon droit refuser toute indemnité à l'ouvrier renversé par un wagon au moment où il s'efforçait d'y monter pour abréger sa route et alors que, son travail terminé, il était sorti de la gare pour prendre son repas pendant les heures de repos, en traversant les voies principales, au lieu d'emprunter le passage que les règlements lui prescrivaient.

La même jurisprudence s'est continuée et affirmée : soit au regard du maçon victime d'une chute grave, en remontant, malgré la défense de son patron, sur un échafaudage plus d'une heure après la cessation du travail ;

V. Requête 20 mai 1903 S.P. 04-1, 407, soit au regard de l'ouvrier blessé, après un repas pris hors de l'usine, en s'introduisant pour rentrer, dans un tunnel destiné au séchage des briques et non à la circulation.

V. Civ. 2 mars 1903 S. P. 04 1.350.

Pour les mêmes raisons, on refuse le caractère professionnel à l'accident survenu à l'employé de chemin de fer qui a été atteint par une locomotive au moment où il traversait les voies principales de la ligne au lieu de suivre un chemin latéral créé par la Cie et permettant de traverser sans danger. Civ. 2 mars 1903. S. P. 04. — 1.350.

Et il en est ainsi dans le cas où l'ouvrier obligé, de traverser une zone dangereuse, y revient après en être sorti sain et sauf et est blessé en y stationnant par pure curiosité.

V. Rouen 7 juin 1902 S. P. 04-2.306 et aussi Cour de Nancy, 25 avril 1901 D. P. 02-2.405.

Il n'y a pas davantage lieu d'appliquer la loi de 1898 à l'ouvrier blessé, sa journée finie, en lançant à ses camarades des déchets de plomb, lorsque cet ouvrier, pour échapper à une poursuite, a cru devoir se suspendre à une passerelle pour sauter dans la cour, est tombé sur une porte ouverte et s'est blessé grièvement.

Toutes ces solutions paraissent équitables et très logiquement elles s'expliquent, car le préjudice éprouvé par la victime résulte de gestes, de déter-

minations, d'agissements que ni le travail, ni l'intention professionnelle ne peuvent motiver ou déterminer et auxquels le patron est totalement étranger. Sans doute le travail a pu rendre possibles ces accidents en ce sens que les circonstances de ce travail ont pu éveiller l'idée funeste, suggérer le geste malheureux, servir de prétexte à la détermination fâcheuse ou d'instrument au jeu périlleux. Voilà pourquoi l'existence d'un lien ténu entre le mal éprouvé et le travail protégé n'est pas contestable et voilà comment, si l'on prenait le mot (occasion) dans un sens large et même étymologique, on pourrait dire que le travail a occasionné l'accident. Cependant la jurisprudence refuse en pareil cas la protection de la loi, et il est certain que ses décisions sont juridiquement inattaquables. On voit par là combien sont illusoires les tentatives de caractériser le lien entre l'accident et le travail, en recherchant des formules ou entre le mot (occasion) ; combien il est peu clair par exemple de dire que l'accident est professionnel quand il est survenu (à l'occasion de la fonction d'ouvrier). Est-ce que dans toutes les hypothèses précédentes la fonction d'ouvrier n'a pas rendu possible l'accident et ne pourrait-on pas soutenir que si l'ouvrier n'avait pas exercé cette fonction, cet accident ne se serait pas produit ? Cependant, en pareil cas, la responsabilité patronale ne serait ni logique ni équitable en présence d'un risque plei-

nement imputable à la victime. D'un autre côté, et en vertu du même principe, il ne saurait être question d'invoquer la création totale du risque par l'ouvrier et d'écarter la responsabilité du patron lorsque l'accident est dû à l'intention professionnelle ou à une disposition résultant de l'habitude d'une même besogne. Je m'efforcerai de démontrer ainsi quand je traiterai la question des risques assujettis comment le risque d'accoutumance est un risque professionnel (Deuxième partie, Section 3, Chap. 3, P. 4). et comment l'intention de l'ouvrier peut dans certains cas entraîner la responsabilité du patron (Deuxième partie, Section 3, Chap. 1, P. 3).

CHAPITRE III

Création totale du Risque par les forces de la Nature

Il ne peut s'agir dans ce chapitre ni des cas où l'ouvrier est frappé par les forces de la nature dans des circonstances qui rendent l'accident complètement étranger au travail, ni des cas où le travail protégé a déclenché ou aggravé l'action de ces forces. Les premiers risques ont été examinés dans la section première, les seconds seront traités comme risques professionnels. Il ne sera donc question pour l'instant que des accidents qui, survenus pendant le temps et sur le lieu du travail, sont dus à l'action et aux effets spontanés des forces de la nature.

La jurisprudence est à cet égard bien fixée ; elle refuse toute indemnité, parce que (le travail n'a pas contribué à mettre lesdites forces en mouvement et parce qu'il en a pas aggravé les effets). Civ. 10 décembre 1902 - S. P. 03-1, 28, 39. V. dans le même sens Civ. 2 mars 1904, S. P. 05 — 1,399.

La cour de Cassation en effet ne considère pas qu'il y ait lieu de faire supporter au patron des risques dont la réalisation est déterminée par la force majeure, quand leurs atteintes sont indépendantes du temps, du lieu, de l'occupation, de telle sorte que leur menace s'adresse ou bien à tout individu ou bien à la victime particulièrement à raison par exemple de l'insuffisante résistance de son organisme.

La Cour de Limoges 3 juin 1901-S. P. 03-1, 28, 29 a pu juger dans le même sens que « l'insolation est un phénomène naturel de l'ordre physique, dont la cause est étrangère à l'exploitation industrielle, c'est-à-dire un événement de force majeure qui peut atteindre toute personne exposée aux rayons du soleil même inoccupée ou employée à des travaux agricoles ».

De même, la chambre des Requêtes 15 juin 1901 S. P. 04, 1.407 refuse toute indemnité quand « il n'est pas établi que les effets de l'insolation ont été provoqués ou aggravés par les conditions dans lesquelles l'ouvrier accomplissait le travail », et le tribunal de Cahors 2 mars 1910 S. P. 1911-2, 59 pose en principe au sujet d'un accident causé par la foudre que, « les conséquences dommageables de la force majeure qui a sa cause dans un fait absolument indépendant du travail ne doivent pas être comprises dans la loi de 1898. »

La Chambre des Requêtes 30 avril 1912-S. P. 12-

1.502 est plus précise encore quand elle déclare « qu'en principe la loi de 1898 ne s'applique pas aux accidents dus aux forces de la nature même quand ils sont survenus pendant le travail » et la solution est à plus forte raison identique quand l'accident est dû à un défaut de résistance de l'organisme de la victime. V. D. P. 01-2, 339.

Le principe qui sert de départ à cette jurisprudence est inattaquable et il est conforme à l'idée que nous nous faisons du fondement de la responsabilité patronale, car s'il demeure entendu que la présence de l'ouvrier en un lieu déterminé n'est pas une cause de création ni de réalisation de risques, il se rait déraisonnable que le patron réponde « d'un phénomène dans lequel ni lui, ni son industrie n'ont joué aucun rôle ». V. Tribunal civ. Bourges 30 janvier 1900, D. P. 01-2, 344. Mais précisément il est très contestable (et c'est là une question que les physiiciens résoudraient mieux que les juristes), il est très contestable que la simple présence au lieu du travail ne soit pas suffisante pour créer le risque d'être atteint par certaines forces de la nature, et l'on peut à mon sens très sagement se demander si cette seule présence n'a pas pour résultat, sinon de mettre en jeu ces forces, du moins, ce qui revient pratiquement au même, d'attacher à leur action des effets préjudiciables. Or, si la réponse était affirmative, il ne faudrait pas hésiter à admettre la responsabilité spéciale de la loi de 1898 comme sanction du profit que la présence de l'ouvrier en un lieu

déterminé peut procurer au patron, car dans ce cas, il serait juste de dire que la nécessité de se tenir au lieu du travail a créé le risque d'être atteint par les forces de la nature.

Le problème a été examiné sous cet angle par l'office impérial allemand des assurances, 25 mai 1905 et 29 mai 1906, S. P. 09. — 4. 25 qui adopta à ce moment une jurisprudence nouvelle. D'après cette jurisprudence, les accidents causés par la foudre, ne sont plus considérés comme des aléas de la vie courante lorsqu'ils surviennent au moment et au lieu du travail ; car la foudre obéit à des lois inflexibles de conductibilité et l'endroit touché par le fluide est nécessairement, pendant l'orage, plus exposé que les autres, à tel point qu'il suffit, pour que l'accident soit professionnel, que la victime s'y soit trouvée à raison de son travail, « l'accident impliquant nécessairement à cet endroit l'existence d'un danger plus grand qu'ailleurs et le travail ayant aussi sinon créé un risque spécial, du moins aggravé le risque général ».

Ce point de vue diffère donc sensiblement de celui adopté par les tribunaux français. Sans doute les deux jurisprudences sont d'accord pour attacher à l'idée de création de risques une signification essentielle, mais elles varient et quelquefois s'opposent lorsqu'il s'agit de décider quelles sont les circonstances créatives de danger.

La jurisprudence française qui, d'ordinaire, ainsi

qu'il a été dit, attribue à la relation de concomitance l'importance d'une condition de preuve et une valeur d'appoint, V. P. 53, ne conserve plus à cette relation en matière d'accidents causés par les forces de la nature que cette valeur d'appoint dont le rôle est de transformer en responsabilité légale une responsabilité logique. La jurisprudence allemande au contraire, lorsque l'accident est dû à la foudre, estime que la présence suffit à créer le risque et assimile ainsi la concomitance à la causalité.

Néanmoins, il ne faut pas s'exagérer l'étendue de ces divergences, soit parce que le concept allemand ne s'applique pas aux accidents dus à des forces autres que la foudre, soit parce que nos tribunaux n'exigent pas, pour admettre le caractère professionnel du risque, l'existence d'un péril qui soit spécial au travail protégé ; ils se contentent en effet des faits quelconque (ordre du patron, stationnement en un lieu élevé, absence de précautions du maître, séjour prolongé au soleil), et des circonstances quelles qu'elles soient qui peuvent créer ou augmenter le danger d'électrocution ou d'insolation, quand bien même le même accident eût pu se produire au cours de n'importe quel travail par exemple (à l'encontre de l'arrêt de la Cour de Limoges déjà cité 3 juin 1901, V. p. 64), dans une exploitation agricole, pourvu que l'accident ne soit pas complètement étranger à l'industrie assujettie.

Sous cette dernière réserve, la jurisprudence française applique très largement, ainsi qu'il sera

démontré en traitant des risques professionnels (Deuxième partie, Sect. 3, Chap. 3, § 5), la théorie du risque créé et de l'enrichissement sans cause aussi bien pour les accidents ordinaires que pour ceux dûs à l'action des forces de la nature. Par ailleurs, j'expliquerai comment dans certain cas, en matière d'accidents causés à l'ouvrier sur le lieu du travail par des tiers, les tribunaux français sanctionnent au profit de l'ouvrier un véritable risque de présence. (Deuxième partie, Sect. 3, Chap. 1, § 1.) Peut-être eût-il été meilleur que pareille largeur de vues se soit manifestée pour réparer les méfaits de la foudre et l'on n'est pas éloigné de partager les conclusions du tribunal de Cahors² mars 1910, S. P. 11 2. 59 qui, s'inclinant mélancoliquement devant les indications tirées des travaux préparatoires, se demande s'il n'y aurait pas lieu « dans l'intérêt supérieur de la justice, de décider, ainsi que le fait aujourd'hui la jurisprudence de l'office impérial allemand des assurances, en *se basant sur des principes analogues à ceux posés par le législateur de 1898*, que l'ouvrier atteint par la foudre, alors qu'il était à son poste de travail, a été, dans tous les cas, victime non pas d'un événement de force majeure, mais d'un véritable accident du travail ».

SECTION III

Risques contre lesquels l'Ouvrier est protégé

Parmi ces risques, les uns ne sont pas particuliers à un mode déterminé de production, à une forme spéciale d'activité, et, bien qu'ils se rattachent au travail protégé par un lien de concomitance ou de coïncidence plus ou moins étroit, ils sont plutôt des risques individuels ou généraux qui ne deviennent suffisamment professionnels que parce qu'ils ont été créés ou utilisés par le patron. C'est de ceux là dont on peut dire qu'ils se réalisent *à l'occasion du travail*. Les autres sont spéciaux à un mode de production ; ils apparaissent comme la rançon du progrès industriel, le résultat du machinisme, la conséquence des besoins et des profits commerciaux. Ils ont une physionomie caractéristique empruntée à l'activité qui les engendre ; ils sont créés et utilisés par le patron dans l'exercice de la profession assujétie ; ils se réalisent *par le fait du travail* et sont essentiellement professionnel.

CHAPITRE I

Risques contre lesquels l'ouvrier est protégé et qui ne sont pas particuliers à un mode de production déterminée.

§ 1°. — Risques créés par les tiers sur les lieux et à l'heure du travail.

Il vient d'être indiqué, en examinant la création des risques par les forces de la nature comment la Jurisprudence allemande assimile la concomitance à la causalité, en cas d'accident causé par la foudre comment par contre la Jurisprudence française estime que l'action et les effets spontanés de la foudre se manifestent en n'importe quel lieu, de sorte que l'ouvrier atteint à l'endroit du travail, ayant pu l'être partout ailleurs, ne doit prétendre à aucune indemnité, pas plus que celui victime d'une agression, quand cette agression due à une provocation antérieure, pouvait se produire à n'importe quel moment. V. P. 50. C'est par le jeu du même principe que nos tribunaux accordent l'indemnité forfaitaire à l'ouvrier qui a été victime sur le lieu et à l'heure du travail d'un accident imputable à des tiers, lorsque la réalisation du risque crée par ces tiers ne peut s'expliquer que par la présence de cet ouvrier à son

poste de travail. Il est certain en pareil cas que la responsabilité définitive du préjudice causé incombe à l'auteur de l'accident ; mais on comprend sans peine que, dans les rapports de l'ouvrier et du patron, ce dernier réponde d'un risque qui, bien que manifestement créé par un tiers n'a pu se réaliser au préjudice de tel ouvrier, que par suite de l'obligation imposée à cet ouvrier de stationner à tel endroit pour le service et les intérêts de son maître. D'une part, en effet, si la création de risque résulte, par exemple, de la proximité d'une machine dangereuse appartenant à un étranger, le danger sera d'autant plus grand que la présence dans son voisinage de la machine sera plus durable ; d'autre part le risque d'être blessé ou tué ne s'étendant pas au-delà d'un certain rayon, celui qui en est atteint ne peut l'être qu'à raison de sa présence dans ce rayon, de sorte que l'obligation de présence apparaît comme une cause de réalisation et même de création partielle du risque.

C'est en ce sens qu'il a été décidé : Civ. 24 janvier 1912. S.P. 12.-1,223 qu'il y a lieu d'accorder l'indemnité spéciale à l'ouvrier blessé par l'explosion de la machine à vapeur d'une usine voisine, au moment où il travaillait dans l'atelier des patrons, étant donné que « le chef d'entreprise assujettie n'est pas déchargé par le fait que l'accident a été occasionné par des circonstances étrangères au travail autres que l'action des forces de la nature ».

Avec plus de hardiesse et non moins de raison la même Chambre civile, 1^{er} août 1906, S.P.09-1544 accorde la protection de la loi sur les accidents du travail à l'ouvrier qui « déchargeant, d'ordre de son maître, un camion sur la voie publique, est blessé à l'œil par la toupie d'un tiers ». Et la Cour a affirmé encore sa jurisprudence le 16 mai 1911- S.P.12 1, 224 au profit de l'ouvrier qui, stationnant dans les mêmes conditions sur la place est querellé sans motif par un passant, est renversé et se fracture la jambe : « Attendu, que le chef d'entreprise n'est pas exonéré de sa responsabilité par le fait que l'auteur de l'accident est un tiers étranger à l'entreprise ; que la victime, indépendamment de l'action que la loi sur les accidents du travail lui donne contre son patron, aura le droit de demander la réparation du préjudice conformément au droit commun à l'auteur de l'accident, en sorte que l'indemnité ainsi allouée exonérera le patron à due concurrence ; attendu que ce dernier pourra même poursuivre à ses risques et périls le tiers responsable etc. » P.C.M. Casse le Jugement du tribunal de la Seine.

La double responsabilité du tiers et du patron que ces arrêts consacrent me paraît logique. Le passant irascible qui a querellé et blessé sans motif a initialement créé le risque. Ce risque pouvait se réaliser en la personne du premier venu, et si l'ouvrier en a été atteint plutôt qu'un autre, c'est parce que ses obligations professionnelles le contraignaient à

se tenir en permanence sur la voie publique ; le tiers et ainsi responsable parce qu'il a fait une victime est le patron l'est parce que le travail dont il a profité est cause que cette victime est l'ouvrier : par suite la responsabilité patronale n'est que relative et elle ne peut être en pareil cas que subsidiaire et provisoire.

La concomitance est donc ici la condition suffisante de la responsabilité patronale parce que la présence au lieu du travail a été la condition nécessaire et suffisante de la réalisation du risque. On voit donc bien par là que l'opposition qui existe entre la Jurisprudence française et la Jurisprudence allemande, quand il s'agit de statuer sur les accidents causés par la foudre, provient d'une divergence de vues sur les lois de ce fluide et non pas d'une différence d'inspiration juridique.

§ 2. — Risques qui ne sont ni complètement étrangers au travail assujetti, ni spéciaux à un mode de production et qui sont créés par le patron

En étudiant la signification de la relation de concomitance, j'ai indiqué le souci manifesté par la jurisprudence de fixer le caractère professionnel de l'accidentéu égard aux circonstances de temps et de lieu ; mais j'ai démontré comment la réunion de ces circonstances ne constituait qu'une apparence derrière laquelle il fallait chercher les raisons profondes de la responsabilité. V. P. 50 et sui-

vantes. Il est certain, en effet, que des décisions judiciaires, dont l'autorité n'est pas contestable, refusent le caractère professionnel à des accidents survenus pendant la durée de la besogne assujettie. Voir Page 49 ; tandis que d'autres ont pu, non moins valablement, protéger l'ouvrier contre des risques qui, bien que réalisés hors du lieu et du temps du travail, n'en trouvaient pas moins leur origine dans l'autorité ou les intérêts du patron. V. page 48. Par ailleurs, les notions de temps et de lieu sont, en la matière, si relatives et l'appréciation de ces modalités si élastique que la fixation de la durée et du lieu de la tâche professionnelle dépend moins des nécessités de l'exécution matérielle que des exigences de l'autorité patronale. V. p. 47 et suivantes. Pourvu que ces exigences ne soient pas manifestement étrangères à la besogne assujettie. Il apparaît ainsi avec la dernière évidence que le patron est responsable non pas à raison des circonstances intrinsèques de la réalisation du risque, mais à raison de l'origine de ce risque, et que par suite il en répond dans la mesure où il l'a fait naître et non point à raison de la physionomie que peut conférer à ce risque le milieu où s'est produite sa réalisation ; d'où il suit que si la responsabilité patronale est généralement associée à un travail particulier, ce n'est point parce que le travail à une physionomie spéciale ou qu'il s'accompagne de telles ou telles modalités, mais bien parce que ce travail est, en lui-même, particulièrement dangereux

ainsi l'idée de création de risque étant essentielle, on comprend, sous la réserve d'une certaine relation entre le travail assujetti et l'accident, que la responsabilité patronale ne soit pas limitée aux risques qui, empruntant leur physionomie à l'activité qui les engendre, sont spéciaux à un mode de production déterminée.

C'est dans ce sens que la Cour de Cassation 23 avril 1902-S.P. 04-1.178 a pu accorder l'indemnité spéciale à l'ouvrier blessé en s'engageant sur une jetée dépendant du chantier, alors que les bords de cette jetée n'étaient pas pourvus de barrière et que le défaut d'éclairage y rendait la circulation dangereuse. D'une façon plus caractéristique encore la protection de la loi sur les accidents du travail a été accordée à un employé de buffet qui, se livrant à son travail journalier, fut empoisonné en absorbant par mégarde un liquide corrosif dont avait été rempli à son insu la bouteille qu'il avait lui-même achetée et qui était recouverte de l'étiquette « eau de Vichy » alors qu'il est établi que le patron avait chargé une personne à son service d'aller faire remplir par un droguiste la bouteille du liquide corrosif et que cette domestique, une fois la commission faite, s'était bornée à déposer la dite bouteille sur l'évier de la cuisine, sans avertir le cuisinier, Req. 22 novembre 1909 - S. P. 10 - 1 - 254.

La Cour de Besançon a jugé dans le même sens, 14 octobre 1900 - D. P. 01 - 2,277, en faveur d'un

ouvrier blessé en circulant dans un chantier de construction semé d'obstacles, au milieu de matériaux mal assujettis, dans des passages particulièrement dangereux dont l'accès ne lui avait pas été interdit.

Ainsi se trouvent sanctionnés des risques dont la réalisation résulte d'une absence de précautions imputable au patron et dont la création n'a pas un caractère intrinsèquement professionnel.

Le souci qui a déterminé la Jurisprudence à protéger spécialement l'ouvrier contre ces négligences patronales se comprend cependant d'autant mieux que l'application de la loi de 1898 n'a pas été refusée aux accidents causés par les tiers et survenues à l'ouvrier à raison de sa présence au lieu du travail, alors que les risques ainsi réalisés n'empruntent pas une physionomie particulière à l'activité professionnelle dont ils sont la conséquence plus ou moins normale ou plus ou moins lointaine.

Le même souci de garantir l'ouvrier non seulement contre les dangers particuliers de la profession protégée mais encore contre les risques quelconque que le patron a créés par ses ordres ou sa négligence se retrouve dans les décisions judiciaires qui accordent l'indemnité forfaitaire aux ouvriers atteints par les forces de la nature dans des conditions telles que l'action de ces forces a été mise en œuvre ou aggravée, non pas par les circonstances spéciales du travail protégé, mais par les actes quelconque du patron assujetti. C'est ainsi que la Cour de Limoges

3 juin 1901. S. P. 03. - 1, 28, 29, tout en refusant à bon droit l'indemnité à un ouvrier atteint d'insolation par suite du défaut de résistance de son organisme, indique que sa décision eût été exactement contraire si « les occupations professionnelles avaient eu pour résultat d'aggraver le danger d'insolation ou si la Cie avait négligé de prendre les précautions indiquées par la prudence ou par l'usage. »

Dé même, la Chambre des Requêtes, 15 juin 1903, S. P. 04 - 1, 407, attache une importance capitale à la constatation des Juges du fait d'après laquelle « la voiture conduite par le cocher victime d'une insolation abritait du soleil la place où se tenait nécessairement ce cocher. » La même Cour, 8 juin 1904 S. P. 07 - 1, 351, s'est livré à une argumentation identique lorsqu'elle s'est déterminée par le double motif que l'ouvrier frappé d'insolation « n'avait pas été employé à des travaux plus pénibles que ses camarades et que le patron n'avait pas négligé de prendre les précautions indiquées par l'usage ou la prudence. »

La même signification s'attache à la décision, Lyon 3 mai 1910, S. P. 10 - 2, 247, qui accorde la protection de la loi sur les accidents du travail à un charretier atteint par la foudre bien que le même accident eût pu se produire dans une exploitation agricole, quand l'électrocution a été déterminée par l'exécution d'un ordre du patron obligeant ce charretier à passer pendant l'orage sous un gros arbre.

Donc, il n'est pas douteux que le patron est tenu sous la responsabilité spéciale de la loi de 1898 d'observer non seulement les précautions professionnelles, c'est-à-dire celles qui sont susceptibles d'écarter les dangers particuliers inhérents à la besogne assujettie, mais aussi celles que commande l'usage général ou la prudence ordinaire.

Bien plus, l'arrêt déjà cité de la Chambre des Requêtes, 8 juin 1904, décide qu'il y a lieu de garantir l'ouvrier contre le risque d'insolation, si ce risque vient à se réaliser par l'accomplissement de travaux plus pénibles que ceux qui constituent l'exercice de profession habituelle, de sorte que la protection de la loi est, en pareil cas, accordée plus volontiers non pas aux occupations qui se rapprochent le plus de la tâche professionnelle, mais à celles qui, plus fatigantes, sont plus directement créatrices du risque d'insolation.

Il faut d'ailleurs se garder de conclure de ces décisions que le patron est responsable seulement à raison de son imprudence, de sa négligence ou de sa faute; car ce serait, à mon sens, assigner à la responsabilité patronale spéciale une base trop étroite que de la fonder sur l'idée de délit ou de quasi-délit. Sans doute la constatation de la faute n'est pas sans intérêt au point de vue de l'application de la loi de 1898, puisque notamment son caractère d'énormité influe sur le chiffre de l'indemnité dans un sens ou dans l'autre, suivant que la

faute inexcusable est imputable au patron ou à l'ouvrier ; mais il s'agit de savoir s'il en est ainsi parce que la faute est grave ou parce que le caractère inexcusable du manquement correspond à une aggravation de risques. L'intérêt de ce point de vue est considérable car si l'on assigne à la responsabilité de la loi de 1898 une origine délictuelle ou quasi-délictuelle, il faut renoncer à comprendre un grand nombre de décisions judiciaires extensives. C'est qu'en effet suivant les expressions mêmes de la Cour de Douai 7 août, 1900 — D. P. 01 — 2,85, « la loi a entendu étendre et non pas restreindre les cas de responsabilité prévus par elle, de sorte que pour embrasser tous les cas qu'il est difficile d'examiner et de spécifier, le législateur a employé à dessein les mots : « par le fait et à l'occasion du travail. » Il en résulte que la responsabilité ne saurait être limitée en cas d'imprudence, de négligence ou de faute « l'économie de la loi nouvelle reposant sur le principe du risque professionnel qui consiste à faire supporter par le patron, dans la plus large mesure, même les cas fortuits.

V. même arrêt. — Dans le même sens le tribunal de Brive, 23 mai 1900 — D. P. 01 — 2,133 juge inutile « de s'arrêter à la question de savoir si les patrons ont ou non commis une imprudence » étant donné que « le risque professionnel engage la responsabilité du patron en dehors du fait de son imprudence », et pareillement la Cour de Rouen, 26

décembre 1900. D. P. 01. — 2,277 ne croit pas qu'il y ait lieu de rechercher pour l'application de la loi de 1898 « si des fautes ont été commises » tout comme la Cour d'Angers 5 mai 1900. D. P. 01. — 2,340 qui considère le patron comme responsable en vertu du risque professionnel « en dehors de toute idée de faute ».

Au surplus, pour que l'origine délictuelle ou quasi-délictuelle de la responsabilité patronale puisse être admise il faudrait faire abstraction des arrêts qui protègent l'ouvrier contre les accidents survenus par le fait des tiers sur le lieu et à l'heure du travail ; car les risques de cette nature, non seulement ne constituent pas les dangers particuliers du travail, mais ne dépendent en rien de la prudence ou de l'imprudence du patron. L'ouvrier travaille à l'atelier et l'explosion de la machine à vapeur appartenant à un tiers le blesse, ou encore il décharge des tuiles sur la voie publique et un passant l'attaque sans raison. Est-ce que le patron est en faute ? Peut-on même l'accuser d'une simple négligence ? Aucunement. Le travail s'exécute dans les conditions les plus normales et même, si l'on veut, les plus garantes de sécurité, lorsqu'un accident en quelque sorte stupide et en tout cas impossible à prévoir se produit, qui est responsable ? En premier lieu le tiers, mais aussi sous certaines modalités, le patron. Pourquoi ? Parce que l'ouvrier a été atteint en service commandé : cela

suffit, car cela signifie qu'il a été frappé parce qu'il se trouvait au lieu où le voulaient les ordres et les intérêts de son maître. Peu importe alors que les ordres donnés fussent conformes à la prudence professionnelle et ordinaire, peu importe même que les précautions les plus minutieuses aient été prises. Il serait sans objet et sans intérêt que le patron rapporte la preuve d'une manière de faire et d'un état de choses exclusifs de toute négligence, car pareille preuve n'exclurait pas sa responsabilité ; il doit répondre du cas fortuit ; or, le cas fortuit n'est pas influencé par la diligence même extrême : Telle est la déduction inattaquable.

D'ailleurs, si la responsabilité spéciale de la loi de 1898 était fondée sur l'idée de délit et de quasi-délit, on verrait cette responsabilité varier toujours suivant le degré de gravité de la faute. Or, bien que pareille dépendance semble devoir être admise en présence des effets de la faute inexcusable, je ne me range pas à un semblable point de vue. Certes, le patron auquel peut être imputée une faute très lourde, génératrice d'accident, devra payer une indemnité plus considérable ; mais s'il en est ainsi, ce n'est point, à mon sens, parce que l'acte incriminé est plus critiquable, mais parce que cet acte est à un plus haut degré créateur de risques et parce que son accomplissement procurait à son auteur un enrichissement plus complet et plus injuste si ses conséquences n'étaient pas l'objet de sanctions particulières. Je m'explique :

Le patron méconnaît habituellement les lois et règlements de sécurité, notamment en ce qui concerne les travaux interdits aux jeunes ouvriers, Paris 3 janvier 1911 — Rec. acc. trav. t. XIV p. 177 ou les mesures de précautions prescrites dans les mines. Lyon 21 décembre 1909 — B. 11. — 2,255 ; ou encore il s'obstine à conserver une installation démontrée périlleuse par des accidents antérieurs. Caen 15 novembre 1900, ou par des signes extérieurs. Chambéry 13 août 1902 — S. 1906 — 2,9 ; il ne remplace pas un outillage usé dont le danger avait été signalé : Lyon 7 juin 1901 ; il installe une forge à proximité d'un réservoir à pétrole, Tribunal Seine 8 avril 1911, Rec. acc. trav. t. XIV p. 106 ; ce faisant, il commet des fautes très lourdes et néglige des précautions élémentaires dont l'omission ne s'excuse pas. A vrai dire aussi, l'inobservation des garanties de sécurité rend possible une diminution des frais généraux, une économie qui est d'autant plus sensible que la méconnaissance des règles de prudence est plus complète et plus durable. Et c'est bien là le point important, car alors il est naturel que le supplément des profits obtenus par l'insécurité des travailleurs s'accompagne d'un supplément de responsabilité.

Sans doute, on pourrait m'objecter qu'il suffirait, pour appliquer la théorie du risque crée et de l'enrichissement sans cause de sanctionner, aussi souvent qu'elles se produiraient, les réalisations de

risques, par l'indemnité ordinaire ; car alors la gravité de la faute, amenant des réalisations plus fréquentes et des accidents plus nombreux, la fréquence des réparations auraient pour résultat de contrebalancer l'aggravation des risques et l'accroissement des profits. Si cette objection était fondée, elle serait redoutable, car l'augmentation de l'indemnité ne pourrait s'expliquer qu'à raison de la gravité subjective du manquement ; mais il est à remarquer que la faute du patron n'est considérée comme inexcusable par les décisions judiciaires que s'il y a en méconnaissance habituelle ou mieux encore permanente des précautions élémentaires et des règles de sécurité ; ce qui signifie que la responsabilité spéciale du patron dépend de la durée du manquement, non point, à mon sens, parce que la durée accentue, la faute, mais parce que l'économie qui se réalise au détriment de la sécurité des travailleurs et qui se produit par exemple du fait d'une installation défectueuse est d'autant plus appréciable que la méconnaissance des règles de prudence professionnelle et ordinaire se prolonge davantage. L'aggravation de risque est permanente, tandis que les réalisations en sont intermittentes et peut-être relativement rares ; il y a donc lieu, du jour où ces réalisations se produisent, de contrebalancer par la majoration de l'indemnité les profits que le patron a obtenus impunément tant que l'état de choses particulièrement dangereux a pu subsister sans accident. A la vérité,

les décisions déjà citées qui définissent la faute très lourde et celles qui y voient un acte accompli de propos délibéré, c'est-à-dire en violant de parti pris les règles du métier, Pau 27 mars 1903, semble attacher une importance capitale à l'élément intentionnel, mais ce souci est facilement explicable si l'on se reporte aux expressions significatives employées par le tribunal civil de Narbonne, 13 février 1900, D. P. 01-2,82 qui définit la cause inexcusable: « Celle que le patron ou l'ouvrier soucieux de la sécurité d'autrui ou de lui-même, ne devrait pas commettre, en un mot, une faute professionnelle qui loin de se confondre avec le risque professionnel, en constitue une fâcheuse aggravation génératrice de l'accident ». Voir aussi deuxième partie, Sect. 3. Chap. 2 P.1) en ce qui concerne les effets de la faute inexcusable de l'ouvrier.

C'est ainsi que la notion de création de risques domine et précise les situations même que l'on serait tenté de caractériser en admettant une relation entre le montant de l'indemnité et la gravité du manquement.

Et puis peut-on bien logiquement attribuer à l'idée de faute une importance décisive dans la matière qui nous occupe, quand on voit que l'ouvrier est souvent d'autant moins bien traité que son attitude a été moins critiquable, que de fois le travailleur, par exemple, n'est-il pas privé de toute indemnité pour avoir créé, le risque par un acte subjectivement

anodin. Et n'est-il pas frappant que la Jurisprudence française soit indulgente pour l'ouvrier qui a travaillé copieusement ivre, près d'une machine dangereuse (voir deuxième partie Sec. 3 Chap. 2, § 1), alors qu'elle refuse toute indemnité à l'apprenti qui s'est blessé en taquinant ses compagnes d'atelier (voir page 49) ou qui a été frappé par la foudre à son poste de travail. (voir deuxième partie, Section 2, Chap. 3)

Au surplus, la notion de quasi-délit, si elle est impuissante à motiver la responsabilité patronale n'est pas davantage susceptible d'expliquer la diversité des motifs employés par la Jurisprudence quand il s'agit de sanctionner les risques qui, créés par le patron, ne sont ni complètement étrangers au travail assujetti ni particuliers à un mode déterminé de production.

La Chambre civile, 17 février 1902 - S. P., 1904 - 1, 177, emploie notamment ces surprenantes expressions « attendu que l'obligation du chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne cesse que là où son autorité prend fin. » Il n'est cependant pas douteux que la loi de 1898 n'a pas entendu consacrer une responsabilité patronale contractuelle; car on ne comprendrait alors ni la nullité des clauses déchargeant le chef d'entreprise de toute responsabilité, ni la nécessité pour le patron de répondre des cas fortuits. (Voir aussi et surtout trois. partie, Section 1 et 2.) Il est donc très remarquable de découvrir dans la production Jurisprudentielle

un arrêt de la Cour suprême qui associe d'une part le risque professionnel à l'obligation de sécurité, et d'autre part cette obligation de sécurité à l'autorité patronale. Et il n'est pas moins remarquable que certaines décisions judiciaires aient fondé directement sur l'idée de profit la responsabilité spéciale de la loi de 1898. Ainsi la Cour de Montpellier, 24 novembre 1902, S. P. 03 - 2, 310 dit en termes formels à propos d'un accident causé par un âne à un ouvrier « attendu que, quelles que soient les causes de l'accident, le patron qui profite du travail accompli est tenu d'en répondre par ce à seul que la victime a été frappé à son service par le fait ou à l'occasion de ses occupations, qu'il est constant que l'âne qui a renversé l'accidenté était comme lui attaché à l'entreprise et collaborait à l'enrichissement du patron. »

C'est en s'inspirant du même point de vue que l'office impérial Allemand des assurances, 6 mars 1903, S. 4 - 9. P. 1903 a décidé que, pour apprécier si l'ivresse de l'ouvrier empêchait le lien de causalité entre l'accident et le travail, il y avait lieu de rechercher dans quelle mesure l'ouvrier était susceptible d'accomplir un travail utile pour l'exploitation au moment de l'accident.

Dans le même sens la Chambre des Requêtes 7 novembre 1905 - S. 07 - 1, 508, a pu considérer comme victime d'un accident du travail le charretier blessé alors qu'il prêtait le renfort d'un de ses chevaux à une charrette appartenant à un tiers parce que

« le tribunal de Bordeaux avait constaté qu'au lieu de l'accident il existait une rampe et que, pour la gravir, il était d'usage constant que les charretiers de la région se prêtassent une assistance mutuelle dans l'intérêt de leurs patrons respectifs. »

Une signification identique s'attache à la Jurisprudence de la Chambre civile, voir notamment Civ. 1^{re} août 1906, S. P. 08 - 1. 415, qui accorde ou refuse l'indemnité à l'ouvrier d'une Cie de chemin de fer, blessé en traversant la voie ferrée pour satisfaire un besoin naturel, suivant qu'il était nécessaire ou non d'accomplir ce trajet, c'est-à-dire suivant que le risque a été utilement ou inutilement couru. Voir aussi Civ. 26 juillet S. P. 08 - 1, 414.

De même, le Tribunal civil de Vienne, 27 février 1902, D. P. 02 — 2, 408, considère comme bénéficiaire de la loi de 1898 le contre-maitre blessé par un jeune ouvrier auquel il présentait les observations que lui « suggéraient son âge, son expérience et les intérêts du patron ». (V. P. 48). Il est donc très remarquable que de nombreuses décisions judiciaires consacrent les mêmes solutions de fait, alors qu'elles paraissent assigner à la responsabilité spéciale du patron des bases très différentes en faisant dépendre cette responsabilité tantôt de l'autorité ou de la négligence, tantôt d'une obligation de sécurité ou de l'idée de profit. Si l'on veut expliquer comment des prémisses aussi variées peuvent motiver des conclusions identiques, si l'on veut comprendre

comment la responsabilité peut paraître emprunter ses éléments tantôt à la théorie des contrats et tantôt à celle des délits, tout en conservant le même caractère, la même étendue et les mêmes sanctions ou encore en se présentant avec des extensions que ni l'une ni l'autre de ces théories ne pouvaient expliquer et justifier; il faut renoncer à concevoir sous l'angle contractuel ou délictuel les actes et les situations qui motivent l'application des lois de 1898 et de 1906, et il faut se dire qu'il existe un critérium susceptible d'unifier les risques qui nous occupent et d'éclairer tous les aspects de la responsabilité patronale.

§ 3. — Des risques que l'ouvrier a acceptés par intention professionnelle et qui se sont réalisés au cours d'un travail semblable au travail assujetti.

Jusqu'ici, il n'a été question, en étudiant les risques contre lesquels l'ouvrier est protégé, que de ceux qui se rattachent au travail assujetti par un certain lien de concomitance ou de coïncidence dont l'influence sur la responsabilité patronale a déjà été dégagée. (V. P. 51). Il a été dit que la Jurisprudence, même en s'inspirant de l'idée d'enrichissement sans cause, ne peut pas sanctionner des risques complètement étrangers à la besogne protégée. (V. P. 38 à 43). Cependant, il n'est pas impossible que certains accidents soient considérés comme professionnels bien que survenus au cours

d'un travail qui est complètement étranger à la profession habituelle, pourvu que la ressemblance existant entre les diverses occupations soit telle que l'ouvrier n'ait pas pu savoir à quel moment il cessait d'accomplir la tâche ordinaire et professionnelle. En pareil cas, le lien qui permet d'appliquer les lois de 1898 et de 1906 est un simple lien de ressemblance, et la responsabilité patronale résulte de l'intention professionnelle de l'ouvrier, ce dernier n'ayant été amené à accomplir la besogne génératrice de l'accident, et par suite à en accepter les risques, que parce qu'il croyait et voulait remplir son devoir professionnel. Le désir, en effet, de procurer au patron l'utilité prévue et promise par le contrat de travail, non seulement a, en pareils cas, déterminé l'accomplissement d'une tâche qui paraissait être la tâche ordinaire et a rendu possible la réalisation des risques que cette tâche comportait, mais encore a procuré au patron un appréciable profit soit par l'exécution d'un travail supplémentaire et exceptionnel, soit parce que rien ne pouvait mieux servir les intérêts du maître que l'intention qui a déterminé l'ouvrier. Cette façon de concevoir la génération de la responsabilité patronale me paraît être le seul moyen d'expliquer certaines décisions judiciaires dont l'autorité est d'autant moins contestable, qu'il s'agit d'arrêts très récents de la Chambre civile condamnant la jurisprudence des Cours d'appel de Paris, de Douai et de Poitiers.

Un arrêt du 28 juin 1914, notamment, Cas. Civ.—
Journal du Palais, P. 1913 — 1, 452, s'exprime en
termes significatifs : « Attendu, que l'arrêt constate
que l'ouvrier minotier a été le 15 avril 1907 victime
d'un accident survenu alors que, sur l'ordre de son
maître, il rapportait un colis à la gare de Châtellerault ;
que le dit arrêt déclare que le dit ouvrier est irrece-
vable à invoquer les dispositions de la loi du 9 avril
1898, par ce motif qu'il ne conteste pas que le colis
qu'il rapportait contenait un objet de toilette desti-
né à la fille du minotier ; mais attendu que l'arrêt
ne dit pas si l'ouvrier était ou non tenu par son
contrat de louage de services de faire les courses
que lui donnait son patron ; qu'il n'indique pas
davantage s'il a connu ou non l'objet spécial de la
commission qui lui a été donnée avant d'accepter
de la faire etc... » par ces motifs casse,

La double question que la Cour de Poitiers, avait
négligé de se poser, était en effet, du plus haut inté-
rêt, car si l'ouvrier n'avait pas été tenu de faire les
courses ou s'il avait pu connaître le contenu du colis
transporté, il aurait été impossible de soutenir qu'il
avait obéi au souci d'exécuter les obligations du con-
trat du travail.

Dans le même sens la Chambre civile, 16 mai 1914,
Journal du Palais P. 1913 — 1, 490 considère comme
victime d'un accident du travail l'employé d'un
commerçant blessé en portant, sur l'ordre de sa
patronne, des fleurs sur la tombe du mari, et la Cour

ajoute que la victime « n'accomplissait pas un travail domestique en dehors de son travail ordinaire et salarié, et qu'il n'aurait pu en être ainsi que si le fait de porter des fleurs, sur l'ordre du maître ne rentrait pas dans le travail habituel du garçon jardinier. »

C'est pour les mêmes motifs qu'un arrêt du 11 mars 1913, *Civ. Journal du Palais*, P. 43 — 1, 320, déclare, avec une certaine hardiesse de bon aloi, que « l'assujettissement à la loi de 1898 dérive, non de l'occupation de l'ouvrier, mais bien de la profession du patron », en sorte qu'il y a lieu de casser, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 12 avril 1906, la décision qui refuse l'indemnité forfaitaire à l'employé d'un commerçant victime d'un accident pendant qu'il cueillait des fruits achetés pour les besoins du commerce de son patron, car la Cour d'appel qui s'est décidée « par le motif que le fait de cueillir des fruits ne constituait pas un acte de commerce et a statué ainsi sans tenir compte du commerce de l'employeur, a manifestement violé la loi ». A plus forte raison, la solution sera-t-elle identique lorsque le patron fera exécuter à ses ouvriers des travaux qui, tout en conservant la même nature, auront tantôt un caractère industriel et tantôt un caractère domestique.

C'est ainsi que si « le propriétaire n'est pas assujetti à la loi de 1898 lorsque, par exception, il fait exécuter par des ouvriers de son choix et sous sa

direction les travaux que nécessitent l'entretien et la conservation de ses immeubles et qui lui incombent, il en est autrement lorsqu'il se fait l'entrepreneur habituel de travaux à la charge de ses locataires », d'où il suit que les ouvriers « employés indistinctement dans l'une et dans l'autre de ces catégories de travaux, dans l'impossibilité où ils sont de savoir dans quelle catégorie rentrent ceux qui leur sont commandés, peuvent réclamer le bénéfice de la loi de 1898, toutes les fois qu'ils sont victimes d'un accident. »

Telle est l'influence sur la responsabilité patronale de l'intention professionnelle de l'ouvrier. Cette intention n'est pas autre chose, d'après les arrêts qui viennent d'être examinés, que l'état d'esprit du travailleur qui croit et qui désire exécuter les obligations du contrat de travail. Certaines décisions judiciaires plus audacieuses ont paru reconnaître le même caractère et les mêmes effets à l'intention de procurer au patron une utilité quelconque même quand l'ouvrier sait qu'il ne se cantonne pas strictement dans sa tâche habituelle, pourvu qu'il soit démontré que son intervention n'a été dictée que par un excès de zèle.

Ainsi, la Cour de Douai, 13 mai 1901, D. P. 02 — 2.405, tout en refusant l'indemnité de la loi de 1898 « à l'ouvrier blessé par le fonctionnement d'un laminoir dans lequel il introduisait une pièce de caoutchouc » et en appuyant sa décision sur le fait

que le travail de la victime devait la tenir éloignée du laminoir, indique que sa décision eût pu être différente si le demandeur avait rapporté la preuve qu'il « avait pu croire qu'il se livrait par excès de zèle à un travail d'une utilité quelconque ».

A mon sens, si l'on veut se garder de manifestations dont la légitimité serait difficile à établir et dont l'inspiration juridique contrarierait manifestement la Jurisprudence courante, il faut avancer prudemment dans la voie où la Cour de Douai « a fait mine de s'engager, assez timidement d'ailleurs ».

Dans ce but, il me paraît indispensable de définir l'excès de zèle et de ne pas admettre trop aisément l'influence de ce mobile. A mon sens, la nécessité d'un certain lien entre la profession protégée et l'accident survenu ne pouvant être méconnu tant qu'il s'agit de solutions positives, il sera indispensable pour admettre l'excès de zèle de découvrir entre l'attache habituelle et celle que l'ouvrier aura accidentellement assumée une relation de ressemblance telle que cet ouvrier se soit cru autorisé à intervenir dans l'intérêt de son patron. Certes, il n'y aura pas en pareil cas une ressemblance assez caractérisée pour que la distinction entre ces diverses catégories de travaux ne puisse pas se faire et pour que la confusion soit inévitable, il n'y aura pas davantage un ordre du patron aggravant encore cette confusion comme dans les espèces qui viennent d'être examinées, mais il y aura et il devra y avoir entre l'occupation ordinaire et l'intervention acci-

dentelle une similitude, une connexité telle que l'ouvrier ait été déterminé à agir et à courir un risque par une intention raisonnable et au surplus profitable au patron.

On voit donc, par ces décisions judiciaires et ces déductions, comment la responsabilité spéciale du patron peut avoir quelquefois une origine subjective. A mon sens, il est vain de chercher à échafauder une théorie uniquement objective ou uniquement subjective de cette responsabilité, et la théorie quasi-contractuelle me paraît avoir le mérite de n'être pas aussi exclusive puisqu'elle fait dépendre la responsabilité forfaitaire de risques et de profits qui peuvent résulter soit en général du mode de production et des circonstances matérielles du travail, soit quelques fois des influences morales et des mobiles auxquels l'ouvrier a obéi.

CHAPITRE II

**Risques qui tout en étant spéciaux
à un mode déterminé de production ont
une origine bilatérale.**

Ces risques sont bien des dangers particuliers qui résultent de la nature de certains travaux et qui motivent une protection spéciale de la loi ; mais ils diffèrent des risques purement professionnels en ce que leur création et leur réalisation est influencée par les dispositions intellectuelles, physiques ou morales de l'ouvrier.

Il s'agit de savoir dans quelle mesure la responsabilité patronale pourra être influencée par la combinaison des risques professionnels avec les risques individuels, et comment la faute inexcusable, la maladie, l'infirmité, les prédispositions morbides de l'ouvrier retentiront sur l'accident et ses conséquences.

1^{er}. — De la faute inexcusable de l'ouvrier.

Un jugement déjà cité du tribunal de Narbonne 13 février 1900, B. P. 01. — 2,82, qui voit dans la faute inexcusable « une fâcheuse aggravation du risque professionnel génératrice de l'accident » considère que cette faute est celle qu'un « ouvrier soucieux de sa sécurité ne devrait point commettre ».

D'autres décisions, estiment que le caractère inexcusable du manquement ne peut être admis que s'il y a eu de la part de la victime intention non pas de provoquer l'accident mais de méconnaître les règles ordinaires de la prudence et du métier, V. Tribuna civil de Lyon, 17 mai 1901, *Moniteur Judiciaire*, Lyon, 5 juillet. La faute inexcusable supposerait donc un parti-pris d'imprudence.

Certes, ce point de vue ne manque ni d'exactitude ni d'intérêt ; mais lorsqu'il s'agit d'appliquer le principe aux espèces, on s'aperçoit très vite de l'insuffisante précision de la formule. Cependant, si l'on veut rapprocher cette définition de l'idée de création de risques et d'enrichissement sans cause, non seulement on s'assurera pour les cas difficiles une règle pratique, mais encore on arrivera aisément à expliquer par le caractère bi-latéral de l'origine du risque, le dédoublement de la responsabilité. Il ne peut être question, en effet, de faute très lourde ou inexcusable lorsque l'acte reproché à l'ouvrier a été encouragé par le patron ou qu'il s'ex-

plique par les habitudes professionnelles, le perpétuel contact du danger et l'accoutumance, le souci d'utilité et l'intention professionnelle ; car il suffit de se rapporter à la jurisprudence et aux notions qui viennent d'être examinées pour décider qu'en aucun de ces cas la responsabilité patronale ne peut être contestée puisque le patron a, ou directement créé ou utilisé le risque en favorisant l'imprudence ou en profitant de l'état d'esprit qui a inspiré l'acte dangereux. (V. Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 2, § 3). (V. aussi Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 3, § 4).

Certes, c'est bien l'imprudence inadmissible et extrême qui constitue la faute très lourde, mais il faut se garder de croire que l'ouvrier est gravement fautif chaque fois qu'il est imprudent même gravement : il y a des imprudences en quelque sorte raisonnables, légitimes, utiles et même nécessaires, tandis qu'il y en a qui ne se comprennent ni ne s'excusent.

L'ouvrier, par exemple, a nettoyé une machine en marche ou encore il a réassujéti une courroie de transmission en plein fonctionnement d'un engrenage. Est-ce prudent ? Certes non, et cependant la victime doit-elle porter la responsabilité partielle de l'accident ? Ce serait inacceptable. Elle vit continuellement au milieu des forces redoutables qu'elle a appris à dompter et par suite à ne plus craindre ; il est bon, d'ailleurs, il est indispensable pour la tâche professionnelle, pour l'aisance et la producti-

Vité de l'effort qu'elle ne craigne rien et qu'elle ne songe pas au danger ; de ce fait, des précautions qu'il ne serait pas mauvais de prendre, mais dont l'observation retarderait la besogne sont écartées : c'est l'intérêt du patron ; le patron le sait ; il ne dit rien, et, non seulement par un silence bienveillant, mais par des suggestions et des ordres détournés, il encourage l'ouvrier s'il préfère la surproduction à la sécurité. La machine marche, on la nettoie sans l'arrêter, tout va bien pour l'entreprise. Et l'on voudrait, le jour où l'accident se produit, ou l'ouvrier est victime de son zèle, qu'on lui reproche une manière d'agir que le patron a tolérée, sinon encouragée, et qui, en tout cas, a servi les intérêts de l'entreprise. On ne le pourrait pas sans illogisme et sans injustice. Non seulement la faute s'excuse, mais elle se comprend puisqu'il était raisonnable et utile qu'elle se produise.

Je dirai donc, pour essayer de poser une règle pratique, que l'imprudence doit être appréciée eu égard à son origine et que sa gravité juridique est en raison inverse de son utilité.

Par suite, si un beau jour, l'ouvrier se met à désobéir habituellement et systématiquement, méconnaissant ainsi les précautions que le patron lui indique, s'il transgresse les règles de la prudence et du métier, de parti-pris, c'est-à-dire pour le plaisir de les transgresser, de telle sorte que son attitude ne correspond à aucun avantage et s'explique par le caprice et non par les habitudes du milieu ou l'in-

fluence du patron, alors il y aura faute inexcusable et l'on devra admettre en présence d'une création partielle de risque par l'ouvrier, un dédoublement de la responsabilité. Le législateur, en effet, reconnaît aux Juges le droit de diminuer la rente à raison de la faute très lourde et dans une mesure qui variera presque à l'infini suivant le degré de gravité de cette faute. Il y aura donc diminution et non pas suppression de l'indemnité forfaitaire, car on ne considère pas que la faute inexcusable ait pour résultat de substituer complètement au risque professionnel un risque individuel. Le risque professionnel n'a pas cessé d'exister ; il a été aggravé et c'est parce que cette aggravation résulte d'une circonstance étrangère au travail protégé que les conséquences de l'accident ne seront pas imputables au patron pour le tout. On reproche à bon droit à l'ouvrier un parti-pris d'imprudence ; ce n'est ni la raison, ni le zèle, ni l'usage professionnel, ni un état d'esprit normal qui lui ont inspiré l'acte, cause directe du mal dont il est victime ; c'est sa volonté, non pas criminelle, mais capricieuse et anormalement téméraire ; mais si cette volonté a été malheureusement opérante, n'est-ce pas à raison du milieu redoutable où a vécu le travailleur ? soit parce que l'influence de ce milieu a façonné un état d'esprit dont le danger et les manifestations ont été exagérés par le tempéramment personnel, soit parce que les conditions du travail ont entraîné par elles-mêmes et

pour tous les ouvriers, des risques incontestables que la témérité excessive de quelques-uns n'a fait qu'aggraver. Certes, si l'imprudencé a pris des proportions injustifiables, c'est parce que la victime obligée de se familiariser avec le danger, a transformé une accoutumance raisonnable en une excessive témérité, et si cette imprudence a été accompagnée de résultats fâcheux, c'est parce que le milieu industriel en a rendu les manifestations particulièrement dangereuses ; d'où il ressort avec évidence que la faute inexcusable est la résultante de dispositions normales avantageuses et professionnelles dénaturées par le tempéramment personnel de l'ouvrier, de même que le risque dont cette faute entraîne la réalisation est, avant tout, un risque professionnel, aggravé par des circonstances personnelles à la victime.

Et c'est précisément parce que l'on voit dans la faute inexcusable et dans ses effets une injustifiable exagération de l'accoutumance et du risque professionnel que l'on fait supporter à l'ouvrier les conséquences partielles de l'accident déterminé par cette faute, dans le cas seulement où ces conséquences présentent un caractère de gravité particulière, spécialement quand elles se traduisent par la mort de la victime ou l'incapacité permanente absolue ou partielle ; car on considère, en effet, tant qu'il s'agit d'incapacité temporaire, que le paiement intégral du demi salaire assure la représen-

tation des risques que l'ouvrier a courus et aurait courus indépendamment de sa faute très lourde. C'est donc par l'idée de création de risques que l'on parvient à expliquer que la faute inexcusable influe sur la rente et sur la rente seulement.

Du même coup, cette influence apparaît légitime, étant donné surtout qu'elle est mesurée, suivant les cas, avec une extrême souplesse par les juges du fait..

Si, au contraire, sans tenir compte de l'énormité du manquement, on imposait au patron en toute hypothèse, la responsabilité de toutes les conséquences de l'accident, on rattacherait indûment au risque professionnel des résultats manifestement dus à des circonstances étrangères. Si, par ailleurs, en présence d'une faute inexcusable, on refusait rigoureusement à la victime toute réparation sous prétexte qu'en pareil cas la création de risques lui serait totalement imputable, il serait particulièrement délicat et dangereux de tracer la ligne de démarcation entre la faute ordinaire et la faute inexcusable puisqu'on arriverait pour des manquements de gravité, presque semblable tantôt à refuser toute indemnité et tantôt à assurer à l'ouvrier, un paiement intégral. Au contraire, avec le pouvoir qu'ont les tribunaux de diminuer la rente allouée, de très peu ou de beaucoup, suivant les espèces, l'évaluation des responsabilités respectives, est plus souple, l'ouvrier répondant de l'accident dans la mesure où il aura

créé le risque et suivant une proportion qui variera presque à l'infini ou point de ne représenter qu'une somme dérisoire lorsque le parti-pris d'imprudence se confondra presque avec l'intention criminelle.

C'est en s'inspirant de ces principes et de ce point de vue que l'on parviendra à déterminer, sans trop de peine, l'influence de l'ivresse de l'ouvrier sur la responsabilité du patron et, du même coup, à trancher les controverses qui s'élèvent lorsqu'il s'agit de savoir dans quel cas l'ivresse doit être considérée comme une faute inexcusable.

Pour résoudre la difficulté, il faut, à mon sens distinguer trois hypothèses.

Première hypothèse. Le chef d'entreprise s'aperçoit de l'état dans lequel se trouve son ouvrier et lui permet de continuer sa besogne, soit parce que l'ivresse n'est pas telle qu'elle puisse rendre impossible tout travail utile (V. Deux. Part., Sect. 3, Ch. 2, § 2), soit parce que le patron marque de la fermeté nécessaire ; en pareil cas, si un accident se produit, il n'est pas douteux que les indemnités prévues par la loi sont dues à la victime ou à ses ayants cause, parce que le risque, ayant été utilisé par le patron ou créé par son manque d'autorité, la responsabilité forfaitaire ne peut être écartée ni pour le tout ni pour partie.

Deuxième hypothèse. L'ouvrier dûment et sérieusement congédié, refuse de quitter l'atelier au point qu'il faudrait employer la force pour l'y contrain-

dre, et se trouve dans un état tellement voisin de la démence qu'il n'a plus aucune idée de ses obligations professionnelles, non plus que des dangers qui le menacent ; la création de risques lui étant alors complètement imputable, cet ouvrier ne peut, s'il est victime du péril qu'il a couru sans profit pour l'entreprise, se prévaloir des dispositions protectrices de la loi.

Troisième hypothèse. L'ivresse n'est pas poussée à un degré suffisant pour empêcher le travail ordinaire, éveiller l'attention du surveillant et motiver l'expulsion ; dans ce cas, il y aura lieu d'admettre que la victime de l'accident a commis une faute inexcusable : D'une part, en effet, ce sont bien les forces du milieu industriel qui ont rendu redoutables les conséquences de l'ivresse et c'est aussi l'habitude du danger qui a incité peut être l'ouvrier à se livrer à un travail dangereux, bien qu'il ne se sentit pas dans sa forme habituelle ; d'autre part, la diminution d'attention et de l'aptitude physique n'a pu qu'aggraver sérieusement le risque professionnel, d'où il suit que la responsabilité devra être dédoublée et la rente réduite dans une mesure que l'on fera varier par application de l'idée de création de risque.

Je ne suis donc pas de ceux qui voient dans les décisions législatives relatives à la faute inexcusable un hors-d'œuvre et, sans attribuer rien de décisif aux développements qui précèdent, je me per-

mets cependant d'y trouver une réponse à l'argument de certains auteurs qui, voulant renouveler la théorie délictuelle, prétendent ou découvrir dans la loi une contradiction ou utiliser comme fondement de leur doctrine le texte qui sanctionne la faute très lourde du patron et de l'ouvrier.

II. — Combinaison du risque professionnel avec les risques individuels résultant de la maladie, de l'infirmité, des dispositions morbides de l'ouvrier.

Il vient d'être indiqué comment, dans quels cas et dans quelle mesure, la faute inexcusable de l'ouvrier, en déterminant l'accident, concourt à diminuer ou à supprimer l'aptitude de la victime au salaire.

Je vais maintenant rechercher pourquoi et comment certaines dispositions morbides du travailleur peuvent retentir sur l'accident ou ses conséquences sans retentir, pour la diminuer, sur la responsabilité du patron.

Supposons un ouvrier atteint du diabète ; il travaille cependant mais sa capacité est réduite : son salaire est au salaire normal comme 60 est à 100. Survient l'accident du travail ; l'état général de la victime donne au traumatisme un retentissement que l'on n'aurait pas eu à déplorer chez un sujet robuste et sain. La mort s'ensuit. La rente versée aux ayants-droit du défunt ne subira aucune réduction, si ce n'est celle résultant de l'influence que la maladie a eue, antérieurement à l'accident, sur le

salaire de base. L'infériorité, en effet, du salaire de base par rapport à la rémunération que pourrait obtenir un travailleur normal représente la diminution de capacité imputable à l'affection pathologique, de sorte que c'est par le fait de la maladie que l'aptitude au salaire a passé de 100 à 60 ; tandis que c'est par le fait de l'accident qu'elle a baissée de 60 à zéro. Sans doute, il est incontestable que la précarité de l'état général a aggravé les conséquences du traumatisme, au point que si les dispositions physiques de la victime eussent été différentes, sa capacité de travail aurait pu ne pas descendre à zéro ; mais il n'est pas moins certain que les résultats fâcheux de l'affection diabétique étaient représentés avant l'accident par la réduction du salaire, et qu'en somme l'état de morbidité était à ce moment cristallisé ; d'où il suit que si, par la suite, le risque individuel dérivant de la maladie a aggravé le risque professionnel, c'est uniquement parce que la réalisation du second a déclenché celle du premier, l'exacerbation du mal étant la conséquence directe de la blessure, et le diabète prenant une nocivité particulière quand il est associé à un traumatisme.

On devra raisonner de la même manière et à *fortiori* dans le cas où les effets de la maladie ne seront traduits antérieurement à l'accident par aucune diminution de la capacité de travail, quand par suite le salaire de base sera resté absolument

normal, car, alors, l'affection pathologique se présentant, avant tout traumatisme, avec des symptômes relativement bénins, l'aggravation ultérieure pourra être imputée moins facilement à la précarité du tempérament personnel qu'à l'influence de l'accident du travail et il sera même établi ainsi que la maladie qui n'entraînait tout d'abord aucun résultat fâcheux, au point de vue pécuniaire n'en a produit par la suite que parce qu'elle a été associée à une modification et à un fait nouveau uniquement imputable à la profession, en sorte que ce sera bien la mesure du retentissement de ce fait nouveau sur le salaire qui fixera le « quantum » de la responsabilité patronale.

C'est ainsi qu'apparaît la différence existant, au point de vue qui nous occupe, entre la faute inexcusable et la maladie préexistante ; tandis que la première concourt par elle-même et directement à créer le risque, la seconde, ou bien ne diminue en rien la capacité de travail et par suite n'entraîne pas de résultat fâcheux appréciable, ou bien crée un risque individuel dont l'importance se mesure à l'infériorité du salaire de base et dont la représentation est, en quelque sorte, évaluée et taxée avant que les conséquences de l'accident ne se soient produites.

Ce point de vue et les solutions de fait qui en découlent sont consacrés, comme on le voit, par la logique et l'évidence même ; par ailleurs, des raisons pratiques, décisives militent dans le même

sens. Si, en effet, après réalisation du risque professionnel, on voulait évaluer la part d'incapacité imputable aux conditions organiques et la part imputable aux dangers du travail, on risquerait de se heurter à des difficultés insolubles ou de se résoudre à de distinctions arbitraires. Certes, pareille ventilation se pratique en cas de faute inexcusable, ainsi qu'il a été dit ; mais autre chose est de différencier deux causes qui sont, toutes deux et séparément créatrices de risque, la faute inexcusable précédant l'accident et en étant l'élément générateur. (voir Rouen, 2 juillet 1911, S. P. 12 - 2 - 172 ; autre chose est de démêler les effets de deux influences dont l'une ne se fait sentir après le traumatisme que parce qu'elle est associée à l'influence de ce traumatisme.

Si, d'ailleurs, on appréciait la responsabilité patronale eu égard aux conditions organiques de l'ouvrier, il faudrait tenir compte non seulement des affections pathologiques, mais des simples prédispositions morbides et alors, à moins de décider que ceux-là seuls auraient droit à l'indemnité intégrale qui justifieraient avoir joui d'une robustesse parfaite et d'une santé irréprochable jusqu'au moment de l'accident ; il faudrait bien tracer la ligne de démarcation à partir de laquelle la prédisposition morbide serait trop imprécise pour modifier l'indemnité forfaitaire. Il n'est pas douteux qu'un pareil système constituerait l'abandon complet du principe du forfait dont pourtant l'utilité et même la nécessité ne

peut être méconnue surtout « en présence d'événements qui s'enchevêtrent d'une façon si complexe et si inextricable, qu'on trouve difficilement un effet ayant une cause unique, de telle sorte que les difficultés s'accroissent et deviennent insolubles lorsqu'il s'agit de préciser l'étendue de telle ou telle influence » (voir S. P. 1903 - 4, 17 note. Par ailleurs, à l'extrême difficulté des analyses s'ajouterait l'injustice manifeste de certaines décisions. C'est ainsi que l'on arriverait à refuser, au mépris de toute évidence et de toute équité, une grande partie de la rente aux ayants cause « d'une garde-barrière frappée d'apoplexie pulmonaire à la suite de l'émotion causée par l'arrivée d'une automobile pénétrant sur la voie ferrée avant que le libre passage ait pu être assuré, alors que les prédispositions morbides de la garde-barrière (grossesse légère, lésion cardiaque) la rendait plus sensible à une émotion violente ».

La Cour, cependant, à peine est-il besoin de le dire, considéra qu'il n'y avait pas lieu de réduire, si peut que ce soit, l'indemnité forfaitaire. (Voir Bordeaux, 23 avril 1907, S. P. 08 - 2, 45. Et la Jurisprudence a si bien aperçu le danger qu'il y aurait en pareille matière à se livrer à des distinctions subtiles et à des analyses spécieuses, qu'elle ne renonce pas au système forfaitaire même quand, sur rapport des hommes de l'art, il paraît possible de fixer la part d'incapacité revenant à l'accident et la part imputable aux conditions organiques. (Voir

Montpellier, 3 novembre 1905, S. P. 07-2, 99. Spécialement, en présence d'une « tuberculose pulmonaire certaine et rénale probable, dont l'effort a été le signe révélateur », il y a lieu de décider que l'incapacité est permanente et totale et que l'on doit servir à l'ouvrier la rente afférente à cette incapacité, même si la moitié de cette incapacité doit être attribuée aux conditions organiques du sujet. C'est le seul moyen de ne pas rouvrir la porte aux contestations que faisait naître l'application de l'art. 1382, C. C. et il a été démontré (Voir p. 30 à 33 et aussi p. 22) que l'évaluation forfaitaire, bien loin de contrarier la théorie du risque créé et de l'enrichissement sans cause, la confirme manifestement puisque d'une part, la responsabilité patronale se mesure à la diminution ou à la disparition du salaire, et que, d'autre part, la création de risque imputable au patron ne peut s'apprécier qu'en tenant compte du retentissement de l'accident sur le salaire de base.

C'est ce qu'expriment, presque en termes formels deux arrêts de la Chambre civile, 18 juillet 1905 et 31 Juillet 1906. S. P. 07—4, 470, qui décident que « l'indemnité allouée à l'ouvrier victime d'un accident du travail ayant occasionné une incapacité permanente partielle dépend de la combinaison de deux éléments : d'une part, le salaire effectif que touchait avant l'accident l'ouvrier blessé, et, d'autre part, les facultés de travail que lui a laissées l'accident, sans que l'état de maladie (arthritisme aggravé par l'in-

tempérance) ou d'infirmité (varices) puisse être pris en considération pour éluder les conséquences légales de l'incapacité de travail constatée par les juges du fait ».

La Cour de Bordeaux, 31 octobre 1906, S. P. 08—2, 153 considère dans le même sens « qu'il est de jurisprudence que l'ouvrier victime d'un accident peut se prévaloir des conséquences de cet accident alors même que des prédispositions physiologiques ou des tares quelconques ont aggravé ces conséquences ; que la loi de 1898 ne considère que deux bases pour la fixation de l'indemnité forfaitaire : le salaire de l'ouvrier et la faculté de travail que l'accident laisse subsister. » Il s'agissait, en l'espèce, d'un noyau cancéreux que le traumatisme avait réveillé et dont il avait hâté l'évolution, imprimant ainsi à une lésion latente une activité qu'elle n'avait pas antérieurement.

C'est en s'inspirant des mêmes considérations, et en prenant aussi comme bases d'évaluation de la rente, le salaire effectif antérieur à l'accident et la capacité de travail conservée, que certaines décisions judiciaires ont pu, à bon droit, accorder l'indemnité d'incapacité permanente et absolue à l'ouvrier privé d'un œil par un accident de travail alors que cet ouvrier était déjà borgne avant l'accident. Il n'est pas douteux, en pareil cas, que le traumatisme a eu pour résultat de faire disparaître toute la capacité de travail dont jouissait la victime au moment de la réalisation du risque professionnel ; or,

à ce moment, ou bien la rémunération était normale et alors les facultés de l'ouvrier ayant passé de 100 à 0 par le fait de l'accident, la rente ne peut subir aucune réduction, ou bien l'aptitude au salaire était déjà moindre, et, dans ce cas, il ne peut y avoir d'autre diminution que celle qui résulte de l'infériorité du salaire de base. Bien entendu, il n'en est ainsi, qu'il s'agisse de simple prédisposition ou de maladie et d'infirmité, que si l'accident a transformé la prédisposition en réalité pathologique, aggravé l'infirmité ou donné à la maladie un funeste coup de fouet en augmentant la lésion ou en lui prêtant une nocivité et une activité qu'elle n'avait pas antérieurement. Il ne saurait, en effet, être question d'imposer au patron la réparation d'un préjudice qui ne se rattacherait pas au traumatisme ou aux résultats de l'accident par un lien de véritable causalité. Autant, certes, il est compréhensible que la responsabilité forfaitaire intégrale du chef d'entreprise soit admise en présence de manifestations morbides dont le traumatisme est la cause sinon unique, du moins immédiate et directe, autant il serait contraire à la logique et à l'équité de faire répondre le patron des conséquences pathologiques indirectes et lointaines de l'accident.

C'est ainsi que la Cour suprême Civ., 21 février 1911, S. P. 12 — 1,391, a cassé un arrêt de la Cour de Lyon qui, alors qu'elle adoptait les conclusions de l'expert considérant l'accident « comme la cause

certaine, quoique indirecte, du décès », avait eu le tort d'accorder aux ayants-droits de l'ouvrier défunt les pensions déterminées par la loi, par ce motif « que la dépression physique et morale du blessé, à la suite de l'accident, avait produit un affaiblissement organique qui l'avait rendu plus vulnérable et qu'il avait été soigné dans un milieu où il devait trouver de nombreux bacilles de tuberculose. »

Dans le même sens, V. Civ., 27 juillet 1905. S. P. 08 — 1,284. Lorsqu'il est constaté que « l'accident, en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit, a déterminé une évolution plus rapide de la tuberculose et a hâté le dénouement fatal », la jurisprudence française voit dans cette constatation la preuve que la mort n'est pas la suite immédiate et directe du traumatisme.

Il peut se présenter des espèces où il est particulièrement malaisé d'apprécier si les manifestations morbides sont en relation de causalité directe avec les conséquences de l'accident. Il en est notamment ainsi quand chez un sujet manifestement prédisposé à la neurasthénie, le traumatisme s'accompagne de phénomènes hystériques ou de répercussions participant de l'aliénation mentale.

La Cour suprême, par un arrêt relativement récent, 25 octobre 1905. S. P. 08 — 1,348, a cru devoir accorder, et, à mon sens, avec raison, la pension intégrale aux ayants-cause d'un ouvrier qui, atteint par une courroie de transmission qui lui

avait labouré le crâne en se détendant violemment, n'avait pas pu, par suite de troubles cérébraux d'origine traumatique, résister « aux atroces douleurs causées par une effroyable blessure » et s'était donné la mort. Dans le même sens, V. S. P. 1905 — 4,25, il a été jugé que, si le traumatisme produit chez la victime une lésion des facultés mentales, la difficulté qui en résulte de diriger la procédure intentée en vue d'obtenir l'indemnité, doit être considérée comme de nature à provoquer des troubles psychiques qu'il faut rattacher à l'accident.

Manifestement, il en serait tout autrement si le blessé, s'obstinant malgré sa guérison complète, à vouloir plaider contre son patron, nécessitait par des prétentions inacceptables une opposition justifiée et arrivait à se rendre hystérique par l'âpreté d'une lutte judiciaire inutile. Quoiqu'il en soit, et qu'elles que puissent être les difficultés et la variété des espèces, la question de causalité demeure, en pareille matière, une question de fait dont la solution doit être confiée à l'appréciation souveraine des hommes de l'art. Aussi bien, la Cour suprême n'intervient, en pareil cas, pour censurer les décisions des juges du fond, que lorsque ces derniers, après avoir admis, en fait, que les conséquences pathologiques ne se rattachent au traumatisme que par un lien ténu et indirect prétendent mettre à la charge du chef d'entreprise les conséquences indirectes de l'accident, et, ce faisant, violent la loi.

V. arrêt déjà cité, S. 1,391. Cass. Civ. 21 février 1911.

C'est ainsi que la combinaison des risques professionnels et des risques individuels se réalise différemment suivant que l'accident ou ses conséquences ont été influencés par la faute inexcusable ou les dispositions pathologiques. Et c'est précisément parce que ces circonstances personnelles à la victime ne retentissent pas toutes de la même manière sur le risque du travail que la responsabilité patronale s'apprécie suivant des règles différentes ; mais ces différences, d'ailleurs, laissent absolument intact, comme on l'a vu par les développements et les espèces qui précèdent, et même confirment le principe d'après lequel la responsabilité forfaitaire du patron a pour base la création de risque et pour mesure le retentissement de l'accident sur le salaire.

CHAPITRE III

Risques spéciaux au travail assujetti et qui ont une origine uniquement professionnelle

Ces risques se réalisent incontestablement *par le fait du travail* ; ils sont créés par le pation en ce sens qu'ils sont inséparables d'un mode déterminé de production et ils sont profitables à l'entreprise puisque les circonstances qui les engendrent sont la condition essentielle d'une production plus active, moins coûteuse et meilleure. Rançon d'une activité particulièrement orientée ou particulièrement efficace V. P. 24 et suivantes. Ces dangers spéciaux du travail peuvent être considérés comme assez inévitables et suffisamment avantageux pour que leur représentation soit comprise dans les frais généraux d'une production particulière, et, par ailleurs, comme ils sont le revers du profit et que l'évaluation du préjudice résultant de leur réalisation est par avance impossible, on comprend que la rémunéra-

tion pécuniaire de l'activité du travailleur n'en assure pas la couverture et qu'ils ne puissent pas être l'objet des prévisions accessoires du contrat du travail. V. P. 34. Pour ces motifs, c'est contre eux surtout, et d'abord, que l'ouvrier a été et devait être protégé.

Les risques uniquement professionnels sont : Le risque direct de la besogne assignée, le risque du voisinage obligatoire et de la division du travail, le risque inhérent à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'exploitation assujettie, le risque d'accoutumance et le risque de déclenchement des forces de la nature.

§ 1^{er}.— Risques directs de la besogne assignée

L'ouvrier travaille à la tâche qui lui a été confiée et qui est assujettie à la loi protectrice à raison des dangers spéciaux que présente son exécution. Il est blessé ou tué. La relation de causalité entre l'accident et le travail est évidente. Le doute n'est pas permis, le cas rentre dans les prévisions essentielles et initiales du législateur ; l'indemnité n'est pas contestable, aussi bien est-elle rarement contestée en pareille hypothèse, et les seules décisions jurisprudentielles que l'on rencontre en la matière, ou bien tranchent des questions de pur fait d'un intérêt limité ou bien rappellent en passant un principe inattaquable dont il ne paraît pas que l'on puisse

contester l'évidence. V. not. civ. 8 décembre 1909,-
S.P. 1910.- 1,254.

§ 2. — Risques de voisinage obligatoire et de la division du travail

L'entreprise est considérable, les ouvriers sont nombreux, on a réuni dans le même lieu des hommes qui, auparavant, ne se connaissaient pas et qui, maintenant, sont en contact nécessaire, au point que les imprudences, les maladresses et les violences de l'un peuvent retentir sur la sécurité des autres. Fréquemment même d'inévitables antipathies rendent plus sérieux les risques de voisinage, et cependant, ce voisinage s'impose, soit parce que le souci de diminuer les frais généraux incite à assembler dans le même local les travailleurs dont l'activité alimente l'entreprise, soit parce que le patron, utilisant dans une même combinaison avantageuse, la diversité des aptitudes, fractionne la tâche ou divise un même travail au point que le contact entre les ouvriers est plus étroit encore.

Ou bien, si l'on n'attribue pas à la production des proportions aussi imposantes, on peut supposer les travailleurs moins nombreux ; mais même alors les raisons de leur réunion ne sont pas moins impérieuses et les résultats comme les risques de l'association de leurs efforts sont notables.

Dans un cas comme dans l'autre, si un travailleur est blessé ou tué par l'un de ses voisins, de telle sorte que l'accident ne s'explique que par le voisi-

nage obligatoire et non pas, par exemple, par une provocation antérieure, qui répondra du risque, ou plus exactement des conséquences de sa réalisation ? A coup sûr le patron, puisque c'est lui qui a créé le danger particulier en organisant les conditions du travail, puisque même c'est à lui qu'est allé le profit du risque, étant donné que la production a été augmentée, et la productivité modifiée favorablement par l'économie d'espace et d'installation, ou les inappréciables bienfaits de l'association des efforts et de la division du travail. Telle est, du moins, la conclusion conforme à la logique et il va être démontré que les décisions de la Jurisprudence ne consacrent pas en général des résultats différents.

Dès l'année 1900, on lit dans un arrêt de la Cour de Douai, 7 août 1900, D. P. 01 - 2, 85, des motifs très intéressants au point de vue de la sanction du risque de voisinage obligatoire : « Il n'est pas nécessaire que l'accident soit la conséquence du travail propre de la victime ; il peut utilement pour l'application de la loi se produire par le fait des autres ouvriers ; il importe donc peu que le jet de morceau de verre qui a blessé la fille Behem à l'œil gauche, soit le fait d'une imprudence ou d'une méchanceté d'une autre ouvrière, car l'économie de la loi nouvelle repose sur le principe du risque professionnel qui consiste à faire supporter par le patron, dans la plus large mesure, même les cas fortuits. »

Plus significatives et plus claires encore sont les

expressions dont se sert la Cour suprême : Cass. Civ., 23 avril 1902 - D. P. 02 - 1, 277 qui considère que l'accident, cause du litige, est un accident du travail, par le simple fait qu'il est dû « à un projectile lancé à la victime par une autre ouvrière dont le travail imposait le voisinage » :

Il a été jugé dans le même sens : Civ. 23 juillet 1903, S. 1904 - 1, 487, que lorsqu'une plaisanterie a des conséquences fâcheuses pour l'ouvrier qui en est l'objet, au lieu et à l'heure du travail, les conséquences doivent être rattachées au travail, puisque c'est la tâche à accomplir « qui, en mettant les ouvriers en contact » a déterminé et la plaisanterie et l'accident.

Et il doit en être de même si la besogne quotidienne, en réunissant obligatoirement deux personnes qui sont antipathiques l'une à l'autre, occasionne un risque et des violences graves susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique de l'un des travailleurs. En pareil cas, la responsabilité forfaitaire du patron vis-à-vis de la victime n'est pas douteuse, sauf recours contre l'auteur de l'accident et application des règles de la faute inexcusable si la victime s'est rendue coupable d'une provocation.

V. Cass. Civ., 20 avril 1912 — S. P. 12 — 1, 336.

Il n'est donc pas contestable que les travaux assujettis entraînent, à raison même de l'organisation qui préside à leur exécution et des circonstances particulières dont la réunion donne à la production

un caractère spécial des risques résultant du contact nécessaire des travailleurs, c'est à-dire de l'association des efforts, de la division du travail ou plus simplement de l'agglomération dans un même local d'un certain nombre de personnes; de telle sorte que le risque du voisinage obligatoire étant inhérent à un mode de production déterminé, doit être considéré par lui-même et quels que soient les instruments de sa réalisation comme spéciale aux travaux protégés. C'est donc à tort que certaines décisions judiciaires se sont refusées à admettre l'application de la loi de 1898 sous le prétexte que les moyens avec lesquels l'accident s'était réalisé étaient étrangers au travail. V. Senlis-Tribunal Civil 19 février 1901 — D. P. 02 — 2,407. V. aussi S. P. 1904 — 2,298, par suite, il importe fort peu, dans le cas où un ouvrier a les yeux crevés par l'objet que lui lance un camarade de savoir si cet objet (par exemple de la chaux vive) était ou non utile au travail de l'un ou de l'autre, mais bien si la victime était ou non appelée par ses occupations à se trouver en contact avec l'auteur de l'accident.

Par ailleurs, il est manifeste que l'ouvrier blessé par un autre travailleur de la même exploitation ne peut prétendre à la protection particulière de la loi qu'à une double condition : il faut : 1^o que le voisinage de l'auteur de l'accident et de la victime ait été obligatoire, c'est-à-dire commandé par le travail assujetti et 2^o que l'accident ne puisse s'expliquer que par le voisinage.

Il est évident en premier lieu que si l'ouvrier a été blessé parce qu'il a, par pur caprice et sans motif utile ou raisonnable, quitté son poste de travail pour se rapprocher d'un autre ouvrier dont le contact ne lui était nullement imposé, le patron ne pourra pas être déclaré responsable des conséquences fâcheuses de la plaisanterie ou de la rixe qui pourra alors avoir lieu ; car, en pareil cas, la création de risque est imputable à celui qui a abandonné sa besogne ; et au surplus les intérêts du patron loin d'être servis, ont été méconnus pendant le temps qu'a duré la cessation du travail. C'est ainsi que la Cour de Lyon 18 mars 1901 — D. P. 01 — 2,311 a refusé toute indemnité à l'ouvrier atteint par la décharge d'une arme à feu qu'un camarade avait introduit en cachette, alors que la victime de la maladresse et de l'imprudence se trouvait en un lieu où ne l'appelaient pas ses occupations professionnelles. La Cour a estimé que « l'accident survenu à Tauret ne lui était pas arrivé du fait du travail puisqu'il n'était ni allégué, ni établi que Tauret ait été obligé de se rendre dans le local de ventilation où était Picq pour une cause se rattachant à son travail, que si Tauret et Picq étaient momentanément réunis dans un local de la Cie dont ils étaient les ouvriers, ils n'étaient exposés ni l'un ni l'autre par le fait de cette réunion soit à faire naître un risque professionnel, soit à en subir les conséquences, de telle sorte qu'ils ne devinrent l'un l'auteur invo-

lontaine, l'autre la victime d'un accident que par suite d'une opération toute particulière, toute personnelle et sans aucun rapport avec leur travail. »

L'argumentation qui est développée dans cet arrêt est significative car les rédacteurs se sont visiblement préoccupés de dégager l'origine du risque et, pour répondre à l'objection que ce pouvait bien être au patron que la création du risque était imputable, en ce sens qu'il avait permis à un ouvrier armé de pénétrer dans l'atelier, ils font remarquer que l'arme à feu a été introduite en cachette.

Donc, sauf le cas où la réunion de l'auteur et de la victime de l'accident est commandé par les nécessités du travail, il ne peut pas être question, dans la matière qui nous occupe, d'accident du travail ; mais il ne suffit pas que le voisinage soit obligatoire, il faut encore que l'accident s'explique par le voisinage et non pas par une cause étrangère à la profession. Si, par exemple, au moment du travail, entre deux ouvriers rapprochés par leur besoin professionnelle une rixe éclate à raison d'une provocation antérieure, on doit décider, V. Req. 13 avril 1910 *Journal du Palais*, P. 13 — 1,382, que celui qui a été blessé l'a été « non pas parce qu'il travaillait mais parce qu'il avait, par sa conduite antérieure, provoqué l'agression dont il a été victime, de telle sorte que cette agression aurait pu se produire à un autre moment et en tout autre lieu et que le travail est resté étranger à l'accident. »

Le résultat serait pratiquement le même et l'on se trouverait en présence ou d'une création de risque uniquement imputable à l'ouvrier ou d'une faute inexcusable, si le patron parvenait à établir que le travailleur, tué à l'atelier par le coup de couteau d'un autre ouvrier, n'a été victime de ce meurtre que parce qu'il avait abandonné son poste pour aller provoquer son adversaire. C'est la solution consacrée par un arrêt de la Cour de Paris, 24 juillet 1903 S. P. 06 - 2, 175 qui, tout en déclarant les demandeurs mal fondés dans leurs prétentions, n'hésite pas à reconnaître et à proclamer les principes et à faire « rentrer dans le risque professionnel les maladresses, l'imprudence et les violences des ouvriers dont le travail est commun. »

Ce point de vue est l'évidence même et l'on peut dire, pour conclure, qu'à travers tous les aspects négatifs ou positifs de la question du risque de voisinage obligatoire, la responsabilité patronale apparaît nettement, qu'il s'agisse de ses conditions ou de ses modalités, comme la conséquence d'une création de risques et le contrepoids des profits obtenus par les inévitables dangers de la division du travail et de l'association des efforts.

§ 3. — Risques inhérents à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'exploitation assujettie.

De même qu'il est profitable à un chef d'entreprise de réunir dans un même atelier un nombre raisonnable d'ouvriers qui pourront se partager les tâches et utiliser la diversité des aptitudes de façon à réaliser le maximum de rendement avec le minimum de frais généraux, de même il est conforme aux intérêts du producteur d'assembler dans un même local les moyens nécessaires à la production, soit parce que cette organisation présentera l'avantage d'une économie d'espace et d'installation, soit parce que la proximité des machines permettra une utilisation plus commode des mêmes forces de propulsion, soit parce que la surveillance sera plus facile, ou du moins exigera un personnel moins nombreux, soit enfin parce que la grande production, dont les avantages ne sont pas contestés pourra de cette manière être pratiquée alors que, peut-être, elle serait impossible si le patron devait s'astreindre à une dispersion de ses moyens. Par ailleurs, tout comme la division du travail et l'association des efforts, et peut-être plus encore la réunion dans un même lieu de forces redoutables retentit fâcheusement sur la sécurité des travailleurs. Non seulement l'ouvrier risque d'être atteint en accomplissant les actes que sa besogne professionnelle exige, mais encore ses moindres gestes l'expo-

sent à des dangers redoutables à raison même du milieu où il est fatalement appelé à se mouvoir. Il va de soi que du jour où les menaces seront devenues des réalités, où le travailleur aura éprouvé dans son intégrité physique un notable préjudice, on ne pourra pas le considérer comme la victime sans recours d'un état de choses qu'il a subi, et il est évident que celui-là sera responsable qui aura voulu et imposé une organisation, peut-être nécessaire et probablement raisonnable, mais dont on ne peut nier ni les risques, ni les avantages.

Aussi bien, la Jurisprudence n'a jamais méconnu cette règle juridique, et certaines de ses extensions sont la consécration la plus significative du principe. A la vérité, quand il s'agit d'assigner au risque qui nous occupe sa véritable origine juridique, les décisions judiciaires manifestent quelques hésitations et accusent quelques divergences. C'est ainsi que la Cour de Rouen, 28 février 1900 — D. P. 1900 — 2,181, croit devoir en pareil cas imposer au patron une véritable responsabilité du fait des choses en l'obligeant à « répondre de ses machines » ; tandis que la Cour de Cassation : Chambre civile 17 février 1902 — S. P. 04 — 1,177 semble estimer que la responsabilité découle d'une obligation de sécurité qui ne cesse pour le chef d'entreprise « que là où son autorité prend fin ».

Il a déjà été indiqué (V. Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 1, § 2, comment la diversité des motifs invoqués en la matière, est parfaitement inexplic-

cable si l'on fait de chacun des principes allégués le point de départ d'une doctrine indépendante alors que toute difficulté disparaît si l'on rattache la responsabilité à l'enrichissement sans cause, et si l'on voit, dans la variété des explications fournies, la preuve de la variété des causes de création du risque.

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion que l'on puisse professer, quand il s'agit de systématiser les décisions jurisprudentielles, en assignant à la responsabilité patronale sa véritable origine, l'accord se fait généralement pour fixer, s'il se produit un accident dû aux forces du milieu industriel, les cas et les conditions de cette responsabilité.

En premier lieu, les décisions judiciaires les plus autorisées ont proclamé comme un principe inattaquable que « le risque professionnel, mis par la loi du 9 avril 1898 à la charge de certains chefs d'entreprise, n'est pas inhérent à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais aussi à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée » V. Cass. Civ. 17 février 1902. S. P. 04 — 1,177 déjà cité et Req. 18 février 1908. S. P. 10. — 1,252.

En second lieu, il est généralement jugé que l'ouvrier est, en pareil cas, protégé non seulement dans l'accomplissement de sa besogne professionnelle, mais encore dans l'exécution des actes étrangers au travail qui ne sont pas eux-mêmes créateurs

de risques et qui ne deviennent dangereux qu'à raison du milieu où ils se produisent et où le travailleur est fatalement appelé à se mouvoir. Pour faire admettre ce point de vue, la Cour suprême a utilisé une argumentation ingénieuse: Elle s'est, en effet, refusée à comprendre que « l'ouvrier blessé par l'un des engins de l'entreprise puisse perdre tout droit à une indemnité parce qu'il aurait un instant cessé de travailler, tandis que celui-là conserverait le bénéfice de la loi qui, dans l'accomplissement de sa tâche, aurait commis une faute inexcusable » et elle a, du même coup, fait remarquer « qu'une telle distinction entre les accidents arrivés dans les mêmes lieux et pour les mêmes causes multiplierait les procès entre patrons et ouvriers et serait par là même manifestement contraire à l'esprit de la loi qui, dans un but d'apaisement et de concorde, a voulu en diminuer le nombre ».

Spécialement si un ouvrier est blessé dans l'atelier à l'heure du travail par un engrenage qui lui a broyé l'extrémité de plusieurs doigts, et cela en allant demander du papier à cigarettes à un camarade, l'indemnité ne peut pas lui être refusée parce que son geste, essentiellement normal et anodin de sa nature, n'a eu des conséquences malheureuses et absolument extraordinaires, que par le fait des machines au milieu desquelles cet ouvrier était obligé de vivre. V. Cass. Civ. 17 février 1902. S. P. 06-1, 177 déjà cité. Dans le même sens, il a été décidé

C. Civ. 15 novembre 1911, *Journal du Palais*, P. 1913 « que l'accident dont un ouvrier est victime dans l'intérieur de l'usine, au cours des démarches faites pour recevoir du chef d'entreprise le salaire convenu, doit être considéré comme un accident du travail sans qu'il y ait lieu de rechercher si le contrat de louage qui liait les parties, subsistait ou non au moment de l'accident ; qu'en effet, le travailleur obligé de revenir à l'usine, pour toucher le prix de son travail, doit y être protégé dans les mêmes conditions que celles sous l'empire desquelles il y a travaillé. »

Rien ne peut, mieux que ces motifs et cette solution, démontrer l'importance de la création de risque et de l'obligation quasi-contractuelle qui en découle : « le contrat de travail ne subsiste que pour le passé, l'ouvrier y ayant mis fin pour l'avenir par la seule manifestation de sa volonté » ; ce n'est donc pas à raison de l'accomplissement de son travail que l'ouvrier est protégé en l'espèce. Sans doute, les rédacteurs de l'arrêt ont pris soin de faire remarquer que celui qui va toucher son salaire doit être protégé à l'atelier où il se rend, dans les mêmes conditions que celles où il y a travaillé », mais ces expressions signifient seulement que, soit au moment où s'accomplit la besogne professionnelle, soit au moment où on la rémunère, la responsabilité du patron ne découle pas seulement des obligations *traditionnelles* du louage de services, puisqu'on peut la concevoir et l'admettre alors que ces obli-

gations ont pris fin. Certes, dans l'hypothèse qui nous occupe le paiement n'était pas encore effectué mais la survivance de l'obligation de payer, ne peut avoir d'influence sur la responsabilité que parce qu'elle motive la présence du travailleur à l'atelier à un moment où il ne travaillait pas, et où il ne devait pas travailler et parce qu'ainsi, elle met l'ouvrier à l'abri de tout reproche de création de risque. Ces réserves faites, s'il faut expliquer pourquoi le salarié doit être protégé contre les risques du milieu où on le contraint de pénétrer en dehors de tout travail, on est bien obligé d'admettre que le chef d'entreprise répond d'une organisation dont il profite et dont par suite les dangers lui sont à la fois imputables et avantageux.

C'est évidemment dans ce sens et avec plus de libéralisme encore que la Chambre Civile, 27 décembre 1911, G. du Palais 1,383 P. — 1913, accorde l'indemnité forfaitaire à l'ouvrier qui a été victime d'un accident pendant son sommeil, à un moment où il était autorisé à sortir de l'usine pour son repos de midi, car dit l'arrêt, « il importe peu que le travailleur soit libre de quitter l'atelier s'il est autorisé à y rester puisque, s'il use de cette dernière faculté, il ne le fait que sous l'autorité du chef d'entreprise et par suite sous sa responsabilité. »

Bien plus, en étudiant les manifestations jurisprudentielle, on découvre des solutions tellement extensives du point de vue qui nous occupe,

qu'on ne peut les admettre que sous certaines réserves. Voici un ouvrier, par exemple, qui quitte la table de travail pour aller voir fonctionner une machine à peler placée dans le même atelier, il est blessé par le fait de cette machine qui lui déchire deux doigts de la main droite. La Cour suprême, Requêtes 18 février 1908 S.P. 10 — 1,252 décide qu'il y a accident du travail sans s'arrêter à cette objection du pourvoi que l'accident se serait produit dans une partie de l'atelier où le travail de la victime ne l'appelait pas et où elle se serait rendue, malgré la défense qui lui en avait été faite, dans un simple but de curiosité et d'amusement.

Pour motiver leur décision, les rédacteurs de l'arrêt, après avoir rappelé le principe directeur d'après lequel « le risque professionnel mis à la charge du patron n'est pas seulement inhérent à la besogne assignée, mais encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise » déclarent « qu'il importe peu que l'ouvrier n'ait pas obéi à une injonction de prudence si le patron n'a pas pris les mesures propres à le mettre à l'abri de son imprévoyance ».

A coup sûr, si dans l'espèce qui nous occupe, il s'agissait d'un ouvrier ordinaire, je ne comprendrais pas qu'on lui réserve le bénéfice de la loi, alors qu'il aurait abandonné son poste de travail pour satisfaire une vaine curiosité, et je déciderais bien au contraire que la création de risque lui étant imputable, il n'y a pas lieu de lui accorder d'indemnité

en cas d'accident. Aussi bien, la décision de la Chambre des Requêtes, qui, d'une façon générale me paraîtrait critiquable, ne peut, à mon sens, échapper à de redoutables objections qu'à raison du jeune âge de la victime, et parce que l'arrêt fait remarquer avec insistance que l'ouvrier blessé par la machine à polir n'était âgé que de 14 ans. On comprend alors sans peine que le patron doive exercer son autorité d'une façon à la fois plus paternelle et plus rigoureuse, et je ne vois pas d'inconvénient à décider que sa responsabilité sera admise, si la victime de l'accident est un enfant, bien que des précautions suffisantes pour mettre un ouvrier adulte à l'abri de son imprévoyance aient été prises ; mais alors, à mon sens, le patron répond d'une création de risque générale et non pas spéciale. (Voir deux. partie Sect. 3, Chap. 1 § 1).

S'il en était autrement, il serait très malaisé d'expliquer pourquoi un ouvrier qui quitte son travail pour aller, par amusement, causer à un camarade et qui est blessé par ce dernier, n'a pas droit à une indemnité, alors qu'on reconnaîtrait le bénéfice de la loi de 1898 à celui qui abandonnerait sa besogne par curiosité et serait blessé par la machine près de laquelle il se serait rendu sans raison.

À la vérité, on peut s'étonner que la Jurisprudence traite avec défaveur celui qui a recherché sans motif le voisinage d'un camarade, alors qu'elle ne refuse pas la bienveillance de ses solutions à celui

qui, pour une raison futile, ou tout au moins étrange au travail, (par exemple pour aller demander du papier à cigarettes), s'est déplacé au milieu de machines dangereuses et a été victime d'un accident. En réalité, la contradiction n'est qu'apparente et toute difficulté disparaîtra si l'on veut bien, dans l'étude des espèces qui paraissent analogues, mais qui diffèrent essentiellement, appliquer notre critérium, pour justifier des décisions opposées. Dans le cas, en effet, où l'accident résulte de la réunion de deux ouvriers, si cette réunion, non seulement n'est pas commandée par les nécessités du travail, mais encore s'accomplit au mépris des obligations professionnelles, on comprend aisément, que le risque qui peut en résulter et dont la réalité est attestées par l'accident, ne puisse pas être imputé au patron, et que ce dernier ne puisse être responsable que si le voisinage est obligatoire et le contact nécessaire entre les travailleurs. Au contraire, si l'ouvrier, tout en cessant son travail et en obéissant à une préoccupation futile, fait quelques pas dans l'atelier pour demander une cigarette et est blessé au cours de ce déplacement, on lui accorde l'indemnité forfaitaire, et à mon avis avec raison, parce que le risque dont il a été victime résulte, non de la démarche qui a été accomplie, mais du milieu où cette démarche s'est effectuée, non de la réunion de deux ouvriers mais des conditions dans lesquelles cette réunion a eu lieu, conditions auxquelles l'organisation de l'entre-

prise attache un caractère et un danger particuliers. Par ailleurs, le geste qui consiste à quitter sa place habituelle pour demander du tabac ou des cigarettes est essentiellement normal et fait partie d'une manière de faire absolument raisonnable, de telle sorte qu'il n'est pas possible de supposer, au moment où l'on se décide à accomplir ce geste, qu'il puisse entraîner un danger quelconque pour son auteur ; tandis qu'il en est tout autrement lorsqu'un ouvrier adulte quitte sa besogne pour aller provoquer ou plaisanter un camarade ou encore lorsqu'il s'approche sans raison et même malgré la défense du chef d'entreprise, d'une machine qui est d'autant plus dangereuse pour lui qu'il en ignore le mécanisme. Et quand, pour motiver l'indemnité, je souligne le caractère normal et raisonnable de l'acte à la suite duquel l'accident s'est produit, je n'entends pas rechercher si l'ouvrier a été coupable ou non d'accomplir tel ou tel geste, mais je prétends dégager l'élément qui permettra de décider si le geste est ou non par lui-même créateur de risques.

En résumé, c'est par l'idée de création de risque et d'enrichissement sans cause que l'on parvient à expliquer : 1° Pourquoi le travailleur qui taquine ou provoque un camarade dont le voisinage ne lui est pas imposé n'a pas droit à une indemnité en cas d'accident survenu de ce fait.

2° Pourquoi la solution est identique si l'ouvrier se déplace, malgré la défense du patron, pour aller

voir fonctionner la machine par laquelle il sera blessé, à moins qu'il s'agisse d'un ouvrier très jeune sur lequel doit s'exercer une autorité plus vigilante.

3. Pourquoi le bénéfice de la loi de 1898 est reconnue à celui qui est blessé en accomplissant un acte normal, raisonnable, anodin en soi, et qui n'est devenu dangereux qu'à raison du milieu où la victime a été obligée de se mouvoir.

Au contraire, si on repousse notre critérium on s'expose à distinguer malaisément des espèces qui ne se différencient guère qu'en les examinant sous un angle très spécial; bien plus, on est obligé, pour justifier des décisions identiques, de s'appuyer tantôt sur la théorie de la responsabilité du fait des choses et tantôt sur la théorie de la faute ou de la dette de sécurité dont les conséquences sont par ailleurs impuissantes à expliquer un grand nombre de manifestations jurisprudentielles.

Toujours en s'inspirant des mêmes principes et par une extension très légitime des règles déjà établies, on devra considérer comme susceptibles d'être sanctionnés les risques qui sont inhérents, à proprement parler, aux forces mises en œuvres dans une exploitation assujettie, mais à certains moyens fournis par la nature et utilisés sans aucune transformation pour un travail protégé. Un ouvrier, employé au déchargement d'une péniche de charbon, descend dans un bachot attaché à la péniche pour se laver avant de reprendre ses vêtements

ordinaires, il se noie; on accorde à ses ayants-cause les pensions forfaitaires, et je crois que c'est à bon droit, car ainsi que le dit fort justement la Chambre des Requêtes, 2 mai 1908 S.P. 1910 — 1,252 « c'est à raison de la nature de son travail que la victime a dû, sa journée finie, procéder à ses ablutions » à un endroit qui ne lui avait pas été interdit.

Par suite, c'est bien à raison d'une organisation nécessaire au travail et utilisée par le patron que le risque s'est réalisé à l'occasion un acte presque indispensable à la vie normale et ordinaire.

Quelles que soient donc les espèces, il semble que, par l'adoption de nos principes, on peut sans trop de peine arriver à l'unité de Jurisprudence et de doctrine.

§ 4. — Le risque d'accoutumance.

Dans le système consacré par les lois de 1898 et de 1906, la faute de l'ouvrier ne peut pas être considérée comme étant par elle-même un élément d'appréciation de la responsabilité patronale.

En premier lieu, la constatation d'une faute inexcusable, imputable au salarié, n'a pas pour résultat d'exonérer complètement le chef d'entreprise. (Voir Deux. Partie. Sect. 3. Chap. 2. § 1).

En second lieu, l'exonération, quand elle existe, se mesure à l'aggravation non professionnelle du risque professionnel. (Voir deux. partie, Sect. 3, Chap. 2, § 1.

En troisième lieu, le travailleur se voit refuser le bénéfice des indemnités forfaitaires alors même que l'acte qu'on lui reproche n'a, au point de vue délictuel ou quasi-délictuel, qu'une gravité très légère ; mais peut être considéré comme la cause unique de la création du risque. (Voir Deuxième partie, Sect. 3, Ch. 1).

En quatrième lieu, la faute, même caractérisée, n'empêche pas l'application des lois protectrices pourvu que le risque qui se réalise, en pareil cas, soit imputable au patron ou aux circonstances du travail. Il en est ainsi lorsque l'accident est dû à l'accoutumance.

On entend par accoutumance l'état d'esprit qui dispose à commettre facilement des imprudences, par suite du mépris du danger que l'on a l'habitude de courir.

L'inconvénient d'une pareille disposition est manifeste, car la prudence qui détermine à observer les précautions normales ou même extraordinaires, l'appréhension raisonnable des périls auxquels on est exposé, sont les meilleures garanties contre les accidents.

D'ailleurs, le sentiment de crainte en face du danger est essentiellement naturel et on en remarque les manifestations chez tous les individus, quoiqu'à des degrés différents. Si, par conséquent, le travailleur, à un moment donné de sa vie professionnelle, arrive à perdre la conscience des périls qui le menacent et à négliger les moyens de s'en

garantir, on est bien obligé d'admettre d'abord que les risques augmentent pour lui dans la mesure où l'instinct de conservation a disparu pour faire place à une mentalité nouvelle et artificielle, et ensuite que les dispositions acquises sont un produit du milieu professionnel. Non seulement la sensation éprouvée par le travailleur d'une habileté et d'une maîtrise chaque jour grandissantes fera naître une impression de sécurité et une confiance dangereuse parce qu'excessive, mais encore la conscience d'avoir échappé fréquemment au danger, entretiendra l'idée fausse mais tenace, d'une sorte d'invulnérabilité ; tandis que, d'autre part, la répétition des mêmes actes professionnels procurera des résultats identiques, soit parce que, l'attention devenant plus disciplinée, l'ouvrier s'absorbera dans son travail, au point d'échapper à toute autre préoccupation, soit parce que, au contraire, la besogne s'accomplissant d'une manière plus automatique et la fixité de l'attention étant moins nécessaire, le travailleur pourra perdre fréquemment la conscience du milieu où il vit.

C'est donc, sans conteste, la profession qui crée l'accoutumance et, du même coup, les risques que comporte un pareil état d'esprit. Au surplus, il n'est pas possible de nier que cet état d'esprit soit profitable à l'entreprise ; d'abord parce qu'il faut voir dans une telle disposition l'inévitable accompagnement de l'habileté et même de la virtuosité professionnelle ; ensuite parce que le rendement aug-

mente à mesure que s'accroît l'aisance de l'effort, enfin parce que le travailleur, en acceptant de courir habilement certains risques et en commettant d'utiles imprudences, réalise des arrangements et met en œuvre des procédés dont l'avantage est si évident que le patron va même jusqu'à en encourager la répétition. (Voir Deuxième partie, Sect. 3, Chap. 2), § 1. C'est dans ce sens que j'appréciais l'imprudence eu égard à son utilité et c'est dans ce sens aussi que la Jurisprudence excuse, à bon droit, tant de fautes en en faisant rentrer la possibilité et la fréquence dans le risque professionnel. Il serait, je crois, sans intérêt d'étudier ces décisions jurisprudentielles puisque les développements qui précèdent et notamment ceux relatifs à la création de risque par l'ouvrier (Voir page 55) et à la faute inexcusable (V. Deuxième partie, Sect. 3, Chap. 2, § 1), permettent de dégager par voie d'élimination les cas où le patron doit répondre du risque d'accoutumance.

§ 5°. — Le Risque dérivant de l'action non spontanée des forces
de la nature

La Jurisprudence sanctionne ce risque en principe avec fermeté en décidant que le patron est responsable des accidents occasionnés par les forces de la nature toutes les fois que le travail « a contribué à mettre ces forces en action ou qu'il en a aggravé les effets. »

V. Cass. civ., 10 Décembre 1902. S. P. 1903 — 1, 28, 29. V. aussi pages 63 et suivantes.

Ce point de vue est absolument conforme aux explications antérieures, car si un ouvrier est frappé par la foudre, par exemple, dans une entreprise assujettie à raison précisément des opérations professionnelles auxquelles il se livre et parce que les circonstances du travail ont pu déterminer l'action du fluide à s'exercer plus particulièrement sur un point où à s'y manifester d'une manière plus redoutable, il est certain que ce sont bien les conditions du fonctionnement de l'entreprise qui auront entraîné un risque spécial dont le patron doit répondre. Mais, par ailleurs, soit parce que la formule établie par la Cour suprême n'est pas suffisamment compréhensive, soit parce que les lois auxquelles obéissent les forces de la nature, et notamment la foudre, ne sont pas encore suffisamment connues, une certaine hésitation se manifeste quand il s'agit de résoudre les difficultés d'espèces et, quelquefois même, ce qui est plus regrettable, on en arrive à des solutions qui sont peu conformes à la justice.

C'est ainsi que la Cour de Toulouse, 11 juin 1903, S. P. 1904 — 2,236, a cru devoir, dans un arrêt, dont les derniers motifs peuvent d'ailleurs justifier le dispositif, énoncer cette singulière appréciation : « l'accidenté s'est noyé parce qu'il a été surpris, au cours de son travail, par une tempête violente c'est-à-dire, par une force de la nature dans la véritable acception du mot ; mais le fait d'extraire du sable

dans le Tarn n'a pu en rien contribuer à déchaîner la tempête ou en aggraver les effets. »

Je veux bien croire, en effet, que la tranquillité du Tarn ne dépend pas des faits et gestes d'un travailleur; mais je suis bien certain, d'autre part, que si la victime n'avait pas été obligée par son travail de traverser un bras du fleuve, la tempête aurait été, à son égard, parfaitement inoffensive, bien qu'en général les effets n'en eussent pas été modifiés, et je ne doute pas que le travail qui consiste à extraire du sable dans le lit ou dans les îles d'une rivière n'entraîne des dangers particuliers en exposant spécialement ceux qui s'y livrent au risque de s'y noyer. Aussi bien, la Cour a-t-elle agi prudemment, pour la solidité de sa décision, en ajoutant que « l'ouvrier était le maître de l'emploi de son temps et que, par suite, le patron n'avait pas sur lui l'autorité d'un patron vis-à-vis d'un ouvrier et ne pouvait, dès lors, encourir aucune responsabilité dérivant de la loi de 1898 ».

Je critique pareillement les décisions qui refusent l'indemnité forfaitaire au débardeur de bateaux frappé d'insolation pendant son travail. V. Trib. Civ. de Bayonne 20 mars 1900 — D. P. 01 — 2,341, car les opérations qui constituent ce travail, étant particulièrement pénibles et s'effectuant en plein soleil, me paraissent comporter un risque spécial d'insolation.

Je constate, au contraire, dans un jugement du Trib. Civ. de Cahors, 2 mars 1910 — S. P. 11. — 2,59

déjà cité pour partie, l'excellence des principes et l'exactitude de la solution. Il s'agissait d'un ouvrier frappé par la foudre alors que, travaillant sur une ligne de chemin de fer, il s'était réfugié dans une guérite au-dessus de laquelle passaient, à un mètre de hauteur, des fils télégraphiques. Le tribunal décide qu'il y a accident du travail parce qu'il est certain que « pour qu'il y ait lieu, en France, à l'application de la loi de 1898, il suffit que les conditions dans lesquelles a travaillé l'ouvrier aient aggravé pour lui les risques d'être atteint par l'accident dont il a été victime, de sorte que, partant de ce principe, la doctrine française paraît admettre que les ouvriers, obligés par leur travail à rester pendant un orage en contact ou à proximité d'un ou plusieurs des objets généralement considérés comme bons conducteurs d'électricité, se trouvent exposés plus que les autres au danger d'être foudroyés et que ce danger devient pour eux un risque professionnel garanti par la loi de 1898 ».

Si l'on rapproche de la règle établie par la Cour suprême l'intéressante argumentation du tribunal de Cahors, l'inspiration juridique des formules ordinairement employées apparaît très claire et le critérium destiné à en diriger l'application devient plus sûr. Le tribunal de Cahors considère, en effet, que tout ouvrier est, comme homme, exposé au risque d'être atteint par les forces de la nature, de telle sorte que seule une aggravation de ce risque

humain peut, en cas d'accident causé par la foudre, et quand cette aggravation est imputable aux circonstances du travail, motiver la responsabilité forfaitaire du patron, ce qui revient à dire que la création de risque est la base véritable de la responsabilité prévue par la loi de 1898.

D'autre part, comme l'aggravation de risque peut résulter aussi bien d'un acte quelconque du chef d'entreprise que la nature particulière de la besogne assujettie, il convient, même dans la matière qui nous occupe et aux termes de la décision qui nous intéresse, de rattacher la création spéciale à la création générale de risques. V. Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 1, § 1.

C'est ainsi que le tribunal de Cahors raccorde par un lien logique les décisions qui, en matière d'accidents causés par la foudre, font dépendre la responsabilité forfaitaire, soit d'un ordre du patron soit même de la présence de l'ouvrier, avec les arrêts qui se bornent à sanctionner les risques dérivant des conditions spéciales du travail. V. Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 3, § 1 et suivants.

Par là, on voit, une fois de plus, comment la théorie du risque professionnel est à la fois précisée et élargie par la théorie du risque créé et de l'enrichissement sans cause.

TROISIÈME PARTIE

Exposé critique des théories de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail

Les doctrines relatives à la responsabilité patronale en matière d'accident du travail vont être étudiées maintenant avec quelques détails, car elles ne paraissent pas avoir perdu leur intérêt même après les dispositions législatives de 1898 et de 1906. A l'exception, en effet, de la théorie de la faute subjective, qui ne peut plus retenir aujourd'hui l'attention, si ce n'est par sa prétendue survivance dans les textes de la faute inexcusable, les autres essais d'explication du risque professionnel conservent toute leur actualité, soit parce que les préoccupations de garantisme inspirées de la théorie de la dette de sécurité sont représentées comme la solution idéale du problème de la responsabilité

patronale, soit parce que l'idée d'appliquer les articles 1382, 1383 ou 1384 à toutes les créations de risques pourrait, si elle était exacte, systématiser ou assouplir les dispositions actuelles.

SECTION I

La Théorie de la faute ordinaire

Durant plusieurs années, la doctrine et la Jurisprudence n'ont pas hésité à se cantonner dans l'application ordinaire des articles 1382, 1383, 1384, C. C. le patron répondant de sa faute et de celle de ses préposés, et à plus forte raison des délits criminels des articles 319 et 320, code pénal. Les inconvénients de cette manière de voir et de juger devinrent rapidement intolérables, car l'ouvrier, titulaire d'une créance dont la cause unique était la faute du patron devait, pour satisfaire à la charge de la preuve, établir le fait générateur de son droit, c'est-à-dire le délit ou le quasi-délit, ce qui, en général, n'était pas chose facile. Les témoignages, en effet, étaient souvent précaires, soit parce que les témoins, ouvriers peut-être nomades, étaient difficiles à retrouver, soit parce que certains spectateurs de l'accident, contre-maitres ou camarades d'atelier, ne pouvaient pas déposer avec une entière liberté d'esprit, par crainte du patron ou des responsabilités.

D'autre part, le souci de diriger une procédure longue, difficile, compliquée par la nécessité d'obtenir l'assistance judiciaire, était écrasant pour un ouvrier blessé ou impotent ou pour ses ayants-cause, alors surtout que l'adversaire ordinaire était une Cie d'assurances qui désirait utiliser les ressources de son contentieux et cherchait à lasser, par une procédure sans merci, des réclamations dont le succès était rendu aléatoire par les difficultés de la preuve. Aussi bien, songea-t-on, dès 1882, à introduire, par un système de présomption de faute, un renversement de la preuve au profit de l'ouvrier.

Cette modification, se présentant dans la pensée de ceux qui en proposaient la réalisation, comme une dérogation au droit commun, le champ d'application de la réforme pouvait se trouver rétréci. Et l'on ne manqua pas de reprocher aux promoteurs de l'innovation une violation des principes aussi manifeste qu'inutile. C'est alors qu'on se mit à rechercher dans la théorie de la dette de sécurité le moyen juridique de corriger les inconvénients révélés par la pratique journalière.

Aujourd'hui, la théorie de la faute ordinaire ne présente plus qu'un intérêt historique, surtout si l'on admet que le législateur au cours des récentes manifestations protectrices, n'a été nulle part inspiré par l'idée du quasi-délit, même lorsqu'il a rédigé les textes de la faute inexcusable.

SECTION II

Les théories de la responsabilité contractuelle.

C'est Marc Sauzet qui a soutenu en France avec le plus d'éclat la théorie de la dette de sécurité, dans son opuscule « de la Responsabilité du Patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels ». A ce titre, il peut, à bon droit, être considéré comme l'inspirateur des théories de la responsabilité patronale contractuelle.

Frappé de l'insuffisance juridique des systèmes de présomption de faute, comme aussi des inconvénients que ces systèmes prétendaient corriger, Sauzet a démontré, non sans bonheur, qu'on pouvait, en cessant d'attribuer à la responsabilité patronale une origine délictuelle, éviter la plupart des difficultés considérées jusque-là comme redoutables.

L'ouvrier, en effet, aurait été maltraité au point de vue de la preuve, non parce qu'il était demandeur, mais parce qu'on le supposait demandeur en vertu

de l'art. 1382, de sorte qu'il aurait suffi, pour renverser les conséquences de l'art. 1315, de fonder le droit de la victime d'un accident sur d'autres textes du droit commun, spécialement sur les articles relatifs au contrat de louage. Le but désirable aurait été ainsi atteint, non par une dérogation aux règles ordinaires, mais par un changement de point de vue dans l'application du droit commun, le contrat de travail engendrant pour le patron, outre l'obligation principale de payer le salaire, une obligation de sécurité, base d'une responsabilité contractuelle.

Cette obligation n'aurait pas été autre chose que la charge tacitement consentie par le patron « de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie des ouvriers » ; par conséquent l'ouvrier, atteint dans son intégrité physique et obligé de recourir à une procédure pour le règlement de l'indemnité, devait être considéré comme ayant satisfait à l'art. 1315, quand il avait prouvé l'accident et la convention de louage, de sorte qu'il appartenait au défendeur, c'est-à-dire au patron, s'il voulait décliner toute responsabilité, d'établir qu'il s'était libéré de l'obligation résultant du contrat de travail. Ce système procurait ainsi à l'ouvrier, dans le duel des moyens engagés avec le patron, l'avantage d'une défensive facile ; d'autre part, les conditions de fond de la responsabilité patronale, pouvaient, à mon sens, se trouver sensiblement modi-

fiées. Ce n'est pas à dire pour cela que Sauzet ait entendu opposer cette responsabilité à l'idée de faute *en général* : il demeure bien admis que le patron échappe à tout recours quand il démontre qu'il n'a rien à se reprocher, et qu'au contraire il succombe s'il peut être considéré comme n'ayant pas accompli tout ce que lui commandaient les obligations par lui assumées. Il est donc bien entendu que, même dans ce système, la responsabilité suppose une action ou une abstention contraire au droit, une violation du droit d'ailleurs absolument étrangère aux articles 1382 et suivants C. C., violation dont on ne peut réussir à dégager la véritable nature juridique, qu'en admettant la dualité de la faute et en opposant à la faute délictuelle la faute contractuelle.

On caractérise généralement, en effet, la faute délictuelle en la définissant : « Un fait productif d'obligations qui s'est produit entre personnes juridiquement étrangères l'une à l'autre » ; or, précisément, pour repousser dans la matière qui nous occupe, l'application de l'art. 1382, Sauzet remarque très justement que le patron et l'ouvrier, bien loin d'être juridiquement étrangers l'un à l'autre, sont très étroitement liés par le contrat de travail dont la pleine exécution est de nature à retentir sur la sécurité de l'ouvrier, alors surtout que ce dernier, placé dans un état manifeste de dépendance, ne pourra pas discuter l'organisation et les modalités dont il sera peut-être la victime. Il est donc naturel que

l'on ne traite pas de la même manière les tiers et les co-contractants, surtout si l'on tient compte que, par le contrat de travail, l'homme dispose de sa personne et que les résultats de cette opération juridique pourront plus directement, que s'il s'agissait d'un autre accord, intéresser son intégrité physique.

Si, par conséquent, on ne conteste pas le point de départ de Sauzet et si l'on admet l'existence d'une obligation de sécurité, on n'a pas de peine à comprendre que la faute qui résulte de la méconnaissance de cette obligation soit régie par d'autres règles que la faute délictuelle parce qu'il est très apparent que l'obligation conventionnelle de sécurité devra être plus précise que cette obligation légale dont l'inexécution entraîne l'application des articles 1382 et suivants C. C.

On en arrive ainsi à une conclusion que les partisans de la dette de sécurité n'ont pas tous admise à savoir que la théorie de la responsabilité contractuelle procure à l'ouvrier non seulement des avantages de preuve, mais aussi des avantages de fond, en ce sens que le patron, obligé de se disculper en cas d'accident et par le simple fait de l'accident, est tenu de justifier de précautions dont l'omission n'entraînerait pas sa responsabilité si son adversaire devait établir qu'une faute délictuelle a été commise. J'entends par là que celui auquel la loi demande simplement de respecter la santé et la vie

des tiers, est moins responsable, est tenu à moins de diligence que le patron qui a promis la sécurité à l'ouvrier dont l'intégrité physique est à chaque instant menacée par l'exécution du contrat de travail. Ce point de vue n'est pas admis par Sauzet et je m'en étonne, car le maître voit dans la dette de sécurité un contrepoids de la dépendance de l'ouvrier et pour ainsi dire de l'autorité du patron, de sorte qu'il faudrait, en bonne logique, adopter des conclusions différentes dans tous les cas où il n'y a ni dépendance, ni autorité. Au surplus, les arguments ultérieurement développés dans l'opuscule : « de la Responsabilité des Patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels » semblent justifier notre point de vue. Il est dit, en effet, que l'application de la théorie de la responsabilité contractuelle, entraînant automatiquement un renversement de la preuve, le patron sera directement incité à rechercher et à mettre en œuvre les appareils et les organisations les plus susceptibles de préserver l'ouvrier de tout accident. Mais en sera-t-il ainsi uniquement, comme le dit Sauzet, parce que le patron voudra se réserver une facilité de preuve ? Si telle était la vérité, le chef d'entreprise se mettrait à l'abri de tout recours en établissant que les mesures réglementaires de protection ont été observées. Or, de l'aveu même de Sauzet, la responsabilité, dans le système contractuel, doit être admise quand les précautions utiles, réglementaires ou non ont été négligées, tandis qu'il ne peut y avoir

faute au sens de l'art. 1382 que s'il y a eu méconnaissance des prescriptions légales. C'est donc bien qu'il existe une différence de fond entre la responsabilité dérivant du contrat de travail et celle dérivant de l'article 1382 et c'est aussi à raison de cette différence et non pas par suite du renversement de la preuve que les subrogations des Cies d'assurances au patron deviendront plus rares ; car c'est surtout alors qu'il sera exact de dire que « les Cies augmentent leurs tarifs pour équilibrer des risques plus graves et que les patrons s'éloigneront d'une forme d'assurances désormais trop coûteuse. »

Quoi qu'il en soit, et quelle que puisse être l'opinion que l'on professe sur l'étendue de la responsabilité contractuelle, la théorie de la dette de sécurité, même dans sa forme primitive n'en présente pas moins le plus haut intérêt. Cette théorie a été soutenue avec un grand talent soit en France soit en Belgique ; elle a procuré à l'ouvrier des avantages incontestables ; elle a préparé des réformes nécessaires, enfin (et c'est pour ce motif notamment qu'on ne peut en négliger l'étude ni en méconnaître l'importance quand on cherche à dégager le fondement rationnel de la responsabilité patronale), elle a ouvert des horizons nouveaux. Du jour, en effet, où, pour répondre à des besoins impérieux, des esprits éminents ont pu faire admettre que le patron ne se libérerait pas complètement vis-à-vis de l'ouvrier par le paiement du salaire convenu, un grand pas

était fait : le germe de bien des systèmes était contenu dans cette idée que le patron pouvait, après exécution de l'obligation principale et en dehors de l'art 1382, se trouver encore lié par des obligations actuelles ou éventuelles.

Sur cette base, des travailleurs nombreux ont construit : les uns, novateurs dès l'origine, ont pensé que l'obligation patronale ne pouvait être qu'éventuelle et ils ont cherché dans la théorie du risque créé, la solution du problème ; les autres, plus fidèles à la pensée des maîtres, mais l'élargissant singulièrement, ont assuré à l'ouvrier une protection pouvant s'étendre jusqu'aux détails de la vie non professionnelle. Il y a lieu seulement de regretter que ces derniers, justement désireux de réformes sociales, aient accepté sans contrôle un point du vue juridique très contesté et surtout aient méconnu, dans le développement de leur système, les enseignements de la science comme de la vie économique.

Leur garantisme est, en effet, fragile dans son principe et critiquable dans ses conséquences. Au moment où la théorie de la dette de sécurité proprement dite recueillait de marquantes adhésions, il s'agissait moins d'instituer un système de responsabilité que d'écarter les inconvénients particuliers d'un système de preuves, à tel point que nous avons vu Sauzet retrécir, à tort, semble-t-il d'ailleurs, à de purs avantages de forme, la portée de son innovation. A ce moment, une hypothèse ingénieuse

pouvait paraître suffisante, elle encourageait les essais de systématisations et elle procurait l'occasion de réaliser juridiquement des modifications pratiques dont personne ne contestait la nécessité. Du jour, au contraire, où l'on entendait déborder non seulement les solutions jurisprudentielles antérieures à 1898, mais aussi les textes nouveaux plus favorables, du jour où l'on prétendait légitimer des conséquences à première vue déconcertantes, il ne suffisait plus de partir sur une hypothèse. C'est cependant ce qui eût lieu. Les doctrines du garantissisme supposent, en effet, l'existence d'une dette de sécurité ; or, ni le système de Sauzet, ni les théories ultérieures qui l'élargissent, ne parviennent à démontrer que le patron ait entendu assumer pareille charge ; aussi bien, pour répondre à ceux qui font découler la responsabilité du chef d'entreprise de son contrat même, il est courant de leur objecter que l'on réussit à découvrir dans la convention de travail, l'obligation de sécurité seulement quand on l'y a mise, Sauzet l'y a donc mise et, pas plus que ses successeurs, il ne me paraît avoir réussi à démontrer qu'il avait eu raison de l'y mettre.

C'est, à mon sens, sans succès, quoique non sans mérite, que cet auteur a essayé d'établir que le silence de la loi n'avait pas, en la matière, une signification essentielle. L'argument utilisé est double :

1^o L'article 1799, relatif aux effets du contrat de travail, ne parle point de l'obligation de payer le salaire, pas plus que de l'obligation de sécurité et

cependant l'existence de la première n'est ni douteuse, ni contestée ;

2^o L'obligation imposée au patron de justifier qu'il a pris toutes les mesures de sécurité, n'est pas un hors-d'œuvre juridique, mais se rattache à une théorie générale.

Ni l'un, ni l'autre de ces arguments ne me semblent décisifs.

En premier lieu, l'article 1799 ne parle pas de l'obligation de payer le salaire ; mais il n'en est pas de même de l'article 1710 qui, en analysant la nature du contrat de travail, indique que le salaire est au nombre des éléments constitutifs de cet accord. En second lieu, les articles 1733, 1952, 1954, 1789 mettent bien à la charge du locataire, de l'aubergiste ou de l'ouvrier à façon l'obligation d'établir l'absence de toute faute de leur part quand la chose qui leur est confiée pour en jouir, pour la garder ou pour la transformer vient à périr, mais il est certain, et Sauzet pressent l'objection que, dans ces trois hypothèses, il en est ainsi parce que la loi a prévu expressément l'obligation de restituer la matière première ou de rendre la chose louée ou déposée. Au contraire, dans notre cas, rien de semblable. Certes, il est possible de considérer l'ouvrier comme bailleur et le patron comme locataire d'une force de travail ; mais je ne réussis pas à m'expliquer si le législateur a vraiment voulu grever le patron de l'obligation ordinaire de rendre, qu'il ait pu

garder le silence quand il eût été particulièrement intéressant de s'expliquer en présence d'une location originale dont l'aspect pouvait paraître étrange et le mécanisme délicat. Quant à dire qu'il y a analogie entre la chose louée, objet des baux ordinaires et la force humaine, objet de contrat de travail, je le conteste absolument. La force humaine ne se présente pas comme une entité distincte de l'organisme dont elle émane, par conséquent louer sa force, c'est se louer soi-même, comme l'exprime fort bien le langage populaire et comme le reconnaît Sauzet qui insiste sur l'état de dépendance où se trouve placé l'ouvrier. Dans ces conditions, il me paraît délicat d'assimiler la location de la personne et la location de la chose ; car si l'obligation de restituer des art. 1733, 1789, 1952, 1954 m'apparaît comme le corollaire du droit de propriété du bailleur, je ne découvre rien de semblable dans une situation où il ne peut être question de droit de propriété, notamment parce que la propriété et le propriétaire se confondent.

J'estime donc que l'analogie dont excipe Sauzet ne ressort ni de la pensée du législateur, ni de la nature des opérations juridiques comparées, et qu'ainsi la solidité de l'argument principal, se trouve d'ores et déjà très compromise.

Beaucoup plus décisifs, au contraire, sont les raisonnements par lesquels le maître souligne « que l'obligation patronale est une conséquence de la situation faite à l'ouvrier et de la fonction de l'indus-

triel, à tel point que les questions de responsabilité ne doivent pas se poser entre patrons et ouvriers, entre co-contractants subordonnés l'un à l'autre, comme elles se poseraient entre étrangers ». Mais, qu'on le remarque bien, ce point de vue peut être intégralement admis sans que l'origine contractuelle de la responsabilité patronale se trouve pour cela démontrée. Une pareille manière d'envisager la question fait ressortir lumineusement les inconvénients et les lacunes de la théorie délictuelle ; elle indique la nécessité d'une protection particulière pour l'ouvrier à raison de sa fonction, du milieu où il travaille, des dangers dont sa dépendance aggrave la menace ; mais elle ne prouve nullement que l'ouvrier doive être protégé parce que le patron lui a tacitement garanti la sécurité.

Dans la mesure donc où la formule de Sauzet établit une relation entre la fonction et la responsabilité, nous pouvons accepter cette formule, la divergence de vues s'accusant seulement quand il s'agit de décider si la responsabilité patronale dérive de l'accord originel ou des risques ultérieurs, de la volonté des parties traçant la loi et les garanties du travail, ou du retentissement du risque sur le gain du patron d'une part et la sécurité de l'ouvrier de l'autre part. Dans le premier cas, la responsabilité existera parce que les parties auront voulu qu'elle existe ; dans le second cas, elle interviendra pour que certains résultats contraires à la justice puissent être écartés. On comprendra alors que les par-

ties puissent aisément modifier ou défaire ce qu'elles-mêmes ont fait et qu'au contraire un pareil arbitraire ne soit pas admissible en face des exigences de l'équité ; d'où il suit que la responsabilité, sous sa première forme, sera facultative et élastique, tandis que sous la seconde, elle se présentera avec un caractère de nécessité et de précision. Deux conséquences pratiques vont ainsi immédiatement apparaître.

En premier lieu, si la responsabilité purement contractuelle est, comme il convient en bonne logique, à la merci des parties, non seulement on devra admettre que le patron pourra, dans le silence de la loi, s'exonérer par des clauses qui deviendront rapidement des clauses de style, mais encore il sera fort malaisé de frapper ces clauses de nullité absolue, même par un texte précis. Par ailleurs, si la sécurité de l'ouvrier est dans le commerce, les majorations de salaire, quand elle coïncideront avec une augmentation des risques, pourront être considérées comme le prix du rachat de la dette de sécurité. En tout cas, il serait bon que, sur ce point, les partisans de la responsabilité contractuelle s'expliquent clairement. Certains, il est vrai, ont soutenu que la courbe des salaires ne correspond pas à la courbe des dangers, et ils ont cité à l'appui de leur point de vue des chiffres dont il est difficile de contester l'autorité ; mais, même si ces statisticiens ont raison dans la majorité des cas, notamment quand il s'agit de démontrer que les professions

les plus périlleuses ne sont pas ordinairement les mieux payées ; il n'en reste pas moins, de l'aveu de Sauzet, que pour une même profession et pour un même travail, les salaires peuvent varier suivant que la défectuosité et le perfectionnement de l'organisation sera de nature à diminuer ou à augmenter la sécurité des travailleurs.

Dans quelle mesure alors l'obligation patronale sera-t-elle affectée par ces fluctuations ? Sauzet répond que les majorations de salaire ne sont pas susceptibles de modifier, en la diminuant, la dette ordinaire de sécurité, parce que ces majorations sont destinées uniquement à compenser les risques contre lesquels l'ouvrier n'est pas garanti par la responsabilité du patron. Dans l'esprit de l'auteur, ces risques sont ceux dont la réalisation, imputable à des cas fortuits ou à des fautes de l'ouvrier, se produisent d'autant plus fréquemment que par hypothèse les conditions de fonctionnement de l'entreprise sont moins normales et moins sûres.

Mais ici, j'avoue que je ne comprends plus ; si, comme pouvait le croire Sauzet, les oscillations du salaire représentent seulement les fluctuations de risques inhérentes aux différences d'organisation et non point celles qui sont inhérentes aux différences de professions, je ne réussis pas à apercevoir que les risques ainsi couverts par les majorations soient étrangers à la responsabilité patronale. Du moment, en effet, où le péril est plus grand

parce que l'organisation du travail est moins bonne, les conséquences préjudiciables, si un accident se produit, devront être imputées, non pas au cas fortuit, mais à une méconnaissance par le patron de sa dette de sécurité. Et si, en pareil cas, le chef d'entreprise parvient à s'exonérer par une augmentation de salaire, on est bien obligé de convenir qu'il y a eu rachat partiel de la dette de sécurité ; mais, de là possibilité d'un rachat partiel à la possibilité d'un rachat total, il n'y a qu'un pas et ce pas peut être aisément franchi.

Il est certain, en effet, que, dans l'hypothèse déjà examinée, l'insuffisance de l'organisation du travail est de nature à rendre les accidents plus nombreux et la responsabilité patronale plus lourde. Puisqu'en pareil cas, le chef d'entreprise parvient à échapper à une responsabilité supplémentaire par un supplément de rémunération, on ne voit pas pourquoi le paiement du salaire normal ne serait pas considéré comme emportant rachat de la responsabilité ordinaire, et pourquoi ce qui se produit pour l'accessoire ne se produirait pas pour le principal ; mais il serait alors impossible de concilier l'obligation de sécurité avec la rémunération du travail, et la théorie de la responsabilité contractuelle se trouverait compromise aussi bien dans sa base que dans ses développements.

Jusqu'ici donc, les conséquences de l'idée de responsabilité convenue nous paraissent peu aisées à défendre ; quant aux autres résultats pratiques, ils

ne sont pas plus acceptables et il suffit de les examiner sommairement pour se convaincre de l'imprécision et de l'impossibilité du garantisme.

Le professeur Sauzet, avons-nous dit, assimile la dette de sécurité à une obligation ordinaire, à tel point que le débiteur, à défaut d'exécution, se trouve libéré, conformément au droit commun, quand il sera démontré que l'inexécution, bien loin de lui être imputable, provient par exemple du cas fortuit.

Ce point de vue a été contesté, et il pouvait l'être juridiquement et socialement. Juridiquement, parce qu'il ne suffisait pas de comparer le patron à un locataire et d'écarter, sans les résoudre, les objections soulevées par une pareille assimilation ; il fallait encore, après avoir admis d'autorité l'existence d'une dette de sécurité, en dégager la véritable nature juridique. Or, là, précisément, résidait la difficulté ; car ce sont choses fort différentes que de garantir la sécurité à une personne ou de promettre la restitution d'un objet. Non seulement, en effet, le travail en général et le travail industriel en particulier exposent la personne à des risques dont il ne peut pas être question par la matière inanimée, non seulement les causes de destruction de la vie ou de diminution de la force humaine ne peuvent pas être comparées avec celles qui atteignent ou affectent les choses, mais encore l'existence et l'usage de la liberté humaine doivent être considérées comme étant susceptibles, par eux-mêmes, de don

ner au cas fortuit, dans les diverses manifestations de la personnalité, un caractère original et des effets spéciaux. Si, par conséquent, on suppose que le patron a, par le contrat de travail, voulu assumer un engagement aussi onéreux que la garantie de sécurité, on ne peut pas appliquer à sa promesse les causes ordinaires de libération, puisque rien dans sa dette, ne se rapproche du droit commun, ni l'objet, ni les modes d'exécution, ni les cas fortuits.

Socialement parlant, d'ailleurs, l'application, en pareil cas, des règles ordinaires conduit à des résultats manifestement critiquables. L'ouvrier se verrait promettre la sécurité et la plupart des accidents le laisseraient sans recours ! L'utilité de son travail, la prudence de ses procédés, la correction de son attitude auraient beau être manifestes, il serait désarmé pour le seul motif qu'aucune faute n'aurait été commise et que la réalisation du risque aurait désoncerté les prévisions humaines ! Il serait la victime sans remède d'une organisation dont le chef d'entreprise aurait seul profité et que lui-même aurait subie sous la foi d'une garantie illusoire ou sous l'empire d'une nécessité inéluctable ! Evidemment, la difficulté eût été extrême si l'on s'était simplement conformé aux principes. Aussi, ceux qui tentaient d'accommoder ces principes aux exigences de la vie aperçurent-ils bien vite la nécessité des solutions extensives ; mais là devaient apparaître de fâcheuses imprécisions ; l'existence de la dette

de sécurité n'était pas démontrée, sa nature n'était pas connue ; comment alors délimiter l'étendue de l'obligation patronale ? Les tendances généreuses avaient ainsi une belle occasion de se manifester ; malheureusement, elles ne purent ni se justifier économiquement, ni se préciser juridiquement.

Certains auteurs proposèrent de décider « que tout accident survenu à l'ouvrier pendant qu'il serait au service du patron, se trouverait quelle que soit sa cause à la charge du patron » ; les autres plus audacieux, pensèrent qu'il serait bon que « tout accident atteignant l'ouvrier soit à la charge du patron quel que soit le lieu et le temps où cet accident se serait produit ».

Incontestablement, le dernier de ces projets présentait à la fois un avantage de simplicité puisque son adoption coupait court à tout procès et un avantage d'humanité en ce sens que « les suites pécuniaires terribles de l'accident, toujours les mêmes, pour la victime ou sa famille seraient indistinctement indemnisées dans tous les cas. »

V. Morin 1903. — Thèse Paris p. 98.

Cependant l'auteur de ce second système a bien aperçu que, malgré l'excellence des intentions, la question n'en demeurerait pas moins très complexe et il s'est demandé, non sans inquiétude, « si l'avenir économique du pays, qui dépend de la prospérité des industries », résisterait à une pareille extension de la responsabilité patronale. C'est pourquoi il a cru préférable de se rallier au premier système

dont on ne nous a indiqué, d'ailleurs, ni les modalités, ni l'origine juridique.

Naturellement, une pareille imprécision est fâcheuse, car il est au moins malaisé de faire admettre des explications ou de réaliser des réformes quand, en même temps, on n'indique pas les constructions ou tout au moins les notions juridiques susceptibles de les motiver et de les justifier.

Par ailleurs, même si l'on se place uniquement au point de vue de la justice sociale, il faut encore savoir se modérer : une innovation, quelque désirable qu'elle soit, est aléatoire et périlleuse quand elle n'est pas appuyée par le raisonnement et sur les réalités ; d'une part, parce que les oppositions qu'elle soulève sont plus faciles à légitimer et par suite plus difficiles à réduire ; d'autre part, parce que la responsabilité ressemble à la vexation quand on la base sur des sentiments et non sur des motifs. De même que les créances ordinaires deviennent illusoire à l'encontre d'un débiteur insolvable, de même on s'expose à des infériorités inquiétantes et à des réactions excessives quand on préconise une responsabilité sociale susceptible d'excéder les ressources des patrons et la vitalité des industries.

V. p. 42.

Il y a donc lieu de conclure que la théorie de la responsabilité contractuelle, qui pourtant représente une construction juridique intéressante et reflète des tendances légitimes, ne correspond ni dans sa forme première ni dans ses extensions ultérieures,

à la solution rationnelle du problème de la responsabilité patronale.

Critiquable dans son principe, dangereuse dans ses conséquences, elle ne peut ni motiver les résultats qu'elle propose, ni mesurer avec quelque précision la responsabilité. Suivant que prévalent les préoccupations juridiques ou sociales (car la dualité d'inspiration y est manifeste) la responsabilité du patron est ou trop étroite ou trop large par conséquent insuffisamment équitable:

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher le critérium nécessaire en se tournant vers les théories plus objectives du risque créé.

SECTION III

Les nouvelles théories inspirées des articles

1382, 1383 et 1384 C. C.

Ces doctrines présentent ce caractère commun d'attribuer en matière de responsabilité patronale, une importance essentielle à la création de risques tout en cherchant dans les articles 1382 1383 et 1384 soit le moyen de corriger les inconvénients du système forfaitaire actuel (Salvy), soit la base du recours de l'ouvrier victime d'un accident du travail (Saleil et Jossierand).

CHAPITRE I

La théorie de Salvy et la critique du système forfaitaire.

La doctrine de Salvy, négligeable dans sa partie constructive, est intéressante dans sa partie critique ; c'est ainsi que certaines objections adressées au système du forfait ne peuvent pas passer inaperçues, bien qu'à vrai dire il convienne de n'en exagérer ni l'importance pratique ni la gravité doctrinale. Ces objections consistent à souligner les insuffisances « d'un droit nouveau » absolument étranger à la responsabilité délictuelle. On fait remarquer, notamment, que la loi de 1898 refuse le bénéfice de ses dispositions protectrices à certains ayants-cause intéressants de l'ouvrier victime d'un accident mortel et l'on précise en indiquant que, en dehors du conjoint des descendants ou des ascendants à la charge du défunt, nul ne peut, quel que soit le préjudice

matériel ou moral causé par l'accident, prétendre à une réparation quelconque ; c'est qu'en effet, si l'on établissait une cloison étanche entre le droit commun et le droit nouveau, entre la responsabilité de l'article 1382 et la responsabilité forfaitaire, il suffirait, pour que tout recours fût impossible, dans les cas qui nous occupent, que la loi de 1898 eût été invoquée ou eût pu l'être, sous le prétexte que l'autorité judiciaire « ferait déjà une application de cette loi en constatant et en décidant que l'ouvrier accidenté ou ses représentants ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour avoir droit aux rentes prévues par l'article 3. »

On nous dit encore que la pratique rigide du système forfaitaire révélerait chaque jour des injustices intolérables ; ainsi le mineur accidenté de 13 ans serait la victime des principes, si la Cour de cassation n'avait pas décidé que la convention, embauchant un ouvrier au mépris des dispositions d'ordre public, était entachée de nullité absolue, et que, par conséquent, « la responsabilité forfaitaire, impliquant nécessairement l'existence d'un louage de services préalable », la fin de non recevoir tirée de la loi de 1898 ne pouvait pas être admise, ni l'application du droit commun écartée.

De même, l'ouvrier lésé dans son intégrité physique sans être diminué dans sa capacité professionnelle se verrait refuser à la fois la réparation spéciale et le recours ordinaire. A ce propos, le tribu-

nal de la Seine a été vivement pris à partie par les auteurs qui critiquent le système forfaitaire, pour avoir décidé, au préjudice d'un ouvrier, privé par accident des deux testicules que « les seules incapacités pouvant donner droit à une rente étaient celles qui entraînaient une diminution de salaire, et qu'il n'en était pas ainsi pour des lésions laissant subsister intacte la capacité nécessaire aux travaux de la profession. »

Il est enfin objecté, par tous ceux qui ne veulent pas entendre parler d'une opposition irréductible entre l'art. 1382 et la responsabilité forfaitaire, que si pareille opposition existait, de graves difficultés apparaîtraient pour combiner le recours contre le patron et le recours contre le tiers auteur de l'accident : « les deux indemnités, nées toutes les deux d'un même fait, (l'accident) destinées toutes les deux à réparer le même dommage, seraient-elles distinctes ? Comment n'auraient-elles pas la même source juridique, l'une naissant de la faute, l'autre du risque professionnel ? Et surtout quelles seraient les relations des deux débiteurs entre eux ? Quel recours pourraient-ils exercer l'un contre l'autre ? »

V. Salvy — Thèse, Paris 1910.

Sans méconnaître la gravité des objections ainsi formulées et sans traiter à la légère des situations dont les inconvénients, pourtant inévitables sous l'empire de la législation actuelle, ne peuvent pas passer inaperçus ; il ne me semble pas possible

d'attribuer un caractère décisif aux critiques dont la teneur vient d'être sommairement examinée.

Qui dit forfait, en effet, dit transaction et approximation ; il faut donc, quand on applique un système forfaitaire raisonner non sur des espèces mais sur des moyennes et apprécier, en tenant compte non pas de circonstances particulières mais de tarifs préétablis. La responsabilité forfaitaire est nécessairement exclusive de la responsabilité du droit commun : La première à sa cause originelle dans une organisation générale, V. P. 27 à 30, la seconde dans un fait déterminé : l'une se mesure à un ensemble, l'autre à chaque espèce ; celle-ci intervient pour réparer toutes les conséquences d'un acte contraire au droit et se modèle sur le préjudice ; celle-là accompagne les actes légitimes et se modèle sur les profits pour empêcher l'injustice d'un bénéfice exempt de contre-poids. V. p. 29.

Il ne saurait donc être question de combiner deux systèmes opposés, en suppléant aux prétendues insuffisances de l'un par les prescriptions de l'autre. Il faut savoir choisir entre le système des moyennes et le système « du tout ou rien ».

Avec le premier, les indemnités seront plus nombreuses, mais moins complètes ; avec le second, la réparation sera difficile, mais intégrale ; car, d'une part, les actes créateurs de risques sont plus fréquents que les actes fautifs, et, d'autre part, l'étendue de la créance variera nécessairement suivant

que l'on tiendra compte pour la calculer, ou des modifications favorables imprimées habituellement au patrimoine du débiteur par les risques menaçant le créancier ou des diminutions accidentelles affectant le patrimoine du créancier à la suite d'un acte du débiteur. Le législateur a préféré assurer à l'ouvrier des recours plus fréquents et des satisfactions plus faciles ; du même coup, il a été amené à choisir la créance à taux modéré et la réparation approximative. C'est donc à tort que l'on insiste, pour critiquer le système forfaitaire, sur l'infériorité des rentes, sur le petit nombre des ayants-cause protégés, sur l'impossibilité de sanctionner tous les dommages : puisque ce n'est pas le préjudice qui compte *surtout*, on ne peut pas exiger la réparation de tout le préjudice, ni de tous les préjudices ; et s'il est bien entendu que l'on considère, V. p. 27 à 30, un ensemble, il ne faut pas s'attarder à collectionner les rares injustices d'espèces ; du moment que l'on ne peut pas, sans exagérer la responsabilité patronale, combiner la fréquence et l'étendue, et que, appelé à choisir entre ces deux modalités, on a cru la première préférable, il ne faut pas s'étonner de l'absence de la seconde. Certes, il arrive que tel ou tel ouvrier perd au système des moyennes, mais la collectivité ouvrière s'en trouve bien et c'est d'elle que s'est préoccupé le législateur ; de même, certains assurés peuvent quelquefois regretter leur prudence et déplorer un inutile versement de pri-

mes, et, cependant, il serait mauvais, dans l'ensemble, de jouer tout ou rien et d'attendre le sinistre sans chercher à s'en garantir juridiquement par quelques sacrifices. Ainsi, ceux qui remarquent, dans un but critique, que le système forfaitaire méconnaît les intérêts de certains ou certains intérêts raisonnent à courte vue, tout comme celui qui reprocherait à un système d'assurance d'obliger parfois l'assuré à des sacrifices inutiles.

Quant à la prétendue impossibilité de combiner le recours contre le patron avec celui dirigé contre les tiers, auteurs de l'accident, elle semble résulter, non pas de la réglementation contenue dans la loi de 1898, mais bien plutôt de tout système qui tendrait à faire perdre à chaque construction juridique sa physionomie propre en confondant l'idée de risque et l'idée de faute. Salvy voudrait assigner à l'obligation du patron et à l'obligation du tiers responsable une commune origine et il s'étonne que « deux actions, qui tendent l'une et l'autre à la réparation du même dommage, puissent être distinctes » ; mais, précisément, le patron n'est pas tenu de réparer un dommage analogue à celui dont le tiers répond. Le tiers avons-nous dit V. Deux. Partie, Sect. 3, Ch. 1, § 1 et 2, a créé initialement et directement le risque, mais c'est à raison de sa faute et dans la mesure du préjudice qu'on l'oblige à intervenir. Le patron, lui, n'a commis aucune faute et le risque ne lui est pas directement imputable ; car ce n'est pas lui qui l'a fait naître ; mais

comme ce risque n'a pu menacer particulièrement et atteindre l'ouvrier qu'à raison de la présence à laquelle la victime était astreinte par ses occupations professionnelles et les intérêts du patron, la responsabilité du chef d'entreprise doit, néanmoins, intervenir avec un caractère provisoire et supplémentaire. L'ouvrier a donc deux créances : l'une parce qu'il a été victime d'une faute qui lui a causé un dommage et l'autre parce qu'il a souffert ce dommage en procurant un profit au patron. Dès lors, les actions qui sanctionnent ces deux créances ne peuvent avoir ni la même origine, ni le même objet ; elles ne peuvent ni se confondre, ni faire double emploi, et il est toujours possible d'en mesurer l'étendue en les différenciant par l'idée de risque, de faute et de profit. Il y aura bien, en effet, pour employer les expressions de Salvy, (V. ouvrage précité p. 43), un débiteur principal (le tiers) et un débiteur accessoire (le patron) ; mais aucun arbitraire ni aucune confusion ne présidera à leur poursuite : en premier lieu, parce que l'ouvrier poursuivra de préférence le tiers en vue d'obtenir une réparation plus forte, en second lieu parce que le patron, s'il était poursuivi et condamné, pourrait, dans la mesure de la condamnation prononcée contre lui, se retourner contre le créateur initial du risque.

Et, par ailleurs, il est bien entendu que si la victime peut, après avoir exercé un recours contre le

patron, inquiéter le tiers pour le surplus, le contraire ne saurait se produire, car du jour où le préjudice aurait été intégralement réparé, l'action forfaitaire n'aurait plus sa raison d'être et disparaîtrait absorbée par l'action plus étendue du droit commun.

Certes, en pareil cas, il serait toujours vrai de dire qu'un risque de présence se serait réalisé dont le patron aurait profité ; mais le profit alors ne pourrait plus constituer un enrichissement injuste puisque le dommage qui en constituait le fâcheux revers se trouverait avoir disparu.

Autant, en effet, il serait contraire à la justice que le patrimoine enrichi fût étranger à la réparation du préjudice, autant il est raisonnable et naturel que les responsabilités soient, en définitive, distribuées dans l'ordre et dans la mesure des créations de risques imputables à chacun.

Cette dernière déduction nous amène à examiner quelques hypothèses dont Salvy ne peut envisager sans mélancolie les difficultés.

Un ouvrier est blessé au cours de son travail par la faute d'un tiers, il cite ce tiers devant une juridiction répressive et obtient une somme de 500 fr. Ultérieurement le patron est poursuivi et se voit condamner à servir à la victime une rente de 650 fr. sur laquelle s'impute la réparation déjà arbitrée. L'auteur de l'accident est alors attaqué cette fois par le chef de l'entreprise qui prétend recouvrer la

somme de 150 fr. dont le versement lui a été imposé bien qu'il n'ait eu aucune faute à se reprocher. Le tiers profite de ce que la décision du tribunal correctionnel est devenue inattaquable et oppose l'exception de la chose jugée ; mais le moyen n'est pas admis par le tribunal de la Seine qui fait droit aux conclusions du patron, parce que « l'art. 7 de la loi de 1898, en conférant aux chefs d'entreprise, le droit d'agir contre le tiers responsable au lieu et place de la victime ou de ses ayants-droit, si ceux ci ont négligé d'intenter l'action qui leur est réservée, n'a pas eu pour objet de limiter ou de restreindre les droits que le chef d'entreprise peut personnellement avoir à exercer contre les tiers responsables en vertu du droit commun ».

Salvy p. 44, ouvrage précité.

Au regard de cette décision, Salvy cite, en sens contraire, un arrêt de la Cour de Bordeaux, 20 novembre 1905. « Recueil des accidents du travail » 1905, p. 419 et, en présence de la divergence de vues sur une question aussi complexe, il déclare la difficulté insoluble. Je ne partage pas sa manière de voir : l'ouvrier blessé a exercé deux actions d'une nature différente : l'action du droit commun et l'action forfaitaire ; l'une a été portée devant un tribunal correctionnel, l'autre devant le tribunal civil. Contrairement à ce qui se passe le plus ordinairement, la réparation accordée, en vertu de la première, est moins large que le dédommagement résultant de

l'exercice de la seconde, et c'est pour cette raison que le patron a pu être inquiété. Il n'en est d'ailleurs ainsi (et Salvy le reconnaît lui-même explicitement) que parce que le tribunal correctionnel a évalué le préjudice d'une façon insuffisante. C'est là une première complication ; il va y en avoir une seconde, car le patron, recourant contre l'auteur de l'accident, se verra opposer le caractère définitif de la décision correctionnelle. Ce sera donc à raison d'un concours exceptionnel de circonstances que la difficulté proposée pourra être envisagée. Je veux bien supposer cependant que de pareilles coïncidences ne seront pas absolument rares. Que va-t-il se passer ? Deux éventualités peuvent se présenter : ou bien l'exception de la chose jugée sera rejetée comme le veut la Cour de Paris ou bien elle sera admise conformément à la jurisprudence de Bordeaux.

Dans le premier cas, le patron aura exercé un recours personnel pour obtenir la réparation du préjudice que lui a causé, par contre-coup, l'acte d'un tiers, dans le second cas, ce recours sera impossible parce que l'ouvrier auquel il aurait été reconnu l'aura laissé perdre. De toute manière, il s'agit d'un recours ordinaire basé sur l'art. 1382 dont la loi de 1898 ne modifie point la nature et dont elle régit seulement la combinaison avec les dispositions du droit nouveau.

Quelle que puisse être, par conséquent, l'opinion que l'on professe sur les modalités de cette combinaison, quels que soient les modes de transmission

et d'extinction de ce recours, la nature de l'action forfaitaire n'en est pas affectée et les rapports de l'ouvrier et du patron ne peuvent pas en être troublés ; bien au contraire, tout s'éclaire si l'on veut bien admettre la distinction suivante :

1° Contre le chef d'entreprise la victime a une action forfaitaire et spéciale ;

2° Contre le tiers, auteur de l'accident, elle dispose d'un recours basé sur le droit commun ;

3° Le patron peut exercer contre ce même tiers une action ordinaire, soit de son chef, soit du chef de son ouvrier.

De toute façon, ni la victime, ni le chef d'entreprise ne sauraient réaliser un enrichissement injuste, c'est-à-dire que la victime ne conservera pas son action forfaitaire *après la réparation intégrale du préjudice* par le créateur initial du risque et que le patron ne pourra pas avant cette réparation éluder la responsabilité d'un risque dont il aura profité, pas plus qu'il ne lui sera permis d'inquiéter au-delà de ses propres débours le tiers responsable.

C'est donc à tort que l'on invoque l'insoluble complexité de la question pour le cas où une personne, étrangère à l'exploitation, doit assumer la responsabilité définitive de l'accident.

La difficulté ne paraîtrait pas plus insurmontable si l'on pouvait reprocher au tiers et au patron une faute commune.

En effet, dans les rapports de l'ouvrier et du chef d'entreprise, l'idée de faute n'est pas prise en consi-

dération, et, si les résultats de l'action forfaitaire ne sont pas influencés par la preuve d'un délit imputable au patron, à plus forte raison en sera-t-il ainsi quand la responsabilité du fait illicite, au lieu de peser entièrement sur le chef d'entreprise, se partagera entre plusieurs personnes. La victime n'aura donc pas à se préoccuper de savoir s'il y a eu faute commune lorsqu'elle se prévaudra de l'action spéciale de la loi de 1898. Si, au contraire, elle recourt contre le tiers par application du droit commun, on tiendra compte naturellement des règles de la responsabilité délictuelle et le défendeur se déchargera dans la mesure où il pourra établir que la totalité du préjudice ne lui est pas imputable. En pareil cas, l'ouvrier, après avoir obtenu la quote-part de réparation correspondant à la part de responsabilité du tiers sera parfaitement recevable à agir contre le chef d'entreprise, non point parce que ce dernier aura participé à la faute mais parce que la réparation du préjudice ne sera pas encore intégrale. Le patron, avons-nous dit, profite du risque dont le tiers a été le véritable créateur. A proprement parler, il n'y a à cela rien d'inéquitable, mais l'injustice apparaîtrait si la victime, privée du dédommagement auquel l'accident lui donne droit, ne pouvait pas s'en prendre au patrimoine enrichi.

Il s'en suit que le recours spécial de la loi de 1898 pourra s'exercer toutes les fois que le tiers

n'aura pas été en mesure de fournir une indemnité et aussi quand la réparation du préjudice n'aura pas été complète. Ainsi on peut dire, s'il est permis d'employer une formule géométrique, que la fraction d'irresponsabilité effective du tiers règle et mesure la survivance de l'action forfaitaire : le créateur initial du risque n'a-t-il fourni aucune indemnité, soit parce qu'il n'a pas été poursuivi, soit parce qu'il s'est trouvé insolvable, soit parce qu'il a échappé à toute condamnation ? Le recours spécial sera exercé pour le tout contre le patron.

Satisfaction complète a-t-elle été donnée ? ce recours n'a plus sa raison d'être.

Le préjudice a-t-il été réparé par moitié ? l'action forfaitaire doit subsister pour moitié. Par conséquent, après avoir obtenu la demi-réparation du droit commun, l'ouvrier prétend exciper de la loi de 1898 le bénéfice des dispositions spéciales de cette loi ne pourra lui être reconnu que jusqu'à concurrence de la moitié du dédommagement forfaitaire ; en sens inverse, si le patron est d'abord poursuivi forfaitairement pour le tout, (ce qui peut toujours avoir lieu) et si, par la suite, à la demande de la victime, le tiers est astreint à fournir la moitié de l'indemnité prévue par l'art. 1382, la condamnation du droit commun s'exécutera seulement sous la réserve que le chef d'entreprise aura été déchargé de la moitié des condamnations prononcées contre lui aux termes de la loi de 1898,

C'est par application des mêmes principes que l'ouvrier ne peut pas cumuler, pour le cas où le tiers est seul en faute, les avantages du droit commun et ceux du forfait : ou bien, en effet, les moyens tirés de l'art. 1382 sont au préalable efficacement exercés par la victime, et alors le recours spécial contre le patron ne survit pas ; ou bien l'ouvrier obtient successivement la condamnation forfaitaire et celle du droit commun et alors il ne peut être question de faire venir à effet la seconde que si le patron est tenu quitte de la première.

Le jugement critiqué par Salvy. V. Salvy, ouvrage précité p. 47, n'admet que partiellement ces points de vue et les conséquences pratiques qui en découlent. La Cour de Paris avait eu à juger l'espèce suivante : un sieur Guyot, employé de la Cie des tramways du N. O. parisien, ayant été victime d'un accident par la faute d'un tiers, avait assigné en réparation ce tiers responsable et la Cie, son patron. Il obtint du tribunal civil contre la Cie un premier jugement lui accordant 600 fr. de rente, et du tribunal correctionnel ensuite contre le tiers responsable une deuxième décision lui accordant une indemnité égale. Le tribunal correctionnel ne fixa qu'à 600 fr. le chiffre de la réparation civile parce qu'il estima que la responsabilité de l'accident devait être partagée pour moitié entre le tiers et la Cie ; en outre, par application de l'art. 7 de la loi de 1898, il imposa au sieur G..., pour toucher les sommes

lui revenant, l'obligation de fournir le consentement de la Cie. Cette dernière ne consentit à prêter son concours et sa signature qu'à la condition d'être exonérée à due concurrence des condamnations prononcées contre elle, et la Cour de Paris lui donna raison. De la sorte, la victime de l'accident devait nécessairement choisir entre l'indemnité forfaitaire qui, en tant que réparation approximative, ne s'élevait qu'à 600 fr. et la demi-réparation du droit commun qui, à raison du caractère bilatéral de la faute, ne dépassait pas ce chiffre.

Salvy voit là une injustice, en ce sens que la rente ainsi allouée représente seulement la moitié du préjudice subi. Il a raison, à ne considérer que la responsabilité civile de l'auteur ou des auteurs de l'accident, mais il doit bien remarquer aussi que si la loi de 1898 s'appliquait seule et s'il n'était question que des rapports du maître et de l'ouvrier, l'indemnité allouée ne serait pas différente.

L'anomalie de la situation juridique, créée par la Cour de Paris, résulte donc de ce fait que la victime touche exactement l'indemnité forfaitaire alors qu'elle aurait été en droit de compter sur une réparation plus forte à raison de la responsabilité civile d'un tiers. En effet, lorsque le tiers a seul commis la faute génératrice de l'accident, la victime préfère évidemment à l'action forfaitaire et au dédommagement approximatif l'application de l'art. 1382 et la réparation intégrale, de même, lorsqu'il y a eu faute com-

mune, l'ouvrier doit profiter d'une indemnité plus élevée en ce sens qu'on lui attribuera la demi-réparation du droit commun et la moitié de l'indemnité forfaitaire, ce qui vaudra évidemment mieux que le bénéfice intégral des dispositions de la loi de 1898.

C'est donc avec raison que la Cour de Paris décharge le patron quand la condamnation du droit commun a pu s'exécuter, mais c'est à tort, à mon sens, qu'elle décide qu'une demi-réparation civile peut faire disparaître pour le tout l'action forfaitaire. L'erreur serait ainsi certaine, mais, quoi qu'en dise Salvy, on pourrait aisément la corriger sans abandonner pour cela le système du forfait.

A première vue, certes, il semble peu conforme au principe dont le législateur s'est évidemment inspiré qu'une réparation globale puisse s'assouplir aux espèces au point d'être affectée par la responsabilité partielle d'un tiers. Il n'est cependant pas douteux qu'il en doive être ainsi : quand le tiers a encouru une pleine responsabilité civile, si, pour une raison quelconque, le tribunal chargé d'apprécier et de sanctionner cette responsabilité, se livre à une évaluation insuffisante, de telle sorte que l'indemnité ordinaire se trouvera inférieure à l'indemnité forfaitaire, le patron imputera sur sa condamnation celle prononcée contre le créateur initial du risque et n'acquittera que la différence; ainsi il échappera pour les $\frac{2}{3}$ ou pour les $\frac{3}{4}$ par exemple à l'application de la loi de 1898, tout simplement parce qu'une per-

sonne étrangère à l'exploitation se sera trouvée mêlée à l'accident. Pourquoi alors les solutions qui sont exactes, dans l'hypothèse d'une responsabilité totale partiellement reconnue seraient-elles, radicalement fausses dans l'hypothèse d'une faute commune, c'est-à-dire d'une responsabilité civile partagée. Si le système du forfait n'est ni méconnu, ni déformé quand la participation d'un tiers décharge le patron des $\frac{3}{4}$ de l'indemnité forfaitaire, pourquoi serait-il faussé quand le patron se trouve exonéré de moitié par une participation identique. On peut répondre, il est vrai, à ce raisonnement que c'est le chiffre même de la condamnation prononcée contre le tiers qui doit s'imputer sur la rente forfaitaire, toujours de la même manière, qu'il s'agisse de responsabilité complète ou qu'il s'agisse de faute commune. Ainsi, pour le cas où, en vertu d'une évaluation insuffisante, la réparation ordinaire se trouverait inférieure à l'indemnité spéciale, par exemple de 100 fr., le patron devrait exactement 100 francs et pareillement au cas où la demi-réparation du droit commun correspondrait exactement à la rente de la loi de 1898, la dette patronale serait, en définitive, ramenée à zéro, conformément à la solution de la Cour de Paris déjà critiquée. S'il en était ainsi, les conséquences pratiques seraient peu conformes à la logique. En effet, quand le tiers seul en faute, répond civilement de l'accident, l'ouvrier est normalement favorisé par l'application de l'art. 1382 ; il est donc raisonnable que les avantages du droit commun se modèrent

justement dans la mesure où la responsabilité civile s'atténue et que la victime soit seulement ramenée au forfait quand le patron pourra seul être mis en cause.

D'autre part, les rapports du chef d'entreprise et du tiers sont, dans l'hypothèse d'une faute commune, parfaitement inexplicables si l'on s'inspire du point de vue exposé par la Cour de Paris, car la demi-réparation, civile étant le plus souvent égale à la rente forfaitaire, le patron se trouve, en définitive complètement exonéré, soit au regard de la victime qui a reçu tout ce qu'elle pouvait exiger; soit vis-à-vis du tiers qui n'a été condamné que dans la mesure du préjudice par lui-même causé et par suite est privé de tout recours. Ainsi, dans le règlement intervenant entre les co-auteurs du quasi-délit, on en arrive à sanctionner la responsabilité de l'un et à dégrever complètement l'autre; ce ne peut être ni la solution équitable, ni la vérité juridique.

Au contraire, notre opinion paraît échapper à un double reproche: s'il n'est pas raisonnable, en effet, en cas de faute commune, d'obliger la victime à choisir entre la demi-réparation du droit commun et la totalité de l'indemnité forfaitaire, il n'est pas davantage possible d'admettre le cumul de ces deux avantages, car tout se passerait alors comme si l'art. 1382 recevait une application intégrale, et l'ouvrier, bénéficiant de la participation du tiers à l'accident, se verrait, au mépris de toute logique, également traité dans le cas où la responsabilité civile de

ce tiers serait totale et dans le cas où elle ne serait que partielle.

Il y aura donc lieu d'appliquer pour moitié les dispositions ordinaires et pour moitié les textes spéciaux quand la responsabilité de la faute pourra être partagée ; ainsi, tout en tenant compte de la règle qui veut que la condamnation du droit commun décharge le patron, on assurera à l'ouvrier une situation appropriée : meilleure que si le patron pouvait être seul mis en cause, moins bonne que si le tiers devait répondre pour le tout. Certes, on s'apercevra, au moment du règlement définitif de la responsabilité civile, que le patron est mieux traité que le tiers ; mais on comprendra aisément, bien que la faute soit égale, que les résultats puissent varier et les indemnités différer suivant qu'on les appréciera sous l'angle du droit commun ou sous l'angle du droit nouveau.

Après ce rapide examen des objections formulées contre le système forfaitaire, une conclusion semble permise : c'est que la partie critique de la théorie délictuelle rajeunie est loin d'avoir une portée décisive.

Quant à la partie constructive, elle ne présente, comme je l'ai annoncé, qu'un intérêt très secondaire.

La loi de 1898, dit Salvy, ouvrage précité, p. 56, « concerne des situations très complexes : dans l'usine moderne, l'enchevêtrement des activités est

devenu tel que l'orsqu'un accident arrive, on peut bien affirmer qu'il n'est pas causé par le travail, c'est-à-dire par cet ensemble d'activités où patron, employés, machines et outillage ont leur part ; mais il est presque toujours impossible d'affirmer que c'est par la faute exclusive d'une des personnes, d'un de ces objets que l'accident est arrivé. »

Cette complexité de l'organisation, cet enchevêtrement des activités nécessite une organisation particulière et originale de la preuve, c'est pourquoi le législateur « en instituant une réparation des conséquences de l'accident entre les personnes qui l'ont provoqué ou sont censées l'avoir provoqué, » n'a fait que consacrer une présomption de partage de faute ; il est vrai qu'ordinairement il ne s'agit pas « d'une faute caractérisée, nettement déterminable, mais d'une multiplicité de faits sans grande portée, pris isolément, dont cependant le faisceau et la réunion peuvent provoquer des cataclysmes. »

Ces lignes doivent être soulignées, car on y relève un effort de condenser sous une forme originale une idée directrice en établissant un pont entre la notion du risque professionnel et la notion de la faute.

Malheureusement, un pareil résultat ne peut être obtenu que par une complète méconnaissance, non seulement de l'esprit, mais aussi de la lettre de l'art. 1382. On nous dit bien que le patron « par un acte de sa volonté, par l'exercice de son activité propre,

par son fait, en groupant autour de lui d'autres activités, une grande masse de travailleurs, crée des risques qui pèsent sur tous ceux qui travaillent dans son exploitation. » Nous l'admettons volontiers, mais nous ne réussissons pas à apercevoir que l'exercice de l'activité et l'acte de volonté patronale constituent le fait sanctionné par l'art. 1382 et nous comprenons encore moins quand on nous affirme, au mépris de toute évidence, « que le mot faute n'est pas écrit dans l'art. 1382 » V. Salvy, ouvrage précité, p. 66.

En réalité, comme le reconnaît d'une façon, au moins inattendue, une note du même auteur, il n'y a rien de délictuel à créer certains risques, mais, s'il en est ainsi, qu'on ne tente pas d'assimiler ce qui n'est pas délictuel ou fautif à ce qui l'est, et, en présence d'une responsabilité résultant d'un acte ou d'une situation légitime, qu'on n'en cherche pas l'explication satisfaisante et raisonnable dans les textes qui régissent la faute.

Voir infra, théorie de Saleilles, Trois. Partie, Sect. 3, Ch. 2.

Pour le surplus, il ne faut pas s'illusionner sur les avantages pratiques de la nouvelle doctrine soit-disant délictuelle ; les résultats qu'on lui attribue peuvent, à mon sens, être obtenus plus aisément et plus logiquement si l'on consent à s'inspirer de l'idée de risque créé et d'enrichissement injuste. C'est ainsi que nous avons pu arriver sans trop de

peine à préciser la notion d'accident du travail et à expliquer le rôle de la faute inexcusable V. Deux. partie, Sect. 3, Ch. 2, § 1.

Salvy lui-même ne parvient à critiquer et à corriger les solutions qui lui paraissent inexactes qu'en s'inspirant très nettement et très largement de la théorie du risque créé. Il écrit notamment à propos de la faute inexcusable de l'ouvrier, pour motiver une diminution de l'indemnité, que « l'accidenté à gravement modifié le risque normal alors qu'il était tenu de ne pas rendre plus dangereux l'exercice de sa profession ».

Au contraire, le même auteur est moins bien inspiré lorsqu'à propos de l'action des forces de la nature, il fait preuve de tendances rétrogrades et refuse fréquemment aux victimes toute indemnité, en argumentant sur la nécessité d'un « fait patronal » proprement dit.

Quoiqu'il en soit de ces essais de rapprochement entre la notion du risque professionnel et l'art. 1382, quelles que puissent être leurs insuffisances critiques et surtout constructives, pratiques ou théoriques, il m'a paru bon de les examiner avec quelque soin, soit à raison de l'intérêt de quelques objections adressées au système du forfait, soit parce que certaines hypothèses juridiques s'inspirent de directions qui ont été professées, non sans éclat, à la Faculté même de Paris.

CHAPITRE II

La théorie de la faute objective du professeur Saleilles

A mesure que l'activité humaine se fait plus entreprenante et que les relations économiques se compliquent et s'enchevêtrent, les menaces involontaires de la sécurité des individus s'aggravent chaque jour davantage (V. p. 27 à 30). Les créations de risques se rattachent étroitement, nécessairement à certaines manifestations d'activité, par suite aux profits qui en résultent et les patrimoines de ceux qui travaillent dans la sphère de ces risques en subissent visiblement le contre-coup avantageux ou dommageable. A mesure donc qu'apparaît plus nette la relation du risque et du profit, notre conscience et notre instinct de justice supportent plus malaisément que le patrimoine enrichi puisse rester étranger à la réparation du dommage. (V. Supra. *La Relation du Risque professionnel et de l'Idée quasi-contractuelle d'enrichissement sans cause*. V: P. 1 à 38.

Il faut que les trois notions de risque, de profit, de préjudice soient comme les anneaux d'une même chaîne étroitement soudées, inséparables, et qu'un moment vienne, dans l'appréciation des droits respectifs où se rétablisse l'équilibre un instant faussé par les modalités économiques et les exigences de la vie. C'est là un besoin de justice et un besoin de l'époque : Saleilles l'a vivement senti.

Nous pensons comme lui, pleinement, entièrement ; mais nous ne pouvons plus le suivre, s'il s'agit de faire sortir des articles 1382, 1383, 1384 C. C., une théorie générale du risque.

L'idée de faute, nous dit-on, ne ressortirait pas forcément de l'art. 1384, à tel point que le législateur aurait pu, dans ce texte, « accepter que la faute fut absente et la responsabilité subsistante » ; l'idée de présomption de faute « devrait ainsi commencer à disparaître pour céder la place à l'idée de risque ».

Ce point de vue ne me paraît pas acceptable. L'article 1384 consacre la responsabilité du fait des personnes que l'on a sous sa surveillance et des choses que l'on a sous sa garde.

Il s'agit de savoir si cette double responsabilité dérive de la notion d'utilisation et de profit ou, au contraire, de l'idée de faute présumée.

Les personnes qui peuvent être appelées à répondre du fait d'autrui ne sont pas l'objet du même traitement juridique : d'une part, les parents et ins-

tituteurs peuvent échapper à tout recours à raison du fait dommageable du mineur en, prouvant qu'ils ne sont pas en faute et qu'on ne peut leur imputer notamment aucun défaut de surveillance; d'autre part, les maîtres ou commettants ne bénéficient d'aucun moyen de justification lorsqu'ils sont poursuivis à raison du fait de leur domestique, employé ou préposé.

Saieilles attache à cette différence une importance capitale : les parents, les instituteurs, nous dit-il, voire même les maîtres qui se bornent à faire travailler un apprenti, n'utilisent pas l'activité du mineur, dont ils ont la garde, et il ne saurait être question de mettre en regard du dommage causé aux tiers une sorte de profit dont le mineur serait la cause ou l'occasion pour ceux qui répondent de lui. Voilà pourquoi ces derniers ne peuvent être condamnés qu'à raison de leur faute personnelle et échappent à tout recours s'ils détruisent la présomption érigée contre eux en établissant qu'il leur était impossible d'empêcher ce qui s'est passé de fâcheux. Au contraire, le maître ou commettant est recherché à cause du choix qu'il a fait de son domestique, employé ou préposé, non point parce qu'il a été commis une « culpa in eligendo », mais parce que ce choix a assuré au patron l'activité profitable du serviteur.

Certes, je veux bien admettre que la notion de « culpa in eligendo », survivance d'une théorie

superficielle de Pothier et d'un état de dépendance sociale aujourd'hui disparu, a été conservée à la légère dans notre droit, et je concède qu'en bonne doctrine on ne peut pas rattacher à cette notion la responsabilité patronale qui nous occupe.

Le meilleur ouvrier, en effet, peut causer aux tiers un préjudice par sa négligence et l'on ne saurait sainement prétendre accuser le patron de mauvais choix pour n'avoir pas prévu, au moment du louage de services, que son employé pouvait commettre une faute légère. Mais est-ce bien là toute la question ? Dans une interprétation doctrinale, nous dit-on, il faut rechercher non pas ce que le législateur a voulu dire, il y a un siècle, mais bien ce que signifient dans l'état de nos besoins actuels les principes juridiques qu'il a posés. Je l'admets bien volontiers ; encore faut-il savoir cependant, quand on prétend rattacher à un texte la doctrine objective du risque créé, si ce texte renferme autre chose que la notion ordinaire de faute. Personne ne conteste, je crois, que la responsabilité des parents, des instituteurs et du maître de l'apprenti ne soit motivée par l'idée de faute. Un tiers est lésé par l'acte dommageable du mineur ; à priori il est très raisonnable de supposer que si l'autorité gardienne de la jeunesse s'était normalement exercée, le préjudice n'aurait pas été éprouvé ; la solvabilité du mineur est généralement douteuse, si bien qu'à ne poursuivre que lui, le tiers obtiendrait des résultats illusoire. Une question bien simple alors se pose.

Lequel est moins digne d'intérêt, de celui qui a souffert un préjudice immérité ou du maître du mineur qui, presque certainement, a eu le tort de se relâcher de son devoir de surveillance ? Certes, celui qui, vraisemblablement, a manqué à l'obligation corollaire de son autorité, doit sentir la défaveur de la loi, au moins tant qu'un soupçon pèsera sur lui et que la présomption de faute n'aura pas été dissipée.

Tout ceci est fort naturel et rigoureusement conforme aux règles ordinaires de la responsabilité civile. Au reste, il s'agit là d'une sorte d'arrangement destiné à garantir le tiers lésé d'une insolvabilité presque certaine, arrangement qui ne se rapporte pas précisément au fond du droit, mais consiste plutôt dans une organisation spéciale du recours de la victime et de l'administration de la preuve. Il ne faut pas oublier, en effet, que le vrai responsable est le créateur direct du dommage. C'est là la vérité non seulement logique, mais juridique, puisque le mineur, aux termes de l'article 1310, n'est point « restituable » contre les obligations qui résultent de ses délits et quasi-délits ; surtout, si comme le veut la doctrine objective, on attribue, dans le cas qui nous occupe, plus d'importance à la causalité qu'à l'intelligence de l'agent.

Le raisonnement ne diffère pas sensiblement si la faute a été commise par un domestique, employé ou préposé. L'auteur initial et immédiat du préjudice est bien toujours le vrai responsable et la res-

ponsabilité du patron est bien toujours la garantie effective contre une insolvabilité toujours à craindre. Est-il, dans ces conditions, vraisemblable que le législateur ait pu être amené à employer dans le texte d'un même article des principes juridiques totalement différents pour caractériser des situations manifestement semblables ? Il ne me paraît pas du tout admissible que les rédacteurs de l'art. 1384, évidemment pénétrés de l'idée de faute, évidemment occupés à sanctionner des situations contraires au droit, aient pu brusquement, dans le texte consacré à la méconnaissance d'une obligation de surveillance et d'autorité, se préoccuper d'empêcher une sorte d'enrichissement injuste, alors surtout qu'à l'époque, on excursionnait assez peu dans le domaine des quasi-contrats, dont les types classiques paraissaient être la formule définitive, alors surtout que, dans l'hypothèse envisagée, la relation de profit du patron et de faute du préposé n'est pas du tout évidente. Et c'est là, comme on va le voir, un point de vue capital. Saleilles nous dit que les risques doivent être le contre-poids et la rançon du profit. Rien de plus juste, à mon sens. Il ajoute que le patron est responsable de la faute de son ouvrier à raison du choix qu'il a fait, c'est-à-dire à raison de l'utilité de ce choix. Ici je demande à distinguer et à différencier les risques, dont le patron assumera la couverture. Toute activité, nous dit-on, comporte des risques ; je le veux bien, quoi qu'il soit vrai de remarquer, d'une part, que tous

les risques ne sont pas productifs, et d'autre part que toutes les manifestations d'énergie ou d'initiative ne sont pas également dangereuses. Le risque que l'ouvrier a fait naître par sa faute au préjudice du tiers lésé se rattache-t-il normalement à l'activité objet du louage de services et à l'utilité que le patron est en droit d'attendre ? C'est ce que je n'aperçois pas. Sans doute, le patron n'est responsable du fait de son serviteur, que si l'acte dommageable a été commis par l'ouvrier dans l'exercice de ses fonctions ; mais comme, à n'en pas douter, l'entreprise ne consiste pas à commettre des délits ou quasi-délits, et que les intérêts du maître n'exigent pas que les tiers soient lésés, au moins de la manière qui motive la réparation, j'ai le droit de conclure, en présence du risque dérivant de la faute du préposé, qu'il ne s'agit pas d'une résultante de l'activité professionnelle, que ce risque n'est ni la condition du profit, ni la conséquence du travail, et que le patron qui ne l'a ni créé, ni utilisé, peut se désintéresser de ses effets dommageables, au moins tant que l'on recherchera le fondement du recours du tiers dans l'adage « Ubi emolumentum ibi onus » .

J'en arrive ainsi à nier qu'il existe une relation quelconque : 1^o Entre l'article 1384 et la responsabilité patronale dérivant de l'idée de profit ;

2^o Entre l'intérêt du chef d'entreprise et le *risque individuel créé par l'ouvrier au détriment des tiers*.

Reste à expliquer, si l'on admet que l'art. 1384 se réfère uniquement à une présomption de faute, comment la présomption, réfragable à l'égard des parents et instituteurs, devient absolue lorsqu'il s'agit des maîtres et commettants. Je conviens tout de suite que cette explication n'est pas absolument aisée ; qu'on le veuille ou non, que ce soit à tort ou à raison, le législateur a été inspiré par la notion de « Culpā in eligendo », mais, c'est à mon sens, une erreur d'attribuer une importance essentielle à cette inspiration et à la différence de traitement juridique qu'elle motive. Le patron, certes, est responsable du fait dommageable de son préposé, sans être admis à établir qu'il n'a commis aucune faute ; mais cela est vrai seulement quand on envisage les relations juridiques de ce patron avec les tiers lésés. Différemment le maître, s'il n'a rien à se reprocher, bénéficie d'une action récursoire contre le véritable responsable, c'est-à-dire contre l'auteur direct du dommage. Sans doute, le même moyen juridique peut théoriquement appartenir à l'instituteur ou au maître de l'apprenti ; mais il y a lieu de remarquer que la négligence ou la faute, qui sont, en pareil cas, la condition indispensable de la responsabilité, rendent pratiquement impossible l'exercice d'un recours quelconque. Et c'est là, à n'en pas douter, une considération essentielle, car il en ressort évidemment : 1° que l'instituteur répond, en réalité, de sa faute personnelle ; 2° que le patron lui-même n'est *défini-*
tivement responsable que s'il a, en dehors d'ail-

leurs du choix de son ouvrier, commis quelque acte critiquable, puisque dans les autres cas, on lui reconnaît les moyens juridiques de rejeter sur un autre les conséquences de l'acte contraire au droit.

On m'objectera, il est vrai, que l'action récursoire se heurte souvent à l'insolvabilité du vrai responsable, insolvabilité d'autant plus à craindre que le législateur, précisément parce qu'il la croyait probable, a voulu en garantir les tiers lésés.

Sans doute, mais ce n'est plus alors du risque individuel créé par l'ouvrier que le patron répond, c'est à une impossibilité matérielle, à un véritable risque d'insolvabilité qu'il se heurte, tout comme le créancier chirographaire qui a fait confiance à un débiteur obéré. Telle est, à mon sens, l'influence de l'erreur qui a présidé au choix et voilà dans quelle mesure fonctionne la notion de « culpa in eligendo ». C'est tout autre chose que ce que l'on nous annonçait, et il est ainsi fort naturel, quand il s'agit de répartir des risques d'insolvabilité, d'une part d'en décharger soit les tiers, soit ceux qui ont subi et non choisi leurs subordonnés, d'autre part d'en grever celui qui, en quelque sorte, tout comme un prêteur imprudent, a fait crédit, a fait confiance à son homme en le voulant comme préposé ou serviteur.

Si maintenant on assimile, comme le demande avec raison Saleilles, aux personnes que le maître a sous son autorité les choses qu'il a sous sa garde, les mêmes règles juridiques s'appliquent et les mêmes explications doctrinales prévalent. A la base

de la responsabilité, il y a toujours la faute : ou démontrée, si le dommage de la chose résulte du défaut d'entretien, ou présumée dans les autres cas, et la présomption d'un manquement se présente avec le même caractère : ou réfragable, si l'on répond de son fait personnel, ou absolue si l'on peut être amené à bénéficier d'une action récursoire. En somme, c'est d'une situation contraire au droit que dérive l'obligation de réparer le préjudice ; et les éléments constitutifs du fait générateur de cette obligation se confondent manifestement avec les bases de la responsabilité traditionnelle, sous la seule et bien compréhensible réserve qu'en droit privé les notions objectives de causalité et de dommage ont bien plus d'importance que les notions subjectives d'imputabilité et d'intention. C'est bien, en effet, l'idée de manquement, d'acte illicite qui domine toutes les hypothèses visées par les articles 1384, 1385, 1386. C. C.

Le préjudice, base de l'action, dépend d'une personne ou d'une chose qui elle-même dépend de celui dont on prétend faire intervenir la responsabilité ; ce dernier est patron, gardien, propriétaire ; ce n'est pas à ce titre qu'il est responsable, mais c'est à ce titre qu'on exige de lui l'attention, la diligence, l'habileté et c'est seulement quand il aura manqué à son obligation, à son devoir de surveillance, corollaire de sa fonction, qu'il pourra être mis en cause. La maîtrise, l'utilisation, et la propriété des choses ne sont donc pas la raison vraie et profonde

d'une responsabilité qui n'apparaît que par suite d'une insuffisance des qualités que le législateur exige du maître ou du gardien.

Un animal devient dangereux entre les mains de celui qui le garde, ou encore il s'échappe et s'égare et cause quelque accident ou quelque dommage. La responsabilité du préjudice apparaît comme attachée non à la propriété mais à la surveillance. Celui là sera recherché qui pouvait et devait, par l'exercice de son autorité et de son attention, réfréner ou empêcher les écarts. Et il en sera ainsi, même s'il est démontré que la bête, particulièrement redoutable ou vicieuse, ne pouvait guère être retenue ou domptée ; car celui qui s'en servait a eu le tort d'employer et de mettre en œuvre des forces qu'il n'avait pas l'habileté ou le pouvoir de discipliner entièrement. Ce n'est que si l'absence de tout manquement est établie que la responsabilité disparaît, soit que l'on justifie de toutes les précautions possibles, soit, comme le veut une Jurisprudence plus restrictive, que l'on démontre directement le cas fortuit ou la faute de la victime.

Un bâtiment s'écroule et par sa chute tue, blesse ou endommage ; le propriétaire est incriminé sans discussion si la ruine de l'immeuble résulte du défaut d'entretien ou du vice de construction. La faute alors, dit-on, est présumée d'une manière définitive, à tel point qu'aucune justification n'est admise. En réalité, ce n'est pas d'une dispense de preuve dont il s'agit au profit du demandeur à l'action en res-

pensabilité : des erreurs ou des négligences ont présidé à la construction ou à l'entretien de l'immeuble ruiné ; il en est résulté un état de choses défectueux qui devait normalement entraîner un accident. De toute évidence, il y a eu faute ; cette faute n'est pas supposée ; elle est certaine ; elle est démontrée et il n'y a de doute que pour savoir qui l'a commise dans le cas où la construction a été mal faite.

Ce peut être le propriétaire du bâtiment si, par son désir d'économiser ou ses exigences de rapidité, il a imposé à l'entrepreneur des conditions de travail et des qualités de matériaux critiquables. Ce peut être le constructeur lui-même qui s'est mal acquitté de sa besogne tout en réussissant à dissimuler à son client un vice grave, dont l'examen le plus exercé et le plus minutieux, ne pouvait révéler l'existence et la menace. Même alors, pourtant, le propriétaire est poursuivi et certains prennent texte de cette anomalie pour contester la relation du manquement et de la responsabilité. A vrai dire, cependant, le maître du bâtiment a un recours contre l'entrepreneur, et, précisément la livraison n'emporte pas décharge, quand la malfaçon, tout d'abord invisible, n'a pu se révéler qu'à l'épreuve du temps, quand il résulte de la comparaison des dates de l'accident et de l'achèvement des travaux que la construction n'a pas résisté le temps normal de dix années, et qu'ainsi, à l'origine, un vice existait qui, en compromettait la solidité et en préparait la ruine,

Si, par contre, l'entrepreneur échappe à tout recours, c'est que l'usure normale a seule fait son œuvre, mais aussi que les éléments d'application de l'article 1386 vont faire défaut à la victime pour inquiéter, au moins de la manière et avec les facilités spéciales prévues par ce texte, le propriétaire de l'immeuble. Ainsi, la responsabilité civile qui nous occupe et la responsabilité spéciale de l'entrepreneur sont subordonnées à la même condition ; la première, par suite, ne peut pas exister sans le contre-poids de la seconde et l'anomalie que l'on m'oppose de la présomption absolue et de la justification impossible ne peut pas apparaître sans être aussitôt atténuée et même compensée par la possibilité d'une action récursoire dont seul l'obstacle matériel de l'insolvabilité peut paralyser les effets juridiques.

Il est donc exact de dire que lorsque tous les moyens juridiques prévus ont joué, la responsabilité apparaît à la place où elle doit être, en fonction de la faute et à la charge de celui qui a commis le manquement. Ce point de vue s'affirme encore si l'on suit dans ses applications jurisprudentielles l'idée de la responsabilité du fait des choses. Un arrêt de la Cour suprême (Cass., 30 juin 1902, D. P. 07, 1, 436), admet la responsabilité du propriétaire à raison de la chute d'une pierre de sa maison. La preuve du défaut d'entretien n'est pas requise en pareil cas ; ce n'est pas l'article 1386 qui s'applique et l'idée de faute du maître de l'immeuble n'appar-

rait pas tout d'abord. S'agirait-il donc d'un risque permanent imposé au titulaire de la propriété ?

V. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil* T. II, p. 313.

Je ne le crois pas et je n'en veux pour preuve que la possibilité d'un recours dirigé contre l'architecte ou l'entrepreneur à raison de la malfaçon commise, possibilité que l'arrêt de 1907 consacre formellement. D'ailleurs, la responsabilité des propriétaires de bâtiments, étendue hors des prévisions et des précisions de l'article 1386, ne peut se comprendre qu'à la lumière de l'article 1384 et des dispositions d'un arrêt de la Chambre des requêtes du 25 mars 1908.

Cette très importante manifestation jurisprudentielle qui ramène un peu d'ordre dans la matière troublée gravement par des manifestations doctrinales, rétrogrades ou audacieuses, détermine dans quel cas, de quelle manière et d'après quelles règles juridiques on aura à répondre des choses quelconques que l'on a sous sa dépendance.

Ce n'est pas la propriété, dit l'arrêt, mais la garde qui motive la responsabilité du maître, plus exactement, ce qu'on incrimine c'est la négligence survenue dans la direction et la surveillance des choses, ce que l'on poursuit, c'est la faute ; mais on ne la poursuit pas aveuglément ; la présomption n'est que relative, la preuve contraire est ouverte et la

justification du cas fortuit, de la force majeure ou de l'intervention d'une cause étrangère exonère complètement.

C'est ainsi que fonctionne la responsabilité du fait des choses quelconques. C'est ainsi que doit s'entendre et s'appliquer le principe général que consacre la première partie de l'article 1384.

On voit donc que les articles 1384, 1385, 1386 érigent une présomption tantôt relative et tantôt absolue. L'idée de faute est au fond de tous ces textes, car on suppose que la faute existe ; théoriquement, c'est elle que l'on veut atteindre et pratiquement, on y parvient. Si la supposition légale a porté juste, c'est chose facile ; si la présomption a joué à faux, l'action récursoire va chercher le responsable où il est, et sanctionner le manquement où il se trouve.

Voilà ce qu'il faut apercevoir pour n'être pas tenté de dire à propos des textes de la responsabilité délictuelle que le législateur « en atteignant l'absence de faute a voulu imposer et répartir des risques », V. Saleilles : les *Accidents du Travail et la Responsabilité civile*.

Et l'on va voir, en effet, que les conclusions ne diffèrent pas si l'on passe à l'examen des articles 1382, 1383. C. C.

Ce n'est pas tout d'abord, comme le pense Saleilles, la rigidité ou la prétendue rigidité de la réparation délictuelle qui peut nous acheminer à des

conceptions doctrinales révolutionnaires dans lesquelles on croirait trouver le moyen d'assouplir l'indemnité de la faute et du risque. On nous dit bien, il est vrai, que la règle de l'art. 1150, à laquelle correspond une gradation véritable des dommages-intérêts, devrait être étendue à tous les cas et, par suite, en dehors des hypothèses de la faute purement contractuelle, pour devenir en somme le droit commun de la réparation du dommage. On précise en ajoutant qu'il serait nécessaire d'introduire dans le domaine de l'article 1382 « plusieurs poids et plusieurs mesures » pour sanctionner différemment « la faute volontaire, l'imprudence et les risques » ; on fait remarquer avec insistance que le législateur n'a voulu par l'art. 1150 qu'imposer aux parties contractantes un règlement conventionnel calqué sur une règle de justice, à tel point que la distinction du dol et de la négligence serait la conséquence d'une nécessité à laquelle les contractants ne feraient que se conformer, sans la créer, à laquelle ils adhèreraient comme à une règle non pas spéciale mais générale, non pas conventionnelle mais légale, non pas restreinte au dommage contractuel mais s'étendant à tous les dommages. Je ne disconviens pas que le raisonnement ne présente quelque force, je ne crois pas qu'on doive le rejeter en bloc, mais je demande à en analyser séparément les termes.

Qu'il y ait ou qu'il doive y avoir dans notre droit des manières différentes d'apprécier, d'évaluer, de

réparer le préjudice éprouvé par un tiers lésé, je le crois et je le soutiens; qu'il y ait des réparations de natures diverses et de degrés inégaux cela me paraît certain.

A mon sens, il y a même trois sortes de réparations : la réparation contractuelle, la réparation délictuelle et la réparation forfaitaire ou quasi-contractuelle. Je suis donc très partisan, dans le règlement des indemnités, d'une souplesse théorique que l'appréciation élastique et individualisée des espèces, viendra, à moins qu'il ne s'agisse de forfait, compléter encore ; mais la grosse question est de savoir si l'on peut mêler la réparation forfaitaire à l'art. 1382, comme le veut Salvy, ou encore s'il est possible de combiner avec ce texte les règles de l'art. 1150 comme le veut Saleilles. Je crois avoir répondu au premier de ces auteurs ; je voudrais maintenant démontrer que la seconde opinion n'est pas plus exacte que la première. Quand l'art. 1150 distingue les dommages prévus des dommages imprévus, suivant qu'il y a inexécution simple ou dolosive du contrat, le législateur entend bien certes énoncer un principe de justice ; mais il entend formuler la règle d'après laquelle l'indemnité s'apprécie différemment suivant qu'elle est motivée par une inexécution de la volonté des individus ou une méconnaissance des prescriptions légales. Dans la conclusion de leur accord, il est vrai, les parties contractantes ne sont pas absolument maîtresses

des dommages-intérêts qui peuvent être dûs en cas d'inexécution de la convention ; c'est ainsi qu'elles ne peuvent pas se déclarer quittes pour le cas où l'une d'elles négligerait d'exécuter ses promesses, car alors leurs obligations n'existeraient qu'en apparence ; mais elles peuvent parfaitement, sous certaines réserves et dans certaines limites, modifier le taux des réparations éventuelles ; si elles s'abstiennent de s'expliquer à cet égard et si la volonté de la loi se substitue à la leur, tout se passera comme si les conventions particulières renfermaient réellement les dispositions que l'on présume. La loi reflète, interprète, mais elle ne commande ni ne dispose en pareil cas. Un individu stipule une prestation de son voisin qui consent à la lui assurer ; l'un et l'autre, au moment de leur accord, estiment, même s'ils n'en disent rien, la valeur du service attendu ou promis ; ils prévoient l'avantage d'une part, le sacrifice d'autre part qui résultera de l'exécution. Si cette exécution vient à manquer dans des conditions qui engagent la responsabilité du débiteur, sans mettre en cause son honnêteté, l'indemnité de remplacement ne peut raisonnablement se fixer qu'en tenant compte des prévisions initiales. Elle ne peut qu'équivaloir aux avantages attendus et aux sacrifices acceptés, c'est-à-dire au préjudice qui est apparu à leur défaut.

Sans doute, la loi détermine alors, dans le silence de la convention, la réparation de ce préjudice ; mais, ce faisant, elle se borne à compléter une

lacune dans un domaine où la volonté des individus pouvait sans inconvénient s'exercer. L'indemnité est ce que les parties auraient voulu qu'elle soit ; il ne s'agit point ici de prescriptions légales, mais de volontés particulières ; il s'agit bien par excellence d'une réparation contractuelle.

Toute différente est la question s'il y a fraude ou dol ; c'est qu'en effet, en dehors de toute stipulation ou promesse, la malhonnêteté est toujours interdite ; on peut bien, dans les cas ordinaires, dispenser son co-contractant d'une partie de l'indemnité d'inexécution, mais on ne peut le décharger d'aucun des effets de sa mauvaise foi. La réparation, s'il y a eu fraude ou dol, ne peut pas dépendre de prévisions ou de dispositions particulières qui seraient, en pareil cas, inopérantes ; elle ne peut que se modeler sur l'inflexible réalité du préjudice.

A la vérité, l'inexécution, même non frauduleuse d'un accord correspond à la violation d'un patrimoine et, par suite, à une situation contraire au droit ; mais ce n'est pas de la même manière que la négligence contractuelle de l'article 1150 et la négligence délictuelle de l'article 1383 constituent des actes illicites : la première, se rapporte à la volonté individuelle ; on la juge en remontant au moment où cette volonté s'est manifestée ; ses effets dépendent des prévisions des parties et s'apprécient d'une façon élastique et concrète comme ces prévisions elles-mêmes ; la seconde correspond à la méconnaissance de dispositions générales et en quel-

qu'absolue et aussi plus rigoureuse.

La souplesse et la modération des sanctions contractuelles ne fait donc que refléter la liberté des dispositions individuelles, la contingence et l'élasticité des prévisions particulières ; c'est ainsi que la distinction du dol et de la négligence, bien loin de rapprocher deux textes ne fait que les séparer. C'est ainsi que l'article 1150 a pour résultat, non pas de nuancer et de graduer des réparations de même nature, mais bien de séparer essentiellement des sanctions de nature différente.

Ce point de vue acquis, il faudrait, si l'on voulait introduire dans l'application des articles 1382 et 1383 « plusieurs poids et plusieurs mesures », démontrer que ces textes se réfèrent à des faits générateurs d'obligation *essentiellement* dissemblables. Spécialement, il faudrait soutenir ou bien que l'article 1382 sanctionne la violation de certaines dispositions légales, tandis que l'article 1383 s'applique uniquement à la méconnaissance d'une dette contractuelle analogue à la dette de sécurité, ou bien encore que l'un des textes se réfère à la faute ordinaire et l'autre à des créations licites de risques.

La théorie de la dette de sécurité a déjà été examinée et, à mon sens, réfutée ; à la vouloir, d'ailleurs, rattacher à l'article 1382, on risquerait de commettre un non sens juridique.

Quant à la question de savoir si les textes de la responsabilité civile peuvent se rapporter à des situations conformes au droit, à des manifestations quelconques, même normales, de l'activité humaine, à des créations licites de risques, c'est toute la doctrine de Saleilles et ce sera le centre et le nœud vital de la controverse qui nous occupe.

L'article 1382, nous dit-on, sanctionne les faits dommageables quelconques, et le mot faute n'y a été introduit que pour déterminer et préciser un rapport de causalité. Lorsque, par exemple, au cours d'un jeu ou d'une lutte, un individu est violemment bousculé au point d'aller, dans sa chute, heurter et blesser un passant inoffensif, l'auteur initial du dommage et, par suite, le véritable responsable n'est pas celui qui est intervenu comme instrument passif et involontaire, comme cause seconde de l'accident, et l'on ne peut, en bonne justice, incriminer que le brutal qui, ayant voulu le fait dommageable, a joué, dans la réalisation du préjudice, le rôle incontestable de cause première et efficiente, celui dont le langage populaire dira : « il l'a voulu, donc c'est sa faute ». Au reste, l'intervention de la volonté ne consiste, en pareil cas, ni dans l'intention de commettre un délit, ni dans la prévision des conséquences critiquables ou fâcheuses de l'acte accompli ; le fait volontaire, d'après Saleilles, comme d'après Tarde, est « un fait d'appropriation personnelle, que l'on fait sien, qui vous appartient et qui engage la responsabilité par suite d'un rapport

de causalité personnelle » avec le préjudice éprouvé ; en sorte que l'acte volontaire n'est pas l'élément intentionnel de la culpabilité civile, mais bien la condition objective de la causalité directe.

La faute civile de l'art. 1382 n'est donc pas un état coupable de la volonté révélé et matérialisé par un dommage, c'est purement et simplement une création de risques : « on peut ainsi sans avoir commis aucun fait irrégulier ou anormal, avoir à répondre d'un acte qui, tout en étant conforme aux usages et aux exigences de la vie, peut-être qualifié de hasardeux ou d'aventureux. » Cet acte aléatoire, mais ordinairement conforme au droit, sera un acte d'acceptation des risques, et aussi un acte de participation immédiate et directe au dommage, et précisément parce qu'il s'agit d'un fait positif, d'une connexité manifeste du préjudice et de sa cause première, en un mot d'une causalité évidente, le demandeur « en présence d'une création directe de dommage n'aura plus rien à prouver. » Ce sera au défendeur à apporter des justifications, s'il veut se disculper et éluder tout recours.

Mais quelles peuvent bien être ces justifications aux termes de la théorie objective de la faute ? La responsabilité objective, nous l'avons vu, est attachée à la matérialité du fait positif dommageable : elle est établie si le fait est prouvé, et, comme elle est en fonction de la causalité et du risque, celui qui voudra y échapper devra démontrer ou qu'il y

a eu cas fortuit, ou que le souci des précautions a prévalu sur le souci du résultat et a exclu toute acceptation des hasards ordinaires de l'activité.

Le cas fortuit, ce sera la négation de l'acte volontaire, de l'initiative agissante, ce sera le fait susceptible de transformer la cause apparente du préjudice en un simple agent de transmission « qui a subi une force sans la produire », ce sera en un mot « l'absence de tout rapport de causalité personnelle ». Le souci, le surcroît de précautions consistera dans une recherche de garanties anormales, dans un état de choses impliquant « non pas l'appropriation, mais le rejet absolu du risque », au point que la sécurité sera préférée à la productivité, au point que, dans une certaine mesure, l'activité pourra se trouver gênée et le résultat compromis.

La preuve du cas fortuit ou de la prudence extrême libérera le défendeur parce que cette preuve aurait fait disparaître « l'objectivité de la faute et la matérialité du fait dommageable », parce qu'il sera évident que la cause du préjudice n'aura été qu'une cause apparente, qu'une incarnation de la force majeure et de la malechance inéluctable. « La foudre est tombée, la victime ne peut s'en prendre à personne ».

Telle serait, suivant Saleilles, la conception qu'il faudrait se faire du délit de l'art. 1382 ; toute différente serait la signification de l'art. 1383 ; il ne s'a-

girait plus d'un fait dommageable pour ainsi dire quelconque; il s'agirait d'un fait d'imprudence, d'un véritable manquement, d'un acte irrégulier ou anormal, à caractère plutôt négatif. Ce n'est pas à dire d'ailleurs qu'il puisse être question d'un délit de pure abstention. On pourrait, sachant nager, négliger de sauver l'homme qui se noie ; on pourrait prévoyant l'incendie, laisser se consumer près d'un bâtiment le paquet d'herbes sèches, cause de sinistre, sans pour cela tomber sous le coup des sanctions de l'art. 1383. L'intention mauvaise existerait bien sans doute, mais la relation de causalité entre l'abstention coupable et le préjudice ferait défaut, et il est bien entendu que la responsabilité civile suppose un rapport de causalité personnelle. A vrai dire, la causalité de l'art. 1383, sera moins évidente que celle de l'art. 1382.

Si c'est le premier texte qui s'applique, il y aura à la base, à l'origine lointaine du préjudice un arrangement matériel susceptible d'engendrer des risques : ce sera, par exemple, la fiole de poison que le maître aura conservée chez lui et que le domestique aura absorbée par mégarde. Quand l'étiquette d'avertissement aura été apposée, quand la bouteille dangereuse aura été placée en un endroit convenable et approprié, quand toutes les précautions exclusives de négligence ou de légèreté auront été prises par le maître, la victime ne pourra s'en prendre qu'à elle-même de l'accident survenu.

Sans doute, cet accident aura une cause, mais l'arrangement matériel que l'on prétendrait incriminer ne sera que l'occasion ; la causalité apparaîtra inopérante au point de vue juridique parce qu'elle ne mettra pas en jeu la personne du défendeur éventuel.

Si, au contraire, une imprudence ou une irrégularité a été commise, la couverture des risques réalisés interviendra comme sanction de la faute, non point d'ailleurs que pour cela la causalité devienne certaine, directe, comme si le maître avait lui-même versé le breuvage nocif. Incontestablement, malgré la faute, malgré le point de départ et l'arrangement matériels, l'accident aurait pu normalement être évité ; le domestique aurait pu examiner la fiole, reconnaître le poison à l'odeur, à la couleur, à mille indices, ou encore, buvant avec moins d'avidité, s'arrêter à la première saveur. Voilà pourquoi la preuve d'un arrangement du défendeur est requise, voilà pourquoi la cause directe et la participation lointaine, ne pouvant pas sans injustice être traitées de la même manière, il faut compenser au moins par une ombre de culpabilité l'insuffisance de causalité personnelle.

Je crois avoir ainsi esquissé à grands traits les caractéristiques de la doctrine de Saleilles. Je me suis efforcé, même au cours d'une exposition succincte, de ne rien faire perdre à la théorie objective de sa précision et de sa vigueur ; mais il faudrait

lire, dans leur ampleur, les développements du texte pour apprécier la force, la souplesse et la richesse de la dialectique. Je ne crois cependant pas qu'il soit juridique et rationnel de dépouiller les art. 1382 et 1383 de leur physionomie traditionnelle.

On prétend prohiber, dans l'appréciation et la réparation du dommage, l'analyse et la recherche des intentions de l'agent. On estime que les considérations subjectives et les subtilités psychologiques sont dangereuses parce que compliquées ou incertaines et qu'au surplus elles ne correspondent ni aux réalités économiques, ni aux besoins de l'époque, ni à la différenciation nécessaire du droit pénal et du droit privé, ni à l'idée que la réparation du dommage ne se confond nullement avec la répression de la faute. Toutes ces raisons sont très fortes, mais, à vouloir aussi s'attacher uniquement à la matérialité des faits et à l'objectivité de la cause, ne risque-t-on pas d'aboutir, au nom même de l'équité, à des résultats d'injustice ; et, suprême ironie ! ne sera-t-on pas amené, après des discussions supérieurement conduites, à des solutions par trop simplistes ? Ce n'est pas seulement la question d'interprétation de l'art. 1382 qui se pose, c'est aussi, c'est surtout la question du risque, à mon sens beaucoup plus générale. Il faut savoir sur quels textes s'appuiera la responsabilité des risques, mais il faut rechercher aussi pour quelles raisons et dans quelle mesure une responsabilité de ce genre, apparem-

ment exorbitante, pourra être admise et fonctionner. On nous dit que la notion de dommage domine toute la question de responsabilité, parce qu'il n'est pas normal en principe qu'un individu souffre un préjudice dans sa personne ou dans ses biens, sans obtenir une compensation. Cela n'est pas douteux, mais comme l'inéluctable notamment ne peut être supporté que par celui qui est frappé, l'analyse de la causalité s'impose rigoureusement, et il s'agit en définitive de décider à qui le dommage est imputable. Si, à ce moment, on ne s'attache qu'aux faits et si l'on se contente sans autre analyse d'une participation directe et immédiate, sous le prétexte que ce sont les manifestations efficientes et non les mobiles de l'agent qui importent, on n'aperçoit qu'une des faces du problème.

La question d'intention en droit privé n'est pas primordiale soit. Personne ne le conteste actuellement ; mais, en fin de compte, il faut bien, dans la répartition des risques, même si l'on attache au fait de leur création une importance essentielle, s'inspirer d'un « criterium ». Celui qui a agi doit-il être condamné sans discussion ni recherche, uniquement parce qu'il a agi. Je ne le crois pas. De deux personnes dont l'une a souffert un préjudice dans un moment de passivité et dont l'autre a exercé légitimement ses énergies sans irrégularité comme sans crainte chimérique, dans un état complet de liberté d'esprit et avec une louable mentalité d'ini-

tiative, laquelle est la plus digne d'intérêt ? A première vue mes préférences vont à l'énergie agissante et entreprenante, et je ne pense pas que la faveur de la loi puisse s'exercer autrement. Vous me dites que s'il y a un rapport de causalité directe, cela suffit à la sanction ; vous admettez cependant que la solution peut être différente si l'on a « substitué à l'activité qui fait au hasard sa part l'acte d'un homme bien prudent, bien habile, très circonspect et très craintif qui a voulu éviter toutes les chances mauvaises » ; mais alors vous allez figer l'esprit d'entreprise en accordant une prime à la pusillanimité, vous allez décourager les initiatives, et, au lieu de vous conformer aux exigences de la vie et aux réalités économiques, c'est vous qui allez les fausser et les méconnaître. En réalité, malgré vos préoccupations de stricte objectivité, vous êtes encore dominé (est-ce, l'influence d'une tradition invincible ?) par la notion d'intention de l'agent ; puisque vous attribuez un certain effet aux préoccupations excessives de prudence « à la mentalité de l'homme très circonspect et très craintif » ; vous êtes dominé surtout par l'idée de légitimité de l'acte dommageable ; si l'agent n'a fait qu'exercer un droit, s'il a usé de son droit dans les formes et avec les modalités particulières que la loi a prévues, si par exemple il a résilié normalement un louage de services ou encore si l'on ne démontre pas que, dominé par l'intention de nuire, il a abusé d'une faculté générale, vous décidez qu'il échappe à tout recours ;

mais alors, pourquoi ne pas toujours se poser la question d'abus ou de légitimité en présence surtout d'initiatives qui certes ont pu dévier, mais qui représentent en apparence et ordinairement en réalité l'effort volontaire, méritoire et économiquement nécessaire ?

Pourquoi ne pas apprécier les activités dans les profits qui en sont la conséquence et non pas seulement dans les modalités qui en caractérisent l'exercice. Si la notion traditionnelle de faute vous paraît, comme elle me paraît, trop étroite pour motiver la responsabilité élargie de nos temps et de nos besoins nouveaux, pourquoi ne pas éclairer la notion de création de risques par l'idée d'enrichissement injuste ? au lieu de rançonner aveuglément et sans motif des initiatives respectables, vous instaureriez ainsi une responsabilité équitable et modérée ; équitable parce qu'elle interviendrait pour empêcher la rupture d'équilibre entre le patrimoine enrichi et le patrimoine lésé, modérée parce qu'elle ne serait que le contre-poids des profits.

Au surplus, vous avez si bien aperçu la nécessité d'un critérium, que lorsque la causalité vous paraît moins manifeste et la participation au dommage plus lointaine, vous vous inspirez, dans l'application de l'art. 1383, de la notion de faute, après l'avoir exclue (et je m'en étonne) de l'art. 1382 qui en prononce expressément le nom. A vrai dire cependant ce n'est pas dans un cas mais dans tous les cas de responsabilité civile qu'apparaît l'idée de

manquement, de méconnaissance d'une obligation légale préexistante. Si le spectateur de l'accident ou du sinistre a pu laisser volontairement le voisin se noyer ou l'incendie se propager sans tomber pour cela sous le coup des sanctions du droit privé, c'est parce que la loi ne commandait pas l'action et non point parce que « le rapport de causalité personnelle » a fait défaut en pareil cas.

Celui, en effet, qui a refusé de faire le geste facile et sauveur devrait, dans la recherche purement logique des éléments de détermination du préjudice être jugé sans bienveillance, et si l'on ne considèrerait que la causalité, si dans ce but on attachait une importance décisive aux manifestations spontanées du sens commun, en découvrant, comme vous le voulez, la vérité juridique dans la conscience et le langage populaires, l'abstention volontaire et moralement coupable serait appréciée plus sévèrement que la conservation maladroite ou imprudente d'une fiole de poison dans une armoire mal fermée ; vous constatez, il est vrai, et vous avez raison que, dans l'hypothèse où une négligence a été commise, il y a à l'origine lointaine du préjudice et à la base de la responsabilité un arrangement matériel. Mais pourquoi en est-il ainsi ? Uniquement parce que cet arrangement impose à celui qui en est l'auteur des préoccupations particulières de prudence et des manifestations spéciales d'habileté, de même que, nous l'avons vu, la garde des choses entraîne un

devoir précis de surveillance. Ainsi la responsabilité traditionnelle n'apparaît, en réalité, et en définitive, que parce qu'une obligation a pris naissance qui, par la suite, a été méconnue et violée. Ce n'est donc pas la notion de faute qui, dans l'application de l'article 1383, précise la causalité, c'est la causalité qui dans tous les cas précise la faute, en lui conférant un caractère et des effets juridiques. Vous dites, il est vrai, que lorsque la participation au dommage est indirecte ou incertaine, l'auteur de l'acte d'imprudence supporte les risques à titre de sanction de sa faute en général ; mais de quelle faute s'agit-il ? S'il s'agit, et c'est bien votre point de vue, d'une faute quelconque et si vous vous contentez de la preuve d'une négligence quelle qu'elle soit, vous aboutissez à cette contradiction étonnante qui consiste à sanctionner un état subjectif de culpabilité étranger au préjudice, après avoir proclamé que, ce qui importe surtout, c'est l'objectivité de la cause et du dommage. Qui ne voit cependant que la faute en droit privé n'attire et ne peut attirer l'attention du législateur et du juge, que lorsqu'elle s'est extériorisée et matérialisée par un préjudice !

Qui peut sainement soutenir, par exemple, que si, aujourd'hui, j'imprime à mon automobile une vitesse folle, je devrai répondre demain de tous les accidents survenus aux tiers, même si je suis allé jusqu'à la limite extrême de la prudence et de la

circonspection. Sans doute, les mauvaises habitudes et les incartades du passé pourront être invoquées contre moi ; mais ce seront des moyens de preuve et non pas des moyens de fond. Si l'on démontre que je suis habituellement en faute, ma justification pourra devenir malaisée, mais, en fin de compte, il s'agira toujours de savoir si, oui ou non, le jour de l'accident, j'ai, par ma négligence ou mon imprudence, causé quelque dommage. Vouloir donc éliminer la relation de causalité du préjudice et de la faute, eu égard aux besoins de la vie industrielle, c'est déplacer complètement la question, c'est confondre la forme et le fond, la preuve et le droit. Certes, les difficultés de procédure éprouvées par un ouvrier victime d'un accident du travail ne peuvent pas passer inaperçues, ni nous trouver insensible ; mais c'est affaire au législateur de les atténuer par des réformes appropriées, sans qu'il puisse être permis de déformer, dans un but d'ailleurs respectable, des constructions juridiques plus que séculaires.

En réalité, puisque les textes qui nous occupent organisent indistinctement la réparation du dommage causé, puisque, à l'occasion de ces textes, les expressions employées par le législateur comme les solutions instaurées par la Jurisprudence sanctionnent également des situations contraires au droit, ce serait du pur arbitraire que de rattacher à l'article 1382 la causalité sans la faute et

à l'article 1383 la faute sans la causalité. De toute évidence, la relation du manquement et du préjudice est la condition substantielle de la responsabilité du délit aussi bien que du quasi-délit, et le législateur, bien loin de séparer des entités juridiques, naturellement inséparables, les a associées si étroitement que la causalité se précise à mesure que la faute s'accroît davantage, tandis que la participation au dommage devient plus lointaine quand le manquement apparaît moins formel. Au rebours, d'ailleurs, de la doctrine de Saleilles, c'est l'article 1382 qui me paraît sanctionner les irrégularités les plus flagrantes et les responsabilités les plus manifestes; mais ce n'est pas à dire pour cela que le taux et l'étendue de la réparation puissent varier suivant qu'il y a eu délit ou quasi-délit. La responsabilité civile qui nous occupe est une.

Et j'en arrive ainsi à découvrir un autre point faible dans la théorie objective. La faute intentionnelle, nous dit-on, l'acte d'imprudence et la création normale de risques représenteraient trois étapes bien distinctes de la responsabilité et supposeraient ainsi des sanctions essentiellement différentes. Plus spécialement, la réparation du préjudice ne serait vraiment complète que lorsque l'acte incriminé serait pleinement illicite et intentionnel; l'indemnité alors représenterait « l'intégralité du gain manqué et de la perte réalisée » au lieu que pour le cas de simple imprudence, la perte seule

serait appréciée d'une façon « individualisée et concrète » c'est-à-dire totale, le gain manqué se calculant « d'après une sorte de moyenne », et eu égard aux conséquences normales des accidents semblables à l'acte dommageable. Naturellement il faudrait, pour continuer « la gradation décroissante », décider que la faute purement objective constituée par « un simple rapport de causalité directe et personnelle » ne donnerait lieu qu'à une réparation « abstraite » et forfaitaire. C'est ainsi que se réaliserait l'idée d'instituer dans l'application des art. 1382, 1383 « plusieurs poids et plusieurs mesures » par une sorte de transposition des dispositions de l'art. 1150. Mais peut-il juridiquement et logiquement en être ainsi ?

J'ai déjà démontré, ce me semble, que l'art. 1150 sépare d'une manière définitive la réparation contractuelle de la réparation délictuelle, que la méconnaissance des obligations conventionnelles et la violation des dispositions légales ne peuvent pas se traduire par des sanctions identiques, la mesure de l'indemnité variant singulièrement, suivant qu'elle s'adapte aux prévisions individuelles ou qu'elle est adéquate à la réalité du préjudice. J'ai cru pouvoir conclure que, pour rendre possible la combinaison des art. 1150, 1382 et 1383. C. C., il faudrait démontrer que les textes du délit et du quasi-délit assignent aux responsabilités qu'ils instituent des fondements essentiellement différents. Sans doute, s'il

était établi que l'art. 1383 se rapporte à l'acte irrégulier d'imprudence et l'art. 1382 à la création normale de risques, la dualité serait évidente. Mais je ne crois pas qu'une pareille démonstration ressorte des développements de la théorie objective. Au surplus, même si l'on tenait d'ores et déjà l'ingénieuse hypothèse de Saleilles pour exacte, quant au fondement de la responsabilité civile, il ne semblerait pas possible de la faire cadrer, quant à la mesure de l'indemnité, avec les solutions des articles 1382 et 1383.

Ces textes, en effet, organisent la sanction du préjudice causé, la réparation de tout le dommage et de tous les dommages ; mais ils ne prévoient qu'un mode de réparation, et si les indemnités sont pratiquement assouplies « individualisées » et diversifiées au hasard des espèces par l'exercice du pouvoir discrétionnaire des juges, ce n'est certes point parce que la distinction des dommages prévus et des dommages imprévus, de l'acte fautif et de l'acte régulier préside à la mesure des sanctions. Quant à l'idée de réparation forfaitaire du risque créé, qui peut soutenir sainement qu'on la découvre dans les articles du délit et du quasi-délit ? Y a-t-il une seule décision judiciaire inspirée de ces textes qui la préconise ou qui y fasse allusion ? En réalité, le législateur a rapproché la faute, l'imprudence et la négligence ; il n'a eu en vue que les actes dommageables et contraires au droit et précisément parce que

les notions d'abus et de préjudice causé lui ont paru essentielles ; il a voulu des réparations pareilles quand ces notions ont été associées. Vraiment c'est une chose intéressante et singulière de voir la théorie objective qui s'enorgueillit d'être objective, faire varier la sanction du dommage dans un sens et dans un esprit de subjectivité ; c'est une anomalie frappante de constater qu'une théorie, qui se flatte d'abandonner l'idée vieillie de faute pour l'idée nouvelle de causalité, diminue l'indemnité précisément quand la causalité est plus directe et quand la faute est inexistante ou moins précise.

En résumé, la doctrine objective, au moins dans sa forme primitive et avec son critérium insuffisamment précis, ne paraît cadrer ni avec les textes particuliers qu'elle invoque ni avec les besoins généraux dont elle s'inspire.

Quant à dire, en principe, que les risques sont la conséquence de « l'activité et non pas de la personnalité » qu'il faut, pour les répartir, tenir compte des indications de l'équité sociale, rien de plus juste. Quant à soutenir que ce n'est pas la crainte des aléas ordinaires de l'activité normale qui fige les initiatives, mais bien plutôt l'impossibilité de connaître à l'avance le prix des risques du travail, cela peut être exact, mais à la condition de faire encore un pas et de rattacher nettement, carrément la responsabilité nouvelle à l'idée de profit, c'est-à-dire, pour parler un langage juridique, à l'idée d'enrichissement sans cause.

Nous aurons ainsi la garantie que les charges imposées à l'activité légitime, à l'effort méritoire, à l'initiative féconde ne seront ni injustifiées ni vexatoires. Nous arriverons, au surplus, sans effort, à l'idée de forfait puisqu'il s'agira en somme de déterminer par avance les conditions de l'équilibre nécessaire en mesurant d'une manière approximative le contrepoids des bénéfices; c'est ainsi que disparaîtront les incertitudes et l'arbitraire. Et puis, nous pourrons mettre d'accord (et ce ne serait pas un résultat négligeable) les réalités et les besoins de la vie moderne avec l'équité et avec les textes. Encore une fois, puisque c'est chercher la quadrature du cercle que d'essayer de concilier ce qui est inconciliable, que de vouloir rapprocher l'acte fautif de l'effort légitime, puisque c'est argumenter contre toute évidence que de faire sortir des textes de la faute les idées de profit et de forfait, puisque d'autre part ces idées nous sont nécessaires, pourquoi ne pas se tourner vers d'autres constructions juridiques qui puissent nous fournir le fondement intentionnel d'une responsabilité élargie ?

CHAPITRE III

La théorie de la responsabilité du fait des choses

(Josserand)

La théorie de Josserand attribue aux art. 1382 et 1383 d'une part, 1384 d'autre part, une origine et un but essentiellement différents : les deux premiers textes sanctionneraient des situations contraires au droit, de véritables fautes, le troisième instaurerait une obligation légale, une responsabilité étrangère à toute idée de manquement et de quasi-délit, à tel point « que le législateur nous aurait présenté dans un désordre critiquable mais évident deux théories bien distinctes, celle de l'obligation délictuelle et celle de l'obligation née de la loi : »

En somme deux principes juridiques constituent toute l'ossature du système « de la responsabilité du fait des choses inanimées » ;

1^o La notion de faute est complètement absente de l'art. 1384 C C : le demandeur en indemnité n'est pas tenu d'établir qu'il a été victime d'un manquement et il ne sert de rien au propriétaire de démontrer qu'aucune négligence n'a été commise.

2^o La responsabilité du propriétaire dérive directement de la loi et surtout « des conditions de l'équité »

La première des deux prémisses a été déjà longuement examinée et combattue à propos de la discussion de la doctrine de Saleilles ; il ne me semble pas nécessaire de revenir sur mon essai de réfutation. Quant à la seconde, il ne m'est pas possible d'en méconnaître l'intérêt, sous la réserve cependant que la base juridique avec laquelle on prétend l'étayer peut paraître compromise si l'argumentation relative à l'article 1384 est démontrée inexacte, sous la réserve aussi qu'il y a lieu d'envisager plutôt les développements logiques de la pensée de l'auteur que la forme juridique de la proposition initiale. C'est qu'en effet en fin de compte, l'idée de rattacher la responsabilité aux risques et aux profits apparaît nettement dans l'opuscule de Josserand. L'auteur combat vivement la jurisprudence allemande qui fonde sur la propriété les obligations de l'article 1384, il fait dépendre et résulter de l'utilisation des choses la responsabilité « parce que celui qui a les bonnes chances doit avoir les mauvaises et parce que, à la notion économique de gain doit

correspondre la notion juridique de responsabilité : *Ubi emolumentum ibi onus.* » C'est ainsi que l'idée de *risque créé* donnera satisfaction à l'équité et à la justice sociale ; c'est ainsi « que celui qui accomplira une action parfaitement licite et pure de toute faute et qui en recueillera les résultats heureux prévus ou imprévus, ordinaires ou fortuits, en supportera également, par une juste réciprocité, et à titre d'inévitable rançon, toutes les conséquences dommageables, fussent-elles imméritées. »

On voit par ces brèves citations, quelle est la signification essentielle, et quel est le point culminant de la doctrine de Josserand.

Sans vouloir revenir sur une argumentation juridique dont les moyens principaux se confondent manifestement avec ceux développés par Saleilles, il ne m'a pas semblé possible de passer sous silence une hypothèse dont l'originalité et la bienfaisance équitable apparaissent d'emblée, même si l'on admet, comme je le crois, qu'il ne s'agit que d'une hypothèse et que l'auteur, pour des raisons diverses, n'a pas pu démontrer la concordance de son point de vue avec les manifestations du droit positif.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cet ouvrage, il convient de conclure avec réserve ; car ce serait faire preuve d'une présomption intolérable que de proposer des formules définitives pour une matière si compliquée, et pour des difficultés si redoutables dont tant d'esprits excellents ont vainement, ce me semble, recherché la solution.

Cependant, on ne peut pas ne pas être frappé de la netteté avec laquelle la relation de la responsabilité, du risque et du profit s'affirme chaque jour davantage à travers les Jurisprudences qui s'installent et les doctrines qui s'ébauchent.

Un jour, nous l'avons dit, la réalité et la gravité du risque professionnel se sont expérimentalement révélées ; la fréquence et la relation des avantages

obtenus par le patron et des dangers courus par l'ouvrier sont apparus aux esprits les moins avertis et il a semblé alors, eu égard à des considérations d'équité sociale élémentaire, qu'il fallait rechercher et réaliser, dans la responsabilité des accidents industriels, le contrepoids nécessaire des risques et des profits. Mais comme il ne s'agissait, en somme, que de rappeler et d'appliquer une règle de justice, il ne devait pas logiquement paraître nécessaire de s'écarter du droit commun, et l'on pouvait très raisonnablement demander les conséquences juridiques désirables à ces principes de droit naturel dont une œuvre de la valeur du code civil, n'avait pu méconnaître ni l'existence, ni la nécessité.

Peut-être ainsi pourrait-on admettre que le législateur de 1898, en instituant une responsabilité nouvelle, n'a fait que dégager, par voie d'interprétation, un cas de quasi-contrat. Peut-être aussi la mesure originale et l'étendue forfaitaire de la responsabilité de l'enrichissement sans cause et du risque créé ne ferait-elle que rappeler le caractère global et l'origine juridique de la charge patronale.

Si ce point de vue était exact, je serais amené à conclure que les solutions positives actuelles se rapprochent de très près des solutions idéales dans le domaine où l'activité du législateur s'est exercée, c'est-à-dire dans tous les cas où les créations de risques sont fréquentes et les enrichissements sans cause, manifestes. D'ores et déjà, en effet, la respon-

sabilité du profit obtenu par le risque créé semble se dessiner comme la conception juridique de l'avenir, non point pour remplacer, mais pour compléter la responsabilité de la faute :

C'est sur ces mots que je terminerai.

A ceux qui reprocheraient à la responsabilité qui nous occupe d'être trop lourde, je répondrais que cette responsabilité, précisément parce qu'elle dérive du profit et qu'elle se mesure au profit, précisément parce qu'elle n'apparaît que comme un contrepoids, est nécessairement équitable et automatiquement modérée.

A ceux, au contraire, qui estimeraient que le législateur de 1898 n'est allé ni assez vite ni assez loin, je dirais que c'est peut-être mal servir les exigences de la justice sociale que de vouloir distancer la vie par des constructions juridiques hâtives.

Aux uns comme aux autres, il semblerait permis de répéter la parole mélancolique : « Révolutionnaires ! Hélas ! nous le sommes si peu ! car il est si difficile de modifier les lois internes des phénomènes ! »

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT

Première partie et introduction

La relation du risque professionnel et de l'idée quasi-contractuelle d'enrichis- sement sans cause.....	9
---	---

Deuxième partie

La théorie du risque créé et de l'enrichisse- ment sans cause dans ses rapports avec la jurisprudence du risque pro- fessionnel	39
SECTION I ^{re} .— Risques complètement étran- gers au travail assujetti.....	39

SECTION II, — Risques se rattachant au travail protégé par un lien trop ténu..	45
CHAPITRE I ^{er} . — La relation de concomitance et la relation de causalité.....	45
CHAPITRE II. — Création totale du risque par l'ouvrier.....	55
CHAPITRE III. — Création totale du risque par les forces de la nature.....	63
SECTION III. — Risques contre lesquels l'ouvrier est protégé.....	69
CHAPITRE I ^{er} . — Risques contre lesquels l'ouvrier est protégé et qui ne sont pas particuliers à un mode de production déterminée.....	71
§ 1. — Risques créés par les tiers sur le lieu et à l'heure du travail.....	71
§ 2. — Risques qui ne sont ni complètement étrangers au travail assujetti, ni spéciaux à un mode de production et qui sont créés par le patron.....	74
§ 3. — Risques que l'ouvrier a acceptés par intention professionnelle et qui se sont réalisés au cours d'un travail semblable au travail assujetti.....	89
CHAPIRE II. — Risques, qui tout en étant spéciaux à un mode de production, ont une origine bilatérale.....	97
§ 1. — De la faute inexcusable de l'ouvrier.	98

§ 2. — Combinaison du risque professionnel avec les risques individuels résultant de la maladie, de l'infirmité, des dispositions morbides de l'ouvrier.....	106
CHAPITRE III. — Risques spéciaux au travail assujetti et qui ont une origine uniquement professionnelle.....	117
§ 1. — Risque direct de la besogne assignée.	118
§ 2. — Risque de voisinage obligatoire et de la division du travail.....	119
§ 3. — Risques inhérents à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'exploitation assujettie.....	126
§ 4. — Le risque d'accoutumance.....	137
§ 5. — Le risque dérivant de l'action non spontanée des forces de la nature..	140

Troisième partie

Exposé critique des théories de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail.....	145
SECTION I. — La théorie de la faute ordinaire.....	146
SECTION II. — Les théories de la responsabilité contractuelle.....	149
SECTION III. — Les nouvelles théories inspirées des articles 1382, 1383, 1384. C. C.....	169

CHAPITRE I ^{er} . — La théorie de Salvy et la critique du système forfaitaire.....	171
CHAPITRE II. — La théorie de la faute objec- tive de Saleilles.....	193
CHAPITRE III. — La théorie de la respon- sabilité du fait des choses de Josse- rand.....	231
Conclusion	235

VU : *Le Doyen,*

F. LARNAUDE.

VU : *Le Président,*

RAOUL JAY.

VU et permis d'imprimer,

*Le Vice-Recteur,
de l'Académie de Paris,*

L. POINCARÉ

ERRATUM

- Page 29, avant-dernière ligne, lire *n'en est*.
- Page 33, 3^e ligne, lire (voir page 29).
- Page 48, dernière ligne, lire 2-77.
- Page 55, 16^e ligne, lire (voir page 50).
- Page 66, avant-dernière ligne, lire *créatrices*.
- Page 67, 3^e ligne, lire (voir page 54).
- Page 72, 13^e ligne, lire *dans le voisinage*.
- Page 73, 2^e ligne, lire 1-544.
- Page 74, 2^e ligne, lire *est* ainsi ; 3^e ligne, lire *et le patron*.
- Page 75, 20^e ligne, lire circonstances *extrinsèques*.
- Page 82, 27^e ligne, lire *procurerait* à son auteur.
- Page 85, 9^e ligne, lire la *faute* inexcusable.
- Page 99, 11^e ligne, lire (paragraphe 1).
- Page 104, 2^e ligne, lire *au point*.
- Page 124, 13^e ligne, lire *est commandée*.
- Page 130, avant-dernière ligne, lire du *louage*.
- Page 133, 17^e ligne, lire (paragraphe 2).
- Page 137, 10^e ligne, lire *d'un acte*.
- Page 138, 7^e ligne, lire (Section 2. Chapitre 2.)
- Page 144, 9^e ligne, lire *que de la nature* ; 14^e ligne, lire *paragraphe 2*
- Page 156, 12^e ligne, lire *garantisme* ; même ligne, lire *l'existence*.
- Page 160, avant-dernière ligne, lire *statisticiens*.
- Page 161, 22^e ligne, lire *comme paraît le croire*.
- Page 163, 23^e ligne, lire *pour la matière*.
- Page 169, dernière ligne, lire *Saleilles*.

